

DEUXIEME PARTIE : LES OMBRES AU TABLEAU

CHAPITRE 8 - REALITE ET ILLUSION DE LA PUISSANCE

A l'image de ce qui s'était passé pour l'Union Soviétique, la formidable ascension économique de la Chine aurait du avoir pour conséquence une chute du régime communiste. C'est ce qu'attendaient les stratèges occidentaux. Le progrès économique devait aider à une transformation de la société chinoise, à une ouverture de plus en plus large aux valeurs occidentales notamment en matière d'Etat de droit, de droits de l'homme, de liberté individuelle. Les plus fins analystes avaient tout faux. Rien de conforme aux prévisions ne s'était produit. L'expansion économique avait eu pour corollaire un renforcement de la centralisation politique et la mainmise du Parti sur tous les rouages du pouvoir. Malgré un libéralisme sélectif, il en était résulté un climat de méfiance tenace à l'égard du monde extérieur non communiste. A l'intérieur du pays, l'Etat policier renforçait sa surveillance des citoyens. Madame Wong faisait partie de ces hauts fonctionnaires chargés de contrôler non seulement leurs collègues du ministère de la police mais aussi des employés d'autres ministères comme celui de la radio et de la télévision ou encore celui qui avait autorité sur l'enseignement supérieur. Grâce à la diligence bureaucratique de sa « femme de confiance », une certaine madame Yen, elle gérait des milliers de fiches individuelles où tout était noté : faits et gestes de la vie professionnelle aussi bien que détails parfois intimes de la vie privée. L'interprète Tchang en savait quelque chose. A la fin des années 80, il avait été cassé. Son indépendance d'esprit lui avait attiré beaucoup d'inimitiés. Coiffé de la cape de la honte pendant la révolution culturelle, il ne s'était jamais relevé de la parade qu'on lui avait imposée dans les rues de Pékin. Je l'avais retrouvé dans un bureau sans fenêtres de l'immeuble de son administration. Il essayait d'écrire des poèmes mais l'inspiration

lui manquait. L'œil perdu dans le vague, il se souvenait tout de même de notre voyage vingt ans auparavant. A mon entrée dans le bureau, il semblait compter les insectes volants qui tapissaient çà et là les murs peints à la chaux. Agé de quarante cinq ans, il avait perdu son dynamisme, sa foi dans l'homme et son idéal de faire évoluer la société. Tous les matins, ponctuellement, il se présentait à son bureau et repartait neuf heures plus tard. Il ne sortait jamais à l'heure de la coupure de midi à treize heures ; il se contentait d'avalier sur place un bol de riz assaisonné de crevettes ou de porc. Autrefois promis à une belle carrière, son penchant pour une collègue de travail n'avait pas échappé à l'inquisition ambiante. La mutation sans appel de l'élue de son cœur dans un autre ministère lui avait infligé une blessure que les années n'arrivaient pas à cicatriser. Personne ne lui avait reproché directement quoi que ce soit, mais des rapports secrets faisaient état de l'opposition des parents de la jeune fille avec celui que l'on appelait le poète. Elle était la fille d'une personnalité en vue pour qui Tchang n'était pas digne de rentrer dans une famille comme la sienne. A Shanghai, le Parti avait interdit au professeur Ho de divorcer. On était dans les années soixante dix. Trente ans après, au sein des entreprises ou dans le service public, il n'y avait rien de changé dans le contrôle de la vie privée individuelle. A Chengdu, la capitale du Sichuan, j'avais rencontré Li Jia, une interprète en contact avec les étrangers. Elle était en quête d'un mari. Sa préférence allait à un européen. Employée au gouvernorat, elle avait été mutée dans une usine d'emballage pour avoir tenté d'établir une correspondance régulière avec un visiteur étranger qu'elle était chargée de piloter dans les dédales de l'administration. Le processus était toujours le même : une dénonciation anonyme parvenait au bureau de madame Fang ; aussitôt, madame Yen se mettait au travail et nourrissait le dossier de l'accusation avec des témoignages anonymes de l'entourage professionnel de l'intéressé ou de son environnement familial au sens large. S'il était membre du Parti, celui ou celle qui était soupçonné était convoqué pour s'expliquer devant la cellule à laquelle il appartenait. Il avait le choix entre faire amende

honorable ou quitter le Parti. S'il s'agissait d'un quidam dépourvu de toute attache avec le parti dominant, il pouvait être muté du jour au lendemain parfois à des centaines de kilomètres de chez lui. On pouvait aussi le mettre au chômage sans autre forme de procès ou l'envoyer croupir dans un « laogai », centres de rééducation ou de réinsertion, qui pratiquaient le travail forcé et procuraient aux entreprises une main d'œuvre bon marché.

Ainsi, une politique de coercition à l'intérieur, significative d'un repli sur soi, accompagnait une volonté contradictoire d'insérer la Chine dans le courant de mondialisation dont elle était la première bénéficiaire. Malgré l'abandon progressif d'anciennes pratiques de limitation des libertés, un contrôle strict sur la vie politique, la presse, la radio, la télévision, les migrations intérieures, l'éducation, les pratiques religieuses...avait été maintenu.

Sur le plan économique, l'intervention permanente de l'Etat et du parti rendait illusoire l'existence d'une véritable économie de marché à l'exception de tout ce qui relevait de l'économie de proximité. En la matière, le comportement du Parti tenait du grand écart. En façade, on jouait le jeu de l'économie de marché ; dans les coulisses de la grande industrie ou de l'exportation, de la politique financière, les décisions se prenaient au sommet dans une absence totale de transparence. La Chine demeurait le pays du secret. Depuis 1985, tous les clignotants de mesure de la santé économique s'étaient progressivement allumés en vert. On pouvait s'en apercevoir à la lecture des statistiques de la consommation, des dépenses d'énergie ou d'importation de matières premières. L'appétit de nombreux groupes industriels chinois pour absorber les sociétés étrangères démontrait la vitalité économique chinoise dans les secteurs les plus névralgiques. Il n'en demeurait pas moins que l'économie chinoise était loin d'être une économie compétitive. Selon l'indicateur du Forum annuel de Davos, de ce point de vue, la Chine se plaçait au 49ème rang : elle manquait de travailleurs qualifiés, d'infrastructures développées, de transports adaptés, d'approvisionnement électrique...Elle souffrait d'un retard important en

recherche et développement. Ce paradoxe lui permettait malgré tout de conquérir des parts de marché et d'afficher une prospérité enviable, due en grande partie, à la présence sur le sol chinois d'entreprises étrangères, notamment japonaises. Elles étaient à l'origine de la forte accélération des exportations en provenance de Chine. Il ne fallait cependant pas s'y tromper. En 2008, Pékin commençait à se dégager du carcan capitaliste japonais. Au Forum de Davos en 2007 et en 2008, c'était un pays capitaliste à part entière qui participait aux orientations de la mondialisation. Lors de la clôture des travaux de l'Assemblée Nationale Populaire en mars 2007, le Premier Ministre Wen Jibao avait fait approuver une loi pour garantir la propriété privée. Loin d'être remise en question, la marche vers l'économie de marché s'était renforcée sans pour cela que les relations privilégiées de Pékin avec l'alter mondialisme et les nations les plus pauvres de la planète en fussent affectées. Cependant, tandis que le gouvernement chinois prenait pied en Afrique, il rencontrait dans cette partie du monde une hostilité non négligeable. La réalisation de grands travaux d'infrastructure, autoroutes, voies de chemin de fer, immeubles, emportait l'adhésion mais ni les Nigériens, ni les Soudanais, ni les Congolais ne comprenaient pourquoi Pékin importait chez eux une main d'œuvre chinoise.

La réunion de l'Assemblée nationale populaire avait en outre mis en lumière les écueils rencontrés par l'économie chinoise dans sa progression : difficultés croissantes de l'approvisionnement énergétique et besoin urgent d'une nouvelle politique d'économie de l'énergie ainsi que recadrage d'une croissance trop forte.

Dans ce contexte, le séisme du Sichuan le 12 mai 2008, qui avait fait plus de soixante mille morts et au moins cinq millions de victimes, avait engendré des répercussions certes économiques et sociales mais aussi politiques à l'approche des jeux olympiques. A cette occasion les dirigeants communistes avaient montré leur pragmatisme en passant de l'opacité à une certaine transparence, ce qui ne présageait pas forcément d'une nouvelle orientation du régime.

Risque de surchauffe d'une Economie Funambule

Devant les succès de l'économie chinoise qualifiée par les dirigeants communistes d' « économie socialiste de marché », le monde occidental avait été pris par surprise. Depuis la crise asiatique de 1997, on avait observé le phénomène, soit avec des craintes exprimées par les Européens et les Américains ainsi que par les concurrents des pays du Tiers Monde, soit avec un soulagement manifeste de voir la Chine s'intégrer enfin dans le courant de la mondialisation. C'était la combinaison d'un parti dominant à quatre vingt dix neuf pour cent la scène politique avec un programme de libéralisation économique qui avait propulsé le pays au septième rang économique mondial. En 2007, une étude de la banque Goldman Sachs classait un peu prématurément la Chine, au quatrième rang mondial. Pouvait-on dire que la Chine avait intégré une véritable économie de marché ? Rien n'était moins certain. L'ingérence de l'Etat dans presque tous les secteurs semblait montrer le contraire.

Dans le cadre du protocole d'accord de l'Organisation Mondiale du Commerce, le statut d'économie de marché ne lui avait pas encore été accordé, alors que les potentialités de son marché interne faisaient de plus en plus rêver les grandes entreprises des pays industrialisés. Le rythme de croissance rapide et soutenu que connaissait la Chine depuis 1998 se maintenait au détriment de l'environnement et de la dégradation des rapports sociaux.

Pour les six premiers mois de 2008, le taux moyen de croissance dépassait onze pour cent. En 20 ans les investissements étrangers avaient décuplé, tandis que les capitaux que les Chinois eux-mêmes débordaient des frontières de l'Empire depuis 2001. L'argent chinois s'était investi dans les pays asiatiques, notamment en Asie du Sud- Est, mais aussi aux Etats-Unis et en Europe et même en Afrique. Pour la Chine, le taux des investissements étrangers demeurait l'un des facteurs importants de croissance.

Dans les régions côtières, les coûts de main-d'œuvre allaient très vite devenir prohibitifs et la rareté de personnel qualifié incitait les investisseurs à établir plutôt leurs usines dans les provinces intérieures.

A l'ouverture des jeux, toutes les statistiques prévisionnelles étaient dépassées. Le PIB du premier semestre 2008 s'était élevé à plus de trois mille milliards de dollars et aucun signe de ralentissement n'était en vue. L'économie se caractérisait par deux tendances lourdes:

- l'augmentation de coûts de production et les migrations industrielles soit à l'intérieur de la Chine vers les provinces de l'Ouest, soit vers des pays à main d'œuvre meilleur marché comme le Bangladesh, l'Inde ou même la Turquie. Finie la Chine à prix bradés.

- la qualité croissante des produits chinois et le paiement de meilleurs salaires à une main d'œuvre toujours plus qualifiée avaient contribué à augmenter les prix à la consommation.

Déjà de nombreux industriels étrangers avaient été contraints de réduire leurs marges bénéficiaires. On n'en était pas encore, tant s'en fallait, à la fin du made in China même s'il avait reçu un rude coup avec la malhonnêteté avérée de certains sous-traitants chinois. Le fabricant américain de jouets Mattel avait été dans l'obligation de rappeler dix huit millions de jouets défectueux fabriqués en Chine. Le titre de l'industriel américain avait chuté de six pour cent à la bourse de New York. En 2006-2007, plus de quatre vingt millions de produits « made in China » avaient fait l'objet d'enquêtes de qualité et avaient été déclarés impropres à la vente. La croissance spectaculaire de onze et demi pour cent au premier semestre 2007, n'en avait pas été altérée malgré le renchérissement de l'énergie combiné avec une probabilité de ralentissement de l'économie américaine préoccupante pour les responsables communistes de Pékin.

Les dirigeants étaient conscients de la fragilité de la puissance économique qu'ils étaient en train d'édifier. Chômage, disparités de développement entre l'est côtier et l'ouest montagneux, manque d'infrastructures routières et ferroviaires, s'ajoutaient, pour miner l'économie, à la corruption endémique de certains responsables membres du PCC et de nombreux fonctionnaires. Le gouvernement se trouvait pris entre la crainte des effets d'un fléchissement de la croissance et l'impérative obligation d'éviter une surchauffe. La hantise d'un ralentissement significatif de la croissance expliquait l'hésitation des autorités centrales à imposer une « thérapie de

choc » comme par exemple une hausse sensible du Yuan, ou une réforme brutale du système bancaire obéré par des créances douteuses dont le montant pouvait dépasser le montant total des réserves en devises de la Chine.

Les liens qui s'étaient établis entre la Chine et les Etats-Unis montraient la difficulté pour Pékin de maintenir son grand écart entre le Politique et l'Economique. Le déficit record de la balance commerciale américaine dont l'importance se mesurait aux exportations américaines, six fois inférieures au made in China importé par les Etats-Unis, s'avérait aussi profitable pour les deux pays. Le déficit commercial américain représentait deux fois le plus important déséquilibre enregistré avec le Japon dans les années 80. A cette époque aux Etats-Unis, cette situation avait généré le « Japan bashing » ou si l'on veut une campagne de dénigrement anti nipponne allant jusqu'au boycott des produits japonais.

Pouvait-on prévoir un « China bashing » ? Certaines des dispositions protectionnistes du gouvernement fédéral pénalisaient les exportations de quelques produits de Chine vers les USA, mais cette pénalisation demeurait limitée, du fait des réserves colossales de dollars amassées par Pékin.

Jusqu'en 2005, les Américains considéraient les surplus du commerce extérieur chinois comme une anomalie. Depuis 2006, les excédents chinois étaient devenus structurels. A Pékin, à la mi décembre, Madame Susan Schwab secrétaire d'Etat américaine constatait que le commerce extérieur dans sa totalité avait représenté soixante dix pour cent du PIB chinois pour l'année en cours, dont quarante pour cent pour les seules exportations. Elle notait que les efforts de libéralisation consentis par les Chinois s'étaient ralentis durant cette même année. La délégation américaine qui s'était rendue à Pékin, avait décidé d'aborder le problème dans son ensemble. Le Président Bush l'avait chargée de relancer avec les Chinois un nouveau dialogue stratégique sous forme de rencontres semestrielles. Sous la direction du secrétaire d'Etat Henri Paulson, ancien président de la banque d'affaires Goldman and Sachs, en présence du président de la Réserve Fédérale et de Susan Schwab, la délégation avait exprimé aux journalistes sa conviction que tôt ou tard, les Chinois seraient conduits à laisser flotter le

Yuan. En effet, un ressentiment contre Pékin s'était manifesté au Congrès où vingt sept projets de législation anti chinoise avaient été déposés depuis 2005. Toutefois, le changement de majorité intervenu aux élections de mi mandat avait rassuré le gouvernement d'Hu Jintao, même si certains analystes prévoient que l'un des vingt sept projets déposés pourrait être adopté ultérieurement. A l'époque de la visite du président chinois à Washington en avril 2006, la menace de faire voter une taxe de vingt sept et demi pour cent sur les importations en provenance de Chine n'avait pas été mise à exécution ; De toutes façons, cette mesure protectionniste n'aurait rien arrangé: la Chine représentait dix pour cent des échanges du commerce extérieur des Etats-Unis et ne pouvait donc être tenue pour responsable de l'explosion du déficit de la balance américaine. C'est la thèse qu'avait soutenue Madame Wu Yi, vice-Premier Ministre du gouvernement Chinois, lorsque fin mai 2007, elle s'était rendue à Washington à la tête d'une imposante délégation gouvernementale. Madame Wu Yi avait accepté de mettre fin au moratoire qui interdisait aux sociétés étrangères l'achat d'actions de sociétés chinoises. Elle avait également concédé le triplement des quotas d'achats d'actions par les investisseurs institutionnels étrangers, jusqu'à un plafond de trente milliards de dollars. Les concessions chinoises avaient été estimées insuffisantes. Le déficit commercial américain avec la Chine s'était envolé à plus de deux cent trente milliards de dollars. En face, les Chinois avaient accepté d'ouvrir leur marché de cartes de crédit aux banques étrangères. Déçu par ce qu'il considérait comme un maigre résultat pour un dialogue économique dit stratégique, le secrétaire d'Etat américain au Trésor, Henry Paulson, commençait à s'impatienter. Sous la pression du Congrès, Républicains et Démocrates réunis, avaient décidé de punir une Chine qui refusait obstinément de réévaluer sa monnaie, l'effort à huit pour cent de réévaluation depuis 2005 étant estimé insuffisant.

En matière de consommation, les Américains étaient persuadés que les Chinois consommaient plus qu'eux. Le président de l'Institut américain pour une politique de la terre, Lester Brown avançait des statistiques pour le moins discutables : « Que se passera-t-il si la consommation par les Chinois, de produits de base comme les céréales, le charbon ou l'acier, atteint le

niveau des Etats-Unis ? Combien faudra-t-il de temps pour que le revenu individuel chinois de 5300 dollars atteigne le niveau de celui des américains, soit 38000 dollars annuels ? »

En partant de ces chiffres biaisés, il était évident que les projections sur les vingt ans à venir étaient totalement faussées. Lorsque Lester Brown parlait d'un revenu individuel de cinq mille trois cents dollars qu'il appliquait à l'ensemble de la Chine, il prenait pour base un chiffre qui ne concernait que l'agglomération de Shanghai et quelques villes dotées du statut de « Zone Spéciale ». Cela représentait moins de un pour cent de la population totale de la Chine: le revenu individuel moyen des Chinois, hors de ces zones s'élevait de huit cents à environ mille dollars par an dans les zones urbanisées et ne dépassait pas cinq cents dollars dans les régions rurales. Lester Brown passait en revue les projections en 2031 pour la consommation de viande, de charbon, d'acier, de papier et prévoyait les plus abominables catastrophes environnementales. En 2031, les Chinois consommeraient, les quatre cinquième de la production mondiale de viande, les deux tiers pour les céréales. Ils auraient besoin de cent millions de barils de pétrole par jour, alors qu' en 2007, la production mondiale atteignait à peine 80 millions. Concernant le charbon et l'acier, il en serait de même. Dans 25 ans, la Chine aurait besoin de cinq cent onze millions de tonnes d'acier, c'est-à-dire plus que l'ensemble des pays occidentaux n'en consommaient en 2008.

Ces assertions avaient été réfutées par les scientifiques chinois. L'Académie des Sciences sociales de Chine avait fait valoir que la consommation chinoise atteignait à peine dix pour cent de celle des USA. La même source faisait remarquer que les achats de produits minéraux ou de pétrole n'alimentaient pas que la consommation chinoise. Ils étaient destinés aussi à transformer des produits vendus sur les marchés extérieurs. L'Académie des Sciences sociales estimait donc que le taux de consommation des Chinois demeurerait plutôt bas. Elle se basait sur le fait que la consommation urbaine et rurale et le volume global des ventes au détail des biens de consommation étaient en baisse. Comparé à celui des pays industrialisés et par rapport au PIB annuel, les chercheurs chinois faisaient valoir que leur taux de consommation était inférieur de cinquante pour cent, tandis qu'ils

reconnaissaient que la croissance économique était effectivement tirée par les investissements étrangers. Selon « Beijing Information », avec huit cents USD par personne de PIB, la demande intérieure s'était accrue rapidement en 2007. Toutefois, pouvait-on considérer même un PIB individuel de huit cents USD comme applicable à l'ensemble de la Chine ?

Malgré un frein aux investissements dans des secteurs clés de l'économie, bâtiment, sidérurgie, production énergétique et le gel de certains projets, la Chine avait connu depuis 2004, une croissance moyenne de neuf et demi pour cent, soit un point et demi de plus que les prévisions. La machine économique ne se refroidissait pas. Non seulement le taux de croissance moyen dépassait les onze pour cent, mais Pékin remettait à plus tard, la prise en compte des coûts environnementaux estimés à quatre pour cent du PIB. Autrement dit, pour maintenir un taux de croissance élevé, le gouvernement central fermait délibérément les yeux sur la baisse considérable de qualité de cette croissance. Dans la lutte sourde que se livraient les administrations communistes chargées de la protection de l'environnement et celles responsables du niveau de croissance, le comité central avait, peut-être provisoirement, fait le choix de ne pas trop mécontenter les édiles locaux du Parti. Ainsi le fameux PIB vert, c'est dire le Produit Intérieur Brut diminué des coûts occasionnés par les dégâts causés à l'environnement et par la pollution, avait été remis sine die. La thèse officielle voulait que le gouvernement central soit acquis à cent pour cent à la cause de l'environnement mais que ses instructions sont ignorées localement. Pour attirer de nouveaux investissements et réaliser de nouveaux projets, les provinces se livraient en effet à une concurrence effrénée. De là, à affirmer qu'elles truquaient leurs statistiques, il n'y avait qu'un pas déjà franchi par des observateurs américains.

Pourtant, en matière de consommation énergétique, les chiffres globaux indiquaient une diminution de sa progression: En 2003, plus de trente pour cent d'augmentation, en 2004, plus de quatorze pour cent ; en 2007, on en était à un huit pour cent annuel d'augmentation, ce qui plaçait la Chine loin derrière les Etats-Unis, la Russie et les grands pays européens.

Nombreuses étaient les entreprises occidentales et pas des moins prestigieuses qui avaient évité la faillite grâce au rachat de leur capital par des compagnies chinoises.

Parmi les cinq cents sociétés répertoriées par le magazine américain « Fortune » comme les plus puissantes du monde figuraient onze entreprises chinoises. En adhérant à l'Organisation Mondiale du Commerce (WTO), la Chine était classée au sixième rang mondial en terme de puissance économique puis au septième par suite de la chute du dollar sur lequel la monnaie chinoise, le Yuan, était demeuré indexée jusqu'à la mi-juillet 2005. La Banque Mondiale estimait qu'en 2050 le PIB global chinois (Produit Intérieur Brut) aurait sans doute dépassé celui du Japon et serait très proche de celui des Etats-Unis. En 2008, les réserves de change de la Chine étaient constituées pour soixante quinze pour cent de valeurs américaines en particulier de bons du Trésor. En sept ans, les exportations chinoises avaient doublé tandis que le surplus commercial avait triplé grâce à une production record dans tous les secteurs.

A titre d'exemple, en 2008, la Chine produisait quatre vingt cinq pour cent de la production mondiale de tracteurs, cinquante cinq pour cent des appareils photos, cinquante pour cent des ordinateurs portables ou vingt neuf pour cent des téléviseurs.

Présents dans 160 pays, les groupes chinois franchissaient chaque année de nouvelles étapes. La plus spectaculaire avait été sans doute le rachat en 2004 par le groupe chinois « Lenovo » de l'activité PC d'IBM; ou plus préoccupant pour les Etats-Unis, la tentative avortée du groupe pétrolier chinois, la CNOOC (China National Offshore Oil Corporation) de s'emparer du neuvième groupe pétrolier mondial de nationalité US, le groupe UNOCAL, partenaire du groupe français TOTAL en Birmanie. Par le truchement de CNOOC qui pesait vingt et un et demi milliards de dollars, l'offre chinoise de rachat de la société pétrolière américaine UNOCAL s'élevait à onze milliards plus deux milliards quatre de dettes. L'opposition du gouvernement fédéral avait finalement suscité une offre par le groupe américain Chevron Texaco acceptée par Unocal bien que moins avantageuse que celle des Chinois. Le consortium chinois de métaux non ferreux, Minmetal, tentait d'acquérir le

canadien Noranda mais par manque d'expérience avait été dépossédé de son statut de candidat exclusif.

Depuis, les entreprises chinoises avaient intensifié leurs OPA sur les sociétés étrangères. Non seulement les fournisseurs d'énergie étaient visés mais l'inquiétant pouvoir financier d'achat de la Banque Centrale chinoise se lançait pour la première fois en 2007, dans le placement à long terme d'actifs d'Etat à l'étranger. Elle prenait en effet une participation de neuf quatre vingt dix pour cent dans le fonds américain d'investissements, Blackstone group, l'un des plus prospères aux Etats-Unis. La China Development Bank avait annoncé en juillet 2007 qu'elle s'alliait à Temasek, la holding d'Etat de Singapour, pour soutenir la banque britannique Barclays dans sa tentative de prendre le contrôle de la banque néerlandaise ABN Amro avec une première mise de fonds de trois milliards six cent millions d'euros. Cette intrusion du capital chinois dans le capital européen soulevait des inquiétudes dans les milieux financiers de Bruxelles, à tel point que la chancelière allemande Angela Merkel demandait à l'Union Européenne d'engager une réflexion sur ce sujet.

Bien que deux pour cent seulement de Chinois possèdent une voiture particulière, la Chine était devenue en cinq ans, le troisième marché mondial pour l'automobile. Ce marché encore balbutiant n'avait pas empêché Rolls-Royce d'ouvrir une concession à Pékin, tandis que selon McKinsey, BMW trouvait preneur pour sa série 7 qui coûte en Chine deux fois son prix aux USA, soit deux cent cinquante mille dollars. En outre, les Chinois n'étaient plus simplement des consommateurs de voitures importées car depuis juillet 2005, la voiture chinoise avait fait son apparition en Chine en attendant l'ouverture du marché européen. Le constructeur Jiangling avait débarqué à Anvers une série de 4x4 « Landwind » vendus à moitié prix des modèles équivalents américains ou européens tandis qu'au salon de Francfort, les chinoises concurrençaient avantageusement les bas de gamme européens. Fin juillet 2007, les autorités centrales du parti communiste pilotaient la fusion de deux constructeurs automobile chinois, la Shanghai Automotive Industry Corp. (SAIC) et la Nanjing Automotive. Objectifs affichés du gouvernement de Pékin : accroître la compétitivité internationale de la Chine

sur la marché de l'automobile avec des modèles cent pour cent chinois ; favoriser un regroupement de marques chinoises pour satisfaire un marché intérieur prometteur : sous entendu, ne pas laisser aux Japonais, aux Américains voire aux Européens les bénéfices déjà substantiels d'un marché naissant mais en passe de devenir le deuxième marché mondial après les Etats-Unis. La production des deux nouveaux partenaires devrait atteindre deux millions de véhicules en 2010. Sous l'impulsion du gouvernement central, le nouveau constructeur avait décidé de faire de l'innovation sa priorité. Au début de 2008, la construction automobile chinoise était encore tributaire des technologies étrangères ainsi que de l'injection de capitaux américains, japonais et européens.

Cette première fusion intérieure dans le secteur automobile ne représentait qu'une face des ambitions chinoises. Après le textile, les chaussures, les tee-shirts, la voiture chinoise commençait à éveiller la méfiance chez les constructeurs européens ; en revanche, les constructeurs concurrents américains pouvaient dormir sur leurs deux oreilles, du moins provisoirement, car le fabricant Jiangling, détenu à 30% par Ford n'avait pas encore les capacités de production requises pour exporter plus de quelques centaines d'exemplaires. Dans ses usines de Nanchang, dans la province du Jiangxi, Jiangling avait produit en 2004 cinquante mille véhicules destinés au marché local. La Chine comptait fin 2007, cent cinquante constructeurs assurant une production de six millions de véhicules, capacité susceptible de doubler après les inévitables fusions.

La téléphonie mobile n'était pas en reste. En 2008, on comptait près de cinq cent millions d'abonnés avec une augmentation de plus de six millions de nouveaux souscripteurs par mois.

Quant au commerce, une enquête de Carrefour avait montré que malgré la résistance du petit commerce, les hyper marchés représentaient 38% du chiffre d'affaires dans les 10 plus grandes villes de la Chine, contre 27% pour les supermarchés et 32% pour le commerce de proximité. L'ouverture, désormais acquise, du territoire chinois aux investisseurs étrangers et la fin de l'obligation de s'établir en « joint venture » avait accéléré la tendance. De

grandes surfaces comme le grossiste allemand Metro, ou le suédois Ikéa, misaient à fond sur leur développement en Chine.

De très importantes entreprises européennes et américaines sous traitaient tout ou partie de leur production dans les pays à réputation de bas salaires comme la Chine.

Jusqu'à une date récente, les sous traitants chinois ou étrangers n'étaient que très peu préoccupés des conditions dans lesquelles ils faisaient travailler leur main d'œuvre. Sous la pression des opinions publiques en Europe et aux Etats-Unis, les industriels occidentaux avaient été obligés d'évoluer et d'établir une nouvelle relation de fournisseur à client.

Désormais, une majorité de donneurs d'ordre interviennent directement dans les conditions de travail, soit pour obliger les sous traitants à se conformer à leurs obligations légales, soit pour contribuer à l'élaboration de règlements internes de travail plus conformes avec la dignité humaine. Ainsi la multinationale européenne Nokia avait dépêché des missions d'éthique chez ses sous traitants chinois ou européens en Chine. Les rapports publiés montraient que lorsque la loi chinoise était respectée, ce qui n'était pas toujours le cas, les conditions de salaire, de travail, de vie quotidienne au sein de l'entreprise, dans des réfectoires et dortoirs sur les lieux de travail, rendaient cependant le personnel, en majorité féminin, taillable et corvéable à merci. Si le pouvoir d'achat individuel demeurait relativement faible notamment dans le centre et dans l'ouest, la nouvelle bourgeoisie des grandes villes avec un revenu moyen de huit cents à mille dollars par an et à Shanghai de cinq mille dollars, montrait un niveau de vie en progression constante dont les orientations qualitatives se rapprochaient des standards de l'occident : consommation en hausse des produits laitiers, des cosmétiques et des produits de luxe en général. Selon de récentes estimations, trois pour cent de la population urbaine aurait un revenu égal ou supérieur à cinq mille dollars, tandis que l'élite de Shanghai comptait six cent propriétaires de yacht et fréquentait deux cent vingt terrains de golf. Grâce à des produits vendus sur les marchés occidentaux à des prix défiant toute concurrence, la Chine montait en puissance économique bien que la qualité du « made in China », soit devenue un sujet sensible pour les publics

Européens et Américains. Les industriels occidentaux avaient créé le mythe d'un gigantisme du marché chinois sur lequel il fallait être présent à tout prix en prévision d'une élévation du niveau de vie susceptible de créer un réservoir sans fin de clientèle.

Les accords intervenus avec l'Union Européenne, malgré tout favorables aux Chinois, masquaient pour un temps les contrefaçons et autres dérapages du « Made in China. »

La Chine dont le statut de nouvelle puissance suscitait l'envie des pays voisins et l'admiration des grandes puissances pour ses performances économiques, donnait désormais l'image de pays prédateur coupable de la détérioration de la couche d'ozone, du chômage en Europe, de la destruction du tissu économique aux Etats-Unis et quoi encore ? La responsabilité de tous les avatars de l'économie mondiale était rejetée sur les Chinois.

L'économiste Paul Krugman expliquait que la Chine qui investit aux Etats-Unis et en Europe à tour de bras, le fait grâce en particulier, aux fonds publics américains dont elle s'est rendue propriétaire. Sur le plan qualitatif, les investissements chinois auraient été beaucoup plus judicieux que ceux du Japon en leur temps, lorsque des sociétés japonaises rachetaient le « Rockefeller Center » ou les studios de cinéma d'Hollywood.

Selon Krugman, le gouvernement des Etats-Unis n'avait que de faibles pressions à exercer dans la mesure où face à la Corée du Nord, il s'était politiquement mis sous la dépendance de la Chine, alors que « le budget défense de Washington est enlisé en Irak. »

Quelques jours après la parution de cet éditorial, les thèses de Krugman étaient approuvées par le Congrès et la décision de bloquer l'achat d'Unocal par une société chinoise, prise par G.W. Bush. Un autre éditorialiste du New York Times, Nicholas D. Kristof, allait dans le même sens. Pour lui, le plus grand danger pour le mode de vie américain ne venait ni d'Al Qaeda ni de la guerre d'Irak, mais de l'imprudence fiscale du gouvernement fédéral qui plaçait l'Amérique à la botte de la Chine. Pour l'administration Bush, la sonnette d'alarme était tirée. Des économistes aussi sérieux et renommés que Joseph Stiglitz ou Paul Volcker affirmaient ouvertement qu'une crise financière provoquée par la dette colossale du Trésor américain était

inévitable. L'administration de George W. Bush était accusée de gérer les finances comme des « marins ivres qui conduiraient un bateau. » A cela, il faut ajouter, écrivait Kristof que « les trois quart de notre nouvelle dette est rachetée par des investisseurs étrangers dont les plus importants sont les Chinois : « Cette situation donne à la Chine un moyen de pression sur nous et sape notre sécurité nationale. » Le président de la banque centrale américaine, Alan Greenspan, présent au G20 à Berlin, avait estimé que les Américains ne pourraient indéfiniment vivre au-dessus de leurs moyens et insisté sur les risques que « l'appétit » des étrangers pour les placements en dollars, qui finance les déficits aujourd'hui, ne se tarisse très vite. »

Mais point trop n'en faut. Il convenait aussi d'écouter les Chinois.

Conscients de la crainte qu'avait suscité leur montée en puissance, ils affirmaient haut et fort que « la Chine émerge de façon pacifique...que la diplomatie chinoise a gagné en maturité, que la Chine n'est plus un pays hors système... »

Il est vrai que le contexte spatio-temporel des années 2000 n'était plus celui de la guerre froide. Il n'y avait pas de risque imminent de voir se développer une confrontation directe entre la Chine et les Etats-Unis à moins que l'administration Bush aille au bout de sa course avec « son équipage ivre. » La croissance économique gardait priorité sur celle du budget des forces militaires comme l'avait démontré Jiang Zemin, suivi sur ce point par son successeur, Hu Jintao. Mais, soucieuse de ménager un équilibre entre la nécessité de se développer et la crainte de manquer son insertion dans le cadre d'une économie globale, la Chine avait pris la décision non suivie d'effet, de limiter la croissance à 8 %.

L'essai de coexistence entre un Parti communiste chinois centraliste et un programme de libéralisation économique était un pari temporairement réussi : Il avait encouragé les investissements étrangers et un développement économique rapide et durable. Cependant, toujours considéré comme une « économie en transition, » le marché chinois était tributaire d'un système financier anormal et d'un droit bancaire non conforme aux normes internationales. L'ingérence de l'Etat ne respectait pas la libre concurrence et autorisait un dumping dommageable à la production

des pays concurrents. Malgré une nouvelle réévaluation de huit pour cent de la monnaie nationale, le Yuan demeurait en position de surévaluation de trente pour cent par rapport au dollar. Les mesures prises dans la période 2005-2007 pour l'atterrissage en douceur de l'économie chinoise et le respect des engagements de la Chine envers l'OMC n'avaient pas donné l'effet escompté. Dans son rapport annuel, la Banque Asiatique de Développement constatait qu'il était essentiel de prévoir la tendance de l'économie et d'identifier les risques et défis de cette période. Dans son chapitre sur la Chine, « Asian Development Outlook » avait prévu que l'économie chinoise maintiendrait sa croissance rapide en 2006 et 2007. La prévision s'était réalisée y compris au cours du premier semestre 2008. Il est vrai qu'empêtrées dans l'embouteillage de l'énergie et du transport, les contraintes sur le terrain et la réduction des investissements, la fabrication et la construction étaient appelées à ralentir d'eux mêmes.

Dans l'immobilier, l'optimisme des économistes chinois avait prévu un ralentissement de la croissance des investissements à treize pour cent en 2006-07, alors que cette croissance atteignait 25,8 % en 2004. Dans les sous-secteurs comme l'acier, le ciment, l'aluminium, on s'attendait à un ralentissement encore plus important. Toutefois, le contrôle dans certaines industries comme la construction, s'était avéré difficile par suite du nombre de chantiers en cours. Malgré cela, compte tenu de la décentralisation des procédures d'approbation, l'investissement dans le secteur privé connaissait une croissance accélérée.

Dans le secteur de l'exportation, le taux de croissance se situait entre douze et vingt pour cent pour la période 2005-07. Le ralentissement de la croissance des pays industrialisés, les mesures protectionnistes et antidumping, la hausse du coût de la main-d'œuvre et le coût du pétrole, s'étaient répercutés sur les exportations chinoises. Dans la mesure où davantage de secteurs étaient ouverts à la concurrence étrangère et où la demande intérieure demeurait forte, les importations étaient appelées à croître plus que les exportations ; d'où une diminution anticipée des surplus commerciaux.

Concernant l'inflation on avait prévu un ralentissement à 3,2 % en 2007. Or, au cours du premier semestre 2008, l'indice des prix à la consommation des ménages chinois s'était maintenu à un niveau élevé. En glissement annuel, on constatait une hausse générale de huit pour cent. Comme partout dans le monde les prix des denrées alimentaires s'étaient envolés et avaient progressé de vingt et un pour cent. Ce type de situation inflationniste n'était pas nouveau en Chine : en 1985, le taux d'inflation était passé à deux chiffres. En 1986, une envolée des prix dans les restaurants universitaires avait engendré chez les étudiants un mouvement de contestation vite réprimé. D'autres épisodes inflationnistes s'étaient déroulés dans les années 1993 et 1994. Depuis 2003, les mesures prises par le gouvernement comme l'augmentation des taux de réserves obligatoires n'avaient pas été suffisantes pour maîtriser une inflation, résultat d'un rebond de la croissance et de celui des investissements. L'atterrissage en douceur recherché par les autorités chinoises se trouvait donc compromis.

Dans les régions rurales, les fermiers demeuraient toujours à la merci d'une baisse des produits agricoles. Quant aux PME qui formaient le tissu vital de l'industrie, toute fluctuation bancaire susceptible d'amener un resserrement du crédit pouvait leur être fatale.

Conformément aux engagements de la Chine à l'égard de l'OMC, l'ouverture du secteur bancaire à la concurrence étrangère l'exposait à une compétition de plus en plus rude. L'expansion de la consommation avait été contrariée par l'écart de revenus entre zones urbaines et rurales. Cependant, depuis 2006, on pouvait constater que dans son ensemble, d'une année sur l'autre, la consommation était en accroissement constant. Grâce à l'augmentation du prix des céréales et aux subventions versées aux fermiers, le revenu rural avait augmenté, mais dans une moindre proportion que les revenus urbains. Il fallait en tirer la conclusion que l'écart de niveau de vie entre la campagne et la ville était loin de se résorber.

Au vu des récentes performances des marchés financiers des deux côtés de l'Atlantique, surtout dans le secteur obligataire, les économistes chinois n'avaient pas manqué de remarquer la préférence des investisseurs pour les investissements en euro plutôt qu'en dollar américain d'autant plus que la

tendance était au repli du dollar ; au dernier trimestre 2005, cette orientation qui se présentait comme durable, s'inversait alors qu'en 2007 et au premier semestre 2008, le dollar faiblissait de nouveau, en particulier face à l'euro. Depuis le début de l'année 2006, la banque centrale de Chine n'avait pas échappé à un mouvement généralisé des banques centrales consistant à diminuer leurs investissements en dollars. La part de l'euro dans les réserves Chinoise était passé de 13,5 % à 19,7 %. On constatait le même phénomène du côté de la banque centrale russe qui avait annoncé une réduction du poids du dollar dans ses réserves au profit de l'euro.

Malgré une hausse des exportations de quinze pour cent, le Premier Ministre Wen Jiabao avait annoncé que la Chine maintiendrait une balance commerciale équilibrée car le ralentissement escompté serait compensé par une hausse de la consommation intérieure. Mais qui dit hausse de la consommation dit aussi hausse des prix. A Shanghai, ce n'était plus une hausse, c'était une envolée. Près de l'ancienne concession française dans un quartier qui évoquait le Shanghai des années trente, une maison de cinq cents mètres carrés s'était vendue en 2004 plus d'un million d'euros. Trois ans après, elle avait quintuplé de valeur. Dans le quartier des affaires, à Pudong le prix du mètre carré avait bondi de 36% en six mois. Cet emballement se poursuivait en 2008 malgré des mesures de freinage de l'investissement spéculatif dans ce secteur et l'orientation des investisseurs vers les locaux commerciaux et de bureau. Une telle frénésie de l'immobilier était le signe patent de l'existence d'une bulle qu'on avait bien connue au Japon dans les années 85-90. Selon les statistiques fournies par les Chinois, les investissements dans l'immobilier d'habitation qui s'élevaient à six cent vingt millions de dollars n'atteignaient plus que deux cent cinquante millions, six mois plus tard.

Ce ralentissement pouvait-il empêcher l'éclatement de la bulle immobilière ? Le gouvernement s'en préoccupait, mais les réformes qu'il conduisait ne se concrétisaient pas toujours dans la transparence. Ainsi, le site « question chine.net » donnait l'exemple d'une directive de la Banque centrale qui avait pour objectif d'encadrer le marché des crédits immobiliers. Le document

No.121 du 13 juin 2003 fixait quatre conditions à l'octroi de crédits à un promoteur immobilier :

- une mise de fonds propres supérieure à 30% du coût total d'investissement en cash,
- l'acquiescement de la redevance d'utilisation du sol, (en Chine le sol appartient à l'Etat)
- l'interdiction aux fournisseurs des matériaux de construction de prendre part au projet immobilier concerné,
- l'achèvement des travaux de toiture au moment de la demande de crédit.

Sous son apparence technique, cette directive débordait du domaine financier dans ses applications. La restriction du crédit avait ralenti l'activité du secteur de la construction immobilière qui était jusqu'alors l'un des plus profitables de l'économie. Le prix du mètre carré dans les grandes villes avait grimpé en flèche, attirant les spéculateurs et nombre d'aventuriers que la nouvelle directive avait eu pour résultat de freiner voire de conduire à la faillite. « Question Chine.net » indiquait que l'ancienne réglementation visait « à juguler la tendance déflationniste », alors que la nouvelle politique de crédit allait en sens inverse. « Le cœur du problème, ajoutait le site, semble se situer dans l'accroissement excessif de la masse monétaire en circulation et l'accumulation de mauvaises créances dans les actifs de bilans bancaires.»

A la suite d'un rapport de la « Cour des Comptes », des pratiques douteuses avaient été révélées dans les quatre banques commerciales d'Etat et les purges dans l'encadrement des banques n'avaient épargné personne. Plusieurs scandales mis à jour concernaient la municipalité de Shanghai. Dans les vieux quartiers, les résidents étaient obligés de vider les lieux pour laisser leurs terrains aux promoteurs en échange de quelques maigres indemnités. Le document de la Cour des Comptes sapait ainsi la base du pouvoir de Jiang Zemin, l'homme de Shanghai, le prédécesseur d'Hu Jintao. Dans un article paru dans le magazine Zhongguo Xinwen Zhoukan à Pékin, l'auteur écrivait : « ...Certains dirigeants locaux maintiennent artificiellement à un bas niveau les bases de dédommagement en cas d'expropriation ou de réquisition des terres agricoles. Dans les procédures d'expropriation, ils vont

jusqu'à demander l'intervention de la police pour escorter les sociétés de démolition... » Un peu plus loin, le journaliste attaquait les médias qui trouvaient dans l'immobilier une importante ressource publicitaire. Les articles prédisant une envolée des prix auraient provoqué « une demande irraisonnée »...Les rapports que les promoteurs immobiliers entretiennent avec les administrations locales, « leur confèrent des privilèges politiques et économiques.. »

Le marché immobilier ne possède pas de cadre juridique approprié. Il est sans aucun doute l'exemple le plus criard des dérapages engendrés par une centralisation politique à outrance face à une décentralisation économique plus ou moins anarchique.

C'est au nom de cette même loi du marché que les pays en relation commerciale avec Pékin protestaient depuis plusieurs années contre la sous-évaluation chronique du Yuan maintenu à parité fixe avec le dollar, politique monétaire qui avait fait ses preuves lors de la crise asiatique en 1997. Mais à partir de l'an 2000, avec une croissance culminant à 11 % et plus, les pressions occidentales s'étaient faites de plus en plus fortes. Malgré les rappels à l'ordre, y compris par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), Pékin ne voulait pas paraître céder aux interventions étrangères. Lorsque le 22 juillet 2005, un communiqué de la Banque Centrale avait annoncé une réévaluation du Yuan de 2,1%, ce fut une surprise. Certains analystes l'avaient expliquée par la difficulté des Chinois à ralentir la surchauffe de l'économie ainsi que par le voyage du Président Hu Jintao à Washington programmé pour septembre 2005, mais qui avait été reporté à 2006 pour cause du cyclone Katrina.

Il s'agissait bien d'un clin d'œil, suffisamment significatif pour laisser présager que Pékin s'orientait de plus en plus vers une économie de marché. Mais il n'était pas certain que les pays occidentaux aient suffisamment pesé les conséquences d'un changement de parité de la monnaie chinoise. En effet, le lendemain de la décision, un flot de capitaux spéculatifs déferlait sur la Chine alimentant de nouveau la surchauffe de l'économie. Non seulement ce bouillonnement de la chaudière économique, impossible à maîtriser accroissait les inégalités, mais de plus, il commençait à peser sur l'inflation

et selon l'expression du correspondant à Pékin du journal « Libération », « Le miracle chinois vire au cauchemar écologique ». Le 18 mai 2007, la banque centrale de Chine annonçait que le yuan serait désormais autorisé à flotter dans le cadre quotidien des échanges internationaux, dans une limite de 0,5 % contre 0,3 % auparavant. De plus, la banque centrale rehaussait les taux d'intérêt afin de réduire les risques de surchauffe. Dans un article du New York Herald Tribune, sous le titre : La Chine se déstabilise elle-même, Paul Krugman pensait que les Chinois voulaient gagner un temps de répit, pour empêcher les mesures protectionnistes que pourrait prendre le Congrès ; mais il expliquait aussi que les Américains avaient investi à des conditions très avantageuses dans un pays qui était loin d'être un pays riche, malgré son dynamisme. Ce système, écrivait Krugman, touche à sa fin. Depuis le dix-neuvième siècle, le mouvement naturel des capitaux spéculatifs était d'aller des pays les plus riches vers les nations moins développées. C'était ce qui s'était passé en 1997-98, lors de la fameuse crise financière asiatique, devenue mondiale. Aujourd'hui, la situation est inversée : les capitaux des marchés émergents vont s'investir dans les pays les plus riches et les Etats-Unis accueillent les capitaux chinois. « Si la Chine stoppait ses achats de titres publics américains, les taux d'intérêt feraient un bond, ce qui n'arrangerait pas l'américain moyen. A long terme, l'Amérique aurait plus d'ouvriers et moins d'agents immobiliers, plus d'emplois dans le Michigan et moins en Floride, tandis que le niveau global de l'emploi demeurerait inchangé. Mais comme le soulignait Keynes, dans le long terme nous serons tous morts. A court terme, il y aura des gagnants et des perdants, mais je suppose que les perdants seront les plus nombreux... » Il était évident, qu'au delà des arguments économiques, le gouvernement chinois voulait éviter de créer une situation de déstabilisation sociale en augmentant un risque de protestations de la part des ouvriers mis au chômage ou des paysans dépossédés de leur terre qui pourraient être lésés par une appréciation trop forte de la monnaie. En 2008, en deux ans, le yuan s'était malgré tout apprécié de près de dix pour cent.

On était donc loin d'avoir appréhendé tous les développements à venir. Il semblait cependant qu'une position d'isolement ne soit plus tenable ni pour

les Chinois ni pour les Américains soucieux d'imposer leur loi coûte que coûte. La position dominante des Chinois en Asie pouvait apparaître éphémère. Leur intégration au processus de mondialisation n'était pas forcément en harmonie avec le marché asiatique de libre-échange (AFTA) dans lequel ils jouaient un rôle moteur. Dans la stratégie chinoise d'ouverture sélective, priorité était donnée aux fournisseurs d'énergie, ce qui expliquait la place tenue désormais par la Russie dans les relations internationales de Pékin.

Les tensions économiques qui agitent la Chine, s'apaiseront-elles avec le temps ? Les Etats-Unis, le Japon et les pays européens identifient la puissance chinoise montante à un danger non seulement pour leurs économies mais aussi pour leur système de valeur. Cet amalgame fait courir le risque de se tromper de cible. Désigner comme ennemi prioritaire, une grande civilisation qui tente de retrouver ses racines ne pourrait que pousser l'Empire du Milieu à exécuter un numéro complexe d'équilibriste qui le maintiendrait replié sur lui-même en même temps que tourné vers l'extérieur.

Le communisme sert beaucoup plus de méthodologie de gouvernement qu'il ne se présente désormais comme une idéologie. Le parcours économique de ce pays indique qu'après trente ans d'une alternance interne au sein du Parti, c'est un communisme pragmatique qui a pris le dessus. Le poids de l'environnement extérieur avait fini par prévaloir sur l'application aveugle d'une idéologie de repli sur soi dont le signe le plus tangible avait été la révolution culturelle. Malgré le courage de Deng Xiaoping d'avoir engagé son pays dans un virage dangereux, à 180° par rapport à la politique fondatrice du régime, la Chine reposait en équilibre sur une fracture. Ainsi, les successeurs de Deng, qu'il s'agisse de Jiang Zemin ou du Président Hu Jintao avaient du se transformer en funambules. Manipuler le balancier pour se maintenir sur le filin en équilibre instable, demande beaucoup de d'habileté et de temps. Il y a vingt cinq ans que les dirigeants chinois pratiquent la corde raide. L'inconnue demeure le temps qui sera nécessaire à la Chine pour parvenir à une stabilité crédible. Il n'est pas question pour le Président Hu Jintao de remettre aujourd'hui en cause la politique

d'ouverture économique initiée par Deng Xiaoping, mais on sait que dans le funambulisme, le balancier penche tantôt à droite tantôt à gauche.

Dès sa prise de fonction, Hu Jintao avait immédiatement perçu la nécessité pour le pouvoir de donner des gages aux victimes de la corruption rampante, des abus commis au détriment des travailleurs, des saisies de terre. N'y aurait-il pas pensé que l'Assemblée nationale populaire, réunie comme chaque année, se serait chargée de le lui rappeler.

Un débat idéologique s'était instauré, qui après une longue période de croissance, mettait le doigt sur les contradictions entre la croissance économique et son malaise social. La coexistence du socialisme et du capitalisme était attaquée à gauche.

Tout en affirmant publiquement son attachement à la poursuite des réformes, le Président chinois montrait dans les mois qui suivirent, sa détermination de maintenir l'autorité du Parti et une ligne politique dure même au mépris des libertés individuelles.

Cette conjoncture avait sans doute amené l'OCDE (Organisation pour la Coopération et le Développement) à mettre en garde les Etats contre une vision trop optimiste de l'Economie Chinoise. Dans une étude sur l'innovation, publiée le 27 août 2007, l'OCDE constatait que si la Chine venait en deuxième position mondiale pour les dépenses de recherche et développement, en réalité, elle occupait la sixième place car selon un nouveau barème, les dépenses étaient pondérées en fonction des pouvoirs d'achat. De même, le classement de premier pays exportateur de produits TIC (Technologie, Information, Communication) devait être relativisé car ces produits étaient essentiellement assemblés à partir de composants importés majoritairement des Etats-Unis et du Japon.

La deuxième position de la Chine en matière de nombre de chercheurs ne pouvait cacher le faible rendement des équipes chinoises en matière de nombre de publications scientifiques et de dépôt des brevets. L'étude de l'OCDE montrait également comment les PME innovantes peinaient à trouver des crédits et ne recevaient qu'une infime partie des commandes publiques. L'OCDE pointait également du doigt le non respect généralisé de la propriété intellectuelle.

Pareille situation ne pouvait qu'inquiéter les investisseurs étrangers en Chine, notamment américains : inflation, augmentation des coûts de la main d'œuvre, pénurie d'énergie, pénurie de travailleurs qualifiés, diminution des exemptions de taxes pour les étrangers, probabilités de troubles sociaux... Avec des salaires en augmentation de près de vingt cinq pour cent dans beaucoup de secteurs industriels, les prix chinois tellement vantés n'étaient plus une affaire. Aussi la plupart des multinationales avaient tendance en 2008 non à se relocaliser dans leur pays d'origine mais plutôt à déplacer leurs activités en Asie notamment au Vietnam. Le Japon faisait cependant en partie exception à cette règle en repliant sur l'archipel des activités de pointe devenues moins rentables en Chine tandis que de nombreuses sociétés avaient décidé de se maintenir et de ne réserver pour d'autres pays comme le Vietnam, que les nouveaux investissements.

La quête de l'énergie

Si la Chine est le deuxième consommateur de pétrole au monde, elle est aussi le premier producteur et consommateur de charbon ; sa consommation dépasse celle des Etats-Unis, de l'Europe et du Japon réunis. Le charbon est généralement exploité par de petites mines privées qui fournissent environ un tiers de la production du pays. En 2008, malgré la fermeture programmée des installations les plus obsolètes, nombreuses étaient les mines qui continuaient de fonctionner dans des conditions de sécurité douteuses, occasionnant un grand nombre d'accidents dont les victimes atteignaient environ dix mille travailleurs chaque année.

Depuis l'an 2000, la consommation de charbon était passée de neuf cent soixante dix mégatonnes équivalent pétrole à huit cent quatre vingt douze Mtep. Cette diminution, même timide indiquait que le gouvernement chinois avait amorcé une évolution du secteur énergétique. Une politique d'économie d'énergie et une restructuration industrielle avaient conduit à la fermeture de grands conglomérats industriels qui absorbaient plus de la moitié de la consommation d'énergie du pays. Simultanément, on avait lancé une rationalisation du secteur minier avec pour objectif le déploiement de

nouveaux efforts de lutte contre la pollution, comme Pékin s'y était engagé en signant le protocole de Kyoto.

Au début du 21^{ème} siècle, la consommation d'énergie primaire était répartie à la hausse et le charbon demeurait la ressource majeure du secteur énergétique comme c'était le cas de l'Allemagne après sa renonciation à l'exploitation de l'énergie nucléaire. Les centrales thermiques comptaient pour environ trois-quarts de la puissance électrique installée. Bien que le programme gouvernemental ait impliqué la fermeture des petites centrales peu rentables et polluantes, la production par des unités de faible puissance demeurait considérable et l'ordre de grandeur du parc thermique ne devait pas en être modifié. En revanche la part de la production d'électricité d'origine hydraulique qui représentait un quart de la production totale était appelée à croître pour des raisons politiques tenant à l'équilibre entre l'Ouest et l'Est du pays.

Ce rattrapage d'équilibre entre les régions Ouest soit les provinces du Sichuan ou encore du Tibet, du Gansu ou du Xinjiang sous-développées par rapport à la partie Est, Shanghai, Guangdong... avait été l'une des lignes directrices du 10^{ème} plan quinquennal (2001-2005). Pour compléter ce dispositif, le barrage des Trois Gorges, partiellement en service en 2003, puis en 2007, devrait tourner à pleine capacité avant 2010 avec dix huit mille deux cents MWe installés.

Dans la dernière décade du 20^{ème} siècle, le secteur de la production électrique, avait atteint une croissance de sept pour cent l'an. Deux ans plus tard, la Chine se classait au deuxième rang mondial des pays producteurs. Pour quatre vingt pour cent, cette production d'origine thermique impliquait une utilisation intensive de charbon mais aussi en moindres quantités, de pétrole et de gaz. L'hydroélectricité ne comptait que pour 18,8 % de l'électricité produite. La consommation annuelle par habitant de mille cinq cents Kwh. annuels, demeurait bien en deçà de celle de l'Europe et a fortiori des Etats-Unis. Quant aux régions côtières de l'Est comme le Zhejiang ou le Guangdong, elles enregistraient une demande supérieure à l'offre et devaient donc importer leur énergie électrique des provinces voisines.

La primauté donnée au développement économique, posait le problème de la sécurité énergétique. Or, les accidents industriels notamment dans les mines de charbon avaient illustré l'incapacité de Pékin à faire respecter ses directives de sécurité par les autorités locales. A Qitaihe, dans la province du Heilongjiang, à l'Est de la ville de Harbin, une explosion de grisou avait entraîné la mort de cent soixante personnes. Trois jours plus tard, l'agence « Chine Nouvelle » annonçait l'arrestation du directeur de la mine de Dongfeng où s'était produite l'explosion ainsi que celle du secrétaire de la section communiste locale qui avaient négligé de prendre les mesures de précaution qui s'imposaient, alors qu'ils avaient été avertis du danger. En juillet 2008, vingt et un mineurs avaient trouvé la mort à la suite d'une explosion dans la mine de Datong dans la province du Shanxi. Au total, les victimes du charbon qui représente soixante dix pour cent de la consommation énergétique chinoise, étaient au nombre de trois mille huit cents personnes pour l'année 2007, selon les statistiques officielles. Le directeur de l'administration d'Etat de la sécurité du travail, indique que la corruption et la collusion entre les officiels et les propriétaires de mines privées serait la cause principale des accidents mortels dans les mines. Sécurité énergétique et pénurie d'électricité, deux inconnues qui, selon certains universitaires, seraient un facteur de ralentissement d'un « développement durable » donc lié à une croissance de la qualité de vie que la Chine avait annoncé comme l'un de ses objectifs prioritaires.

La guerre en Irak avait montré la fragilité des approvisionnements en pétrole du Moyen Orient et les incertitudes liées aux importations d'hydrocarbures russes. Outre leur coût, les importations d'énergie, posaient un problème aigu de sécurité de transport. En 2006, la Chine importait plus de 80 millions de tonnes de pétrole tandis qu'on estimait la production domestique à peu près stable jusqu'en 2010. Au delà, la dépendance chinoise des importations devrait être appelée à s'accroître. La baisse de production interne préviendrait cependant des importations de cent cinquante millions de tonnes à compter de 2010 et de 300 millions à compter de 2020. La construction de nouvelles capacités de production avait été ralentie depuis l'an 2000 par suite d'une sous estimation de la consommation. Des

pénuries avaient fait leur apparition. Les statistiques officielles du gouvernement de Jiang Zemin indiquaient, à la fin des années 90, que la Chine était dotée d'une surcapacité de production alors que le déficit qui s'était creusé jusqu'en 2008, interdisait toute marge de manœuvre pour créer un marché concurrentiel de l'électricité. La situation serait susceptible de s'arranger après 2010, mais en 2008, le taux de croissance de consommation était toujours supérieur à la capacité de production. Le déficit en énergie électrique de la Chine est un déficit structurel et sera d'autant plus long à combler.

En tant que signataire du protocole de Kyoto, la Chine avait manifesté, sa volonté politique de participer à la protection de l'environnement. Aussi, avait-t-elle prévu de diminuer ses rejets de dioxyde de soufre. En 2008, comme tous les pays signataires, elle n'avait pas encore atteint son objectif. Pour cinquante pour cent les rejets étaient dus aux centrales à charbon. L'objectif pourrait être atteint en 2010.

Quelles options restent à la Chine et quelles marges de manœuvre lui seraient indispensables ?

A cette question, le gouvernement de Hu Jintao avait répondu par le lancement d'un vaste projet électronucléaire susceptible d'atteindre en 2020 une puissance installée de 36.000 MWe. Le pourcentage de la production électronucléaire passerait à 4% du total de l'énergie produite.

Quantitativement, ce chiffre paraissait dérisoire mais qualitativement, il résolvait le problème d'approvisionnement des provinces déficitaires du Sud et de l'Est.

Parmi les mesures prévues figuraient le développement du réseau gazier, la capacité de production hydroélectrique, ainsi qu'une offensive en direction de la Russie et des Etats d'Asie Centrale pour des projets communs d'oléoducs ou de développement des capacités d'exploitation avec éventuellement la participation de capitaux chinois.

Selon la commission d'Etat au Plan et au Développement, la mise en place d'une capacité de production suffisante était devenue indispensable pour libéraliser le marché chinois de l'électricité. Il y avait plusieurs années que le gouvernement avait lancé une réforme importante du secteur électrique en

prévoyant de grands travaux destinés à améliorer les réseaux de transport et de distribution. En 2015, les réseaux provinciaux et interprovinciaux devraient être interconnectés avec en vue, toujours ce rééquilibrage entre l'Ouest dont l'offre est supérieure à la demande et l'Est petit producteur mais gros consommateur.

Outre ses succès dans le secteur du nucléaire militaire et des vecteurs, la Chine était en passe de révolutionner le nucléaire civil avec la construction d'un réacteur expérimental à haute température (HTR) selon une filière qui avait été abandonnée par les Etats-Unis et l'Allemagne et dont on s'était aperçu que les progrès réalisés notamment dans la résistance des matériaux, lui donnait un nouvel avenir : sécurité accrue, production d'hydrogène à un moindre coût... Tout en poursuivant leurs recherches sur cette filière abandonnée, les Chinois s'intéressaient à la nouvelle génération de réacteurs nucléaires, les EPR (European Pressurized Reactor). Ils n'en avaient pas pour cela négligé le long terme en devenant partenaire du projet ITER de fusion nucléaire.

Les autorités chinoises savaient également qu'elles devaient se préoccuper du présent. Premier consommateur mondial de charbon, la Chine avait été accusée de faire flamber le baril de pétrole. Dans les grands centres industriels comme Shanghai ou Shenzhen, les besoins en énergie étaient tels que l'offre n'arrivait plus à satisfaire la demande et des coupures de courant étaient régulièrement planifiées.

Le programme nucléaire chinois remontait aux premières années de la République Populaire. L'accord de coopération nucléaire signé le 27 avril 1955 avec l'Union Soviétique avait rapidement abouti à la construction du premier réacteur expérimental à eau lourde en mai 1956 et à la création du ministère de l'Industrie Mécanique No.2 chargé du développement de l'énergie atomique à des fins militaires. Simultanément, avaient été réalisés, un projet d'usine d'enrichissement de l'uranium, un autre d'usine de retraitement et enfin un troisième d'usine de conversion de fluorure d'uranium, respectivement à Lanzhou, capitale de la province de Gansu, à Diwopu dans la même province et à Baotu en Mongolie intérieure. En 1960, à la suite d'un marchandage de Khrouchtchev avec les USA, puis six ans

plus tard, des avatars de la Révolution Culturelle, la rupture de l'accord de 1955 par les soviétiques, avait obligé la Chine à se tourner vers d'autres priorités. Ce n'est qu'en février 1970 que le Premier Ministre Zhou Enlai avait lancé l'idée d'un programme électronucléaire civil dont la première réalisation d'une centrale de conception et de fabrication chinoise fut décidée par

la Commission d'Etat au Plan. En mai 1982, le ministère de l'Industrie mécanique No.2 devenait le ministère de l'industrie nucléaire et prenait la décision de construire une centrale de trois cents MW à Qinshan au sud-ouest de Shanghai, dont les travaux ne commencèrent qu'au moment où Deng Xiaoping mettait en œuvre un premier train de réformes. Qinshan 1 ne fut mis en service qu'en 1991. Au début des années 90, le Président Jiang Zemin avait fait le choix d'anticiper sur une future pénurie en développant les barrages hydro-électriques dont le fameux barrage des Trois Gorges sur le Yangze. Ce projet très controversé n'était qu'un élément de l'option chinoise. Conscient de l'urgence de la situation énergétique de son pays, l'actuel Président Hu Jintao, avait donc décidé de faire le pari du nucléaire. Il avait prévu de doubler la part d'électricité générée par ces centrales d'ici à 2020.

A partir de 1993, une pénurie d'électricité et la forte demande en énergie due à son développement économique avait contraint la Chine à revoir à la hausse sa politique du nucléaire civil. Selon l'agence canadienne Matinternet, des sites avaient été préparés à Qinshan, pour accueillir quatre nouveaux réacteurs. Le gouvernement chinois était persuadé qu'il fallait réduire la dépendance du pays aux centrales thermiques très polluantes, fonctionnant au charbon. La France avait joué un rôle dans le démarrage des centrales nucléaires chinoises avec la construction de l'usine de Daya Bay près de Shenzhen.

En 2004, le programme de Hu Jintao prévoyait la mise en chantier de deux centrales par an. L'objectif pour la Chine était de doubler le nombre de centrales en quinze ans, ce qui ne représenterait en 2020 que 4% de la demande chinoise contre 2,3 % en 2005. En 2006, avec l'achèvement des centrales nucléaires de Qinshan et Tianwan, la part du nucléaire dans la

fourniture d'énergie électrique était passée à 2,4 % de la consommation totale.

Pour construire trente centrales d'ici à 2020, la concurrence mettait en présence l'Anglo Américain Westinghouse, le Russe AtomStroyexport et le Français Areva. Le 24 juillet 2007, l'américain Westinghouse avait annoncé avoir signé un contrat portant sur la fourniture de quatre réacteurs de la nouvelle génération dont la première centrale devrait entrer en service en 2013. De son côté, le français Aréva signait au même moment, un contrat portant sur la livraison de deux réacteurs EPR à la China Guandong Nuclear Power Corp. (CGNPC) selon les termes d'un protocole d'accord signé six mois auparavant. Les Chinois marquaient leurs préférences aux mieux-disants en matière de transferts de technologie. En ce qui concernait les approvisionnements en uranium, les besoins de Pékin avaient été chiffrés à vingt mille tonnes d'uranium par an. Aussi, à la suite de la visite du Premier Ministre Chinois à Canberra, début avril 2006, le gouvernement communiste avait signé avec le gouvernement australien un accord en huit points. La République Populaire s'était engagée à ne pas faire d'usage militaire de l'uranium fourni, à respecter la réglementation de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique et à se conformer aux dispositions du traité de non prolifération (TNP).

Le débat sur la sécurité du nucléaire et le devenir des déchets avaient été étrangement occultés. Cette apparente indifférence s'expliquait par le fait que le citoyen chinois n'avait pas son mot à dire ; l'attention de l'opinion publique était plutôt orientée vers les problèmes de Taiwan du Tibet ou du Xinjiang musulman. En revanche, elle n'avait pas le droit de s'exprimer sur ces sujets tabous. La sécurité nucléaire fait partie des questions dont l'opinion n'a pas à débattre.

Le 5 juillet 2005, le ministère chinois des sciences et technologies avait annoncé sa décision d'investir dans les recherches sur la fusion nucléaire. Le très officiel « Quotidien du Peuple » indiquait qu'un montant de 50 millions de yuan soit environ un peu plus de cinq millions d'Euros au titre de crédits supplémentaires avait été mis à la disposition du Professeur Huo Yuping de l'université de ZhenZhou au centre de la Chine, chargé des

recherches fondamentales sur la fusion nucléaire. Des scientifiques de l'Institut de Physique du plasma avaient déjà développé une chambre magnétique expérimentale avancée de supraconduction, prototype du projet international ITER, coordonné par la France dont le coût prévu, s'élevait à dix milliards de dollars. ITER est considéré comme une étape expérimentale entre les recherches actuelles sur la physique du plasma et les futures usines de production d'électricité par la fusion nucléaire. Ces programmes font partie d'un plan d'ensemble de recherches fondamentales confié à un organisme d'Etat, le PNRF ou Plan National de Recherches Fondamentales lancé en 1997. Pour l'année fiscale 2005-2006, le vice-ministre des sciences et technologies avait déclaré avoir investi 1,46 milliards de Yuan dans cinquante quatre projets différents. Entre 1998 et fin 2004, dans le cadre du PNRF, le gouvernement chinois avait sponsorisé un total de cent quatre vingt huit projets.

D'année en année les importations de pétrole se sont accrues. Le niveau de dépendance de l'importation atteint aujourd'hui quarante pour cent. De plus, soixante pour cent des importations de la Chine doivent passer actuellement par les détroits de Malacca ou de Lombok, dominés par les Etats-Unis. En cas de crise majeure, la Chine devrait faire face à un blocus de ces détroits ; d'où un projet de pipeline pétrolier entre la Chine et le Myanmar. Ce dispositif complèterait au sud le schéma d'approvisionnement pétrolier mis au point avec les Russes pour l'acheminement du pétrole sibérien au nord. Mais, jusqu'ici, ni les promesses russes ni la bienveillance de la junte birmane n'ont reçu d'application concrète.

La question pétrolière domine donc le débat énergétique en Chine. Encore faut-il distinguer entre les problèmes liés à l'approvisionnement extérieur et à la constitution de réserves jusqu'ici quasi inexistantes, et ceux induits par les conséquences de l'augmentation des besoins des pays émergents, non seulement la Chine mais aussi l'Inde ou le Brésil. Il convient également de prendre en compte la méfiance des occidentaux vis-à-vis du communisme chinois, moins de la part de l'Europe que des Etats-Unis. D'ici à vingt ans, la consommation chinoise devrait passer à vingt et un millions de barils par jour (mbj). En 2008, elle occupait le deuxième rang dans le monde derrière

les Etats-Unis. Au cours de la même période, la consommation indienne avait doublé. Vis-à-vis de ces nouveaux concurrents dans le drainage des sources énergétiques, la stratégie américaine avait consisté à offrir à l'Inde une coopération sur le nucléaire civil.

Les Etats-Unis importent majoritairement leur pétrole des pays de l'OPEP et notamment d'Arabie Saoudite, mais les réserves importantes de pétrole sont situées en Russie et dans des pays hostiles, en particulier l'Iran, deuxième producteur de l'OPEP ou dans des pays que Washington considère comme « peu fiables ». Ceux-ci sont nombreux : outre l'Iran, la liste noire comporte le Soudan, le Vénézuéla, la Syrie. Washington surveille l'offensive de Pékin et de New Delhi en direction du pétrole et du gaz russe. Au premier semestre 2005, les livraisons de pétrole russe à la Chine avaient augmenté de vingt huit pour cent. A Pékin, les Chinois annonçaient de leur côté qu'ils avaient doublé leurs importations par chemin de fer en 2006. Dans une étude du Conseil National du Renseignement, organisme chargé d'informer les décideurs politiques et la CIA, les rédacteurs du rapport faisaient le lien entre l'émergence de la Chine et de l'Inde sur le front énergétique et ses conséquences sur le contexte géopolitique. Les auteurs du rapport craignaient que les initiatives chinoises puissent nuire aux intérêts US dans la région de la Mer Caspienne, en Irak, en Afghanistan.

Pour les intérêts chinois comme pour ceux des Etats-Unis, l'Asie centrale, riche en pétrole, constituait une zone névralgique.

Les premières passe d'armes avaient commencé au début de l'été 2005, lorsque l'OCS (Organisation de Coopération de Shanghai) avait demandé aux Etats-Unis de fixer une date pour le retrait de leurs forces d'Ouzbékistan et du Kirghizstan. L'organisation régionale, OCS, conjointement menée par la Chine et la Russie, Il ne fallait pas s'étonner que Moscou et Pékin aient choisi de s'allier pour revendiquer la préservation de leur influence dans ces deux anciennes républiques naguère rattachées à l'Union Soviétique. Les bonnes relations qui s'étaient établies entre le Président Poutine et le Président Hu Jintao avaient débouché sur des contrats d'importation de gaz et de pétrole par la Chine, contrats confirmés et renouvelés en mars 2007, lors de la visite du Président Hu Jintao à Moscou. Les Chinois auraient

souhaité aller plus loin et être les destinataires de l'oléoduc en projet au départ des champs de prospection en Sibérie orientale. Ils avaient pour cela suggéré que le tracé du nouveau pipe-line aboutisse à la ville de Daqing, ville emblématique de la période maoïste, située au nord est du pays dans la province de Heilongjiang. Dans un premier temps, les Russes, exploitants du gisement de gaz de Sakhaline 1, avaient prévu de vendre leur production au Japon via un gazoduc direct de mille cinq cents kilomètres. Depuis plusieurs mois la Chine et le Japon, tous deux gros consommateurs de pétrole et de gaz courtoisaient le Kremlin. Le premier choix d'un tracé en direction du Japon avait été une grande déception pour la ville de Daqing mais quelques mois plus tard, le groupe américain Exxon Mobil, propriétaire à 30 % du gisement de Sakhaline 1, décidait de négocier la vente de son gaz avec la China Petroleum Corporation. Selon le journal japonais, Nihon Keizai, ce revirement était dû à certaines exigences japonaises concernant un dédommagement aux pêcheurs japonais. Tokyo Electric Power (TEPCO), le plus important acheteur, avait également émis quelques réticences. Cette société, la plus importante compagnie privée de distribution d'électricité du monde, s'inquiétait de se trouver liée par un contrat à long terme sans flexibilité alors que l'éventualité d'un plafonnement de la demande n'était pas à exclure. Cet article de presse avait fait réagir le ministre japonais du commerce, M. Nakagawa Shoichi.

Selon le ministre, il n'était pas correct de dire que la Chine avait été choisie ou que le projet de fournir le Japon avait été abandonné. Le groupe anglo-néerlandais Royal Dutch Shell, partie prenante du projet Sakhaline 2, avait conclu un accord de livraison de gaz sous forme liquéfiée aux sociétés japonaises Tokyo Gaz et TEPCO. C'était le premier accord de livraison de gaz russe en Asie. Très impliqué dans les deux projets de Sakhaline, le Japon y avait investi plus de vingt milliards de dollars. Dans cette affaire, les intérêts chinois étaient concurrents de ceux de Tokyo. Aussi, le gouvernement de Pékin continuait-il de faire pression sur Moscou pour obtenir des Russes une modification du projet. Si le pipe line prenait la direction de Daqing, il était évident que, pour les Chinois, les coûts d'acheminement du pétrole russe pourraient être réduits et que le flux

pétrolier pourrait croître jusqu'à couvrir quinze pour cent des importations de brut. En outre, dans l'exploitation de ses propres ressources, la Chine rencontrait des problèmes : un consortium dirigé par la multinationale Shell s'était retiré au mois d'août 2004 d'un projet d'exploitation de gaz, alors qu'une partie de la construction d'un gazoduc de quatre mille quatre cents kilomètres reliant l'ouest de la Chine à Shanghai venait d'être terminée. Pour d'autres chantiers, Pékin éprouvait quelques difficultés à trouver des investisseurs.

Si on en croit les projections de l'Agence Internationale de l'Energie basée à Vienne, ce problème de recherche des sources d'énergie était devenu crucial pour la Chine. On comprend dès lors les efforts du Président Hu Jintao pour diversifier les fournisseurs. Depuis 2004, le Président et le Premier Ministre n'avaient pas manqué une occasion de montrer leur présence en Afrique. Ils s'étaient rendus en Algérie, au Gabon, au Nigéria. La CNOOC (China National Offshore Oil Corporation), compagnie pétrolière gouvernementale, avait annoncé en Janvier 2006, qu'elle venait d'acheter un important gisement de pétrole et de gaz au Nigéria pour deux milliards trois cent millions de dollars. Elle s'était en outre engagée dans un programme nigérian de développement pour plus de deux milliards de dollars. Début octobre 2006, le gouvernement organisait à Pékin, un forum Chine - Afrique auquel se pressèrent quarante chefs d'état sur cinquante trois pays. Les entreprises chinoises en Afrique paraissaient mieux adaptées aux besoins de populations locales. Les produits chinois leur étaient plus accessibles que ceux de leurs homologues occidentaux tandis que les entrepreneurs chinois, commercialement agressifs, représentaient des sociétés de taille humaine plus proches des consommateurs africains. De plus les Chinois débordaient du marché des fournitures énergétiques pour la conquête de secteurs notamment de construction de routes, de chemins de fer, d'aéroports, d'écoles. Ils sécurisaient leur approvisionnement en pétrole, non seulement en soutenant quelques dictateurs notoires comme les chefs d'état du Soudan ou du Zimbabwe, mais également en multipliant les accords avec les sociétés pétrolières d'Etat. A la fin de 2006, le commerce avec l'Afrique était chiffré à cinquante cinq milliards de dollars contre moins de dix millions dans les

années précédentes. En 2008, on comptait environ huit cent mille citoyens de l'Empire du Milieu vivant et travaillant sur le continent africain. Entre Pékin et des pays comme l'Éthiopie, les liaisons aériennes étaient devenues quotidiennes.

Au cours de sa tournée africaine en février 2007, le Président Hu Jintao avait pris la mesure des limites que pouvait rencontrer son gouvernement dans ces stratégies de conquête de nouvelles sources d'énergie pétrolière et gazière en Afrique. Plusieurs pays comme la Zambie allaient jusqu'à accuser la Chine de visées néocoloniales. Reçu triomphalement à Prétoria, le Président Chinois avait profité de ce troisième voyage sur le continent africain, depuis son accession au pouvoir, pour affirmer haut et fort que les Chinois étaient opposés « au colonialisme et à l'esclavage sous toutes ses formes »...Il n'en demeurait pas moins que l'implantation prépondérante des Chinois, par exemple dans le secteur textile en Afrique du sud, suscitait une certaine méfiance des syndicats locaux. Pour la dissiper, le gouvernement chinois pratiquait ce qu'un journaliste qualifie de « la diplomatie du carnet de chèques ». Toutefois dans le cas du Soudan, Pékin s'opposait au déploiement des casques bleus au Darfour mais le Président Chinois avait dérogé à sa règle de conduite habituelle en conseillant d'une manière pressante à son homologue soudanais d'obéir aux injonctions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et d'accepter le déploiement des soldats de l'ONU, avant de voter avec quelques réticences la résolution contraignante du Conseil de Sécurité. Malgré ce qui pourrait apparaître comme une concession à l'Occident dans la perspective des jeux olympiques de 2008, le Président Chinois n'avait pas complètement retiré son appui au gouvernement d'Omar-El-Béchar à Khartoum dont les milices portent la responsabilité du génocide au Darfour. Pékin, bénéficiaire des deux tiers du pétrole soudanais, se trouvait, du fait de ses besoins, dans une attitude inconfortable à l'égard de la communauté internationale.

Toutefois, profitant d'une situation géopolitique favorable, les Chinois avaient réussi depuis 2006 à établir avec l'Arabie Saoudite et les pays du Moyen-Orient, un partenariat stratégique à bien des égards qui résonnait comme une défaite de la diplomatie américaine. Il ne s'agissait pas

seulement d'une nouvelle avancée chinoise dans la région du golfe mais d'un renversement par les pays pétroliers de leur politique jusqu'ici axée vers l'Ouest et principalement les Etats-Unis. Depuis 2004, Pékin et Riyad tiennent des consultations politiques régulières. La société publique pétrolière chinoise, Sinopec avait obtenu des Saoudiens une concession d'exploration pour un gisement de gaz situé dans une portion oubliée du désert saoudien. En 2005, Saudi Aramco avait signé avec Sinopec une « joint venture » de trois milliards six cents millions de dollars pour la construction d'une raffinerie dans la province chinoise du Fujian. Les visites respectives du Roi Abdallah à Pékin et du Président Hu Jintao à Riyad avaient encore renforcé les liens entre les deux pays et mis en évidence des intérêts communs. En 2007, les relations commerciales Chine Arabie Saoudite avaient dépassé les vingt milliards de dollars.

Un des directeurs des chambres de commerce saoudiennes constatait que les Chinois, eux, ne parlaient pas de démocratie ou de réformes et s'en tenaient strictement au principe de non ingérence dans les affaires intérieures de leurs partenaires.

La stratégie d'approvisionnement énergétique de Pékin allait jusqu'à défier Washington sur ses chasses les mieux gardées. En effet, pour accroître son influence dans la région du golfe arabo persique et en Asie Centrale, le gouvernement chinois s'était rapproché d'Islamabad en s'offrant une position stratégique à quelques encablures du détroit d'Ormuz : le port de Gwadar sur la côte de la province pakistanaise occidentale du Baloutchistan. En échange de la construction du port ainsi que de liaisons routières financées par Pékin, le Pakistan avait accordé à la Chine des garanties de souveraineté en matière de règlement des conflits dans le cadre du traité bilatéral d'investissement et accepté la présence des unités navales chinoises dans ses eaux territoriales. La Chine prenait ainsi le contrôle d'une voie maritime stratégique. Pour le Pakistan, l'accord de Gwadar contribuait à une neutralisation de l'influence indo américaine dans la zone. Cet accord n'était pas fait pour clarifier une situation déjà fort complexe : d'une part, le Pakistan avait reçu des Etats-Unis un important soutien économique et militaire dans la suite des attentats du 11 septembre 2001, d'autre part si la

coopération entre le Pakistan et la Chine entendait s'opposer au partenariat de Washington avec New Delhi, les relations New Delhi Pékin étaient en progrès constants, notamment sur le plan économique. Un autre acteur compliquait encore le problème: il s'agissait de l'Iran. Le développement du port de Gwadar risquait de porter ombrage au trafic des ports iraniens. En s'opposant à Gwadar, les Américains favoriseraient donc l'Iran. Comment sortir du dilemme ?

Pour Pékin dans tous les cas, l'accord de Gwadar élargissait sa sphère d'influence dans le golfe et lui donnait une part du contrôle de l'activité maritime de la région.

Cette diversification tous azimuts pouvait éviter à Pékin de dépendre uniquement du pétrole d'Asie Centrale et du brut russe. Pour ne pas être en reste, les Russes avaient enfin proposé aux Chinois la construction à hauteur d'Irkoutsk, d'un embranchement d'oléoduc destiné à rejoindre Daqing. Selon certains milieux officiels chinois, l'embranchement Daqing pourrait être terminé avant celui prévu vers la côte Pacifique, donc vers le Japon. Cette hypothèse a cependant été démentie par les Russes. Il n'en demeurait pas moins que le rapprochement sino russe représentait un succès à l'actif du Président Hu Jintao. La ville de Daqing dans le Nord Ouest, qui avait servi d'argument de propagande maoïste, avait abrité le plus grand champ pétrolifère du pays. Après quelques années noires par suite de difficultés d'adaptation à l'« économie socialiste de marché », la ville avait porté ses efforts sur une diversification basée sur le développement d'entreprises privées et sur l'écologie. En 2000, la part de son économie non pétrolière représentait vingt trois pour cent. Depuis 2004, elle était passée à plus de trente cinq pour cent. Neuf parcs industriels abritant deux cent trente neuf projets avaient été construits. L'arrivée de l'oléoduc russe à Daqing ne relancerait sans doute pas la production mais l'activité des raffineries y trouverait son compte. On observait cependant que cette renaissance d'une ville naguère sinistrée ne pouvait résoudre à elle seule, le problème des sources énergétiques.

Le gouvernement chinois avait prévu d'intensifier la production de ses ressources propres. Le vice-Premier Ministre Zeng Peiyan indiquait qu'il

étudiait l'amélioration de la production de pétrole et de gaz naturel dans la région autonome Ouïghour du Xinjiang au nord de la Chine.

Lors d'une tournée d'inspection dans la région, il avait confirmé le développement rapide de l'industrie du pétrole et du gaz au Xinjiang : « il était temps, ajoutait-il, d'explorer toutes les réserves potentielles de la région, afin de répondre aux besoins en énergie pour une croissance économique rapide du pays. » L'objectif était de faire du Xinjiang, au cours des dix prochaines années, le plus grand centre de production de pétrole et de gaz naturel de Chine, avait déclaré Zeng en substance. Il aurait ajouté que la Chine mettrait en œuvre la réforme des prix du pétrole et du gaz naturel conformément à la loi du marché.

CHAPITRE 9: LA MANIERE FORTE DU COMMUNISME

Dans la nuit du 3 au 4 juin 1989, le funambulisme des dirigeants communistes chinois à l'épreuve depuis le début des années 80, montrait ses limites. Embarrassé par les revendications politiques des étudiants, le gouvernement, avait pris la décision de supprimer toute opposition démocratique au besoin par la force. Depuis près de six semaines, les étudiants des universités de Pékin campaient sur la place Tien Anmen. Le Parti Communiste se savait guetté par un danger imminent : celui de voir s'installer une situation révolutionnaire à partir d'une simple revendication étudiante. Le processus était connu et certains dirigeants chinois de l'époque n'hésitaient pas à rappeler les manifestations étudiantes de mai 1968 en France qui avaient réussi à déstabiliser un pouvoir fort comme celui du Général de Gaulle.

Au sein du Comité Central, deux clans s'affrontaient sur l'action à entreprendre : ceux qui prônaient un dialogue et ceux qui affichaient leurs préférences pour la manière forte, mais les partisans du dialogue avaient déjà perdu la bataille avant même qu'elle fût commencée. Leur chef de file, Hu Yaobang, ancien secrétaire général du PCC, était décédé. A la mi-avril 1989, il était allé se rendre compte par lui-même de la situation et avait

recommandé d'éviter toute violence. Fin avril son successeur Zhao Ziyang avait été démis de toutes ses fonctions et assigné à résidence à Zhongnanhai, le quartier général du gouvernement.

En l'absence de Deng Xiaoping hospitalisé, le pouvoir, entre les mains du Premier Ministre Li Peng avait choisi la force militaire pour faire évacuer la place Tien Anmen. Virtuellement acquise, la décision tardait, alors que la loi martiale était déjà entrée en vigueur.

Tien Anmen Répression

Lorsque le 15 mai 1989, Gorbatchev était arrivé en visite officielle à Pékin, la cérémonie de bienvenue s'était tenue à l'aéroport alors qu'elle était prévue sur la place, devant le mausolée du Président Mao où des milliers d'étudiants arrivaient en cortège pour soutenir ceux qui avaient commencé une grève de la faim. La rumeur circulait que des étudiants avaient décidé de s'immoler par le feu. Des enseignants s'étaient mis à agiter des banderoles qui proclamaient : « Sauvez les étudiants qui veulent s'immoler par le feu. » Dans les jours qui suivirent, des écrivains, des professeurs d'université, des chercheurs demandèrent au pouvoir de négocier avec les grévistes. Mais, tout en gardant un œil sur l'évolution de la situation, le pouvoir était ailleurs, occupé avec Gorbatchev. Le 16 mai au matin, Gorbatchev rencontrait Deng Xiaoping. La brouille historique entre la Chine et l'Union soviétique prenait fin. Leur conversation fut retransmise en direct par la télévision et la radio. Gorbatchev avait eu ensuite un entretien avec le Premier Ministre Li Peng puis avec Zhao Ziyang. Celui-ci informa le président soviétique que toutes les décisions étaient encore prises par Deng. Cela lui valut par la suite d'être accusé de trahison par les conservateurs du Comité Central.

Le centre de Pékin littéralement envahi, la ville était pratiquement en grève générale. Les pancartes brandies affichaient : « Ne laissons pas mourir nos étudiants » ou encore « la classe ouvrière est là. » Dans la matinée, Zhao Ziyang était mis en accusation devant le comité permanent du bureau politique. Li Peng se prononçait pour la répression, Seul Zhao Ziyang votait contre. Au petit matin du 19 mai, Zhao Ziyang, Li Peng et quelques autres se

rendaient en grand secret au chevet des grévistes de la faim. Malgré les apaisements de Zhao, la rencontre avec les leaders étudiants débouchait sur une impasse tandis que Li Peng demeurait impassible. Le même jour se constituait une « Association autonome des ouvriers de Pékin, » qui tentait de déclencher une grève dans plusieurs villes de province, théâtre de manifestations en faveur de la démocratie. Dans l'attente d'un discours de Li Peng qui devait être radiodiffusé et télévisé, l'« Association autonome des étudiants de Pékin » décidait la suspension de la grève de la faim mais maintenait l'occupation de la place. S'adressant à des cadres militaires Li Peng annonçait peu après minuit qu'il avait été décidé de recourir à la force et que la loi martiale était proclamée.

Toute l'affaire avait commencé au moment des funérailles de Hu Yaobang, secrétaire général du Parti dont les idées libérales et le style plaisaient aux étudiants. Plusieurs milliers d'entre eux avaient garni la Place TienAnmen de gerbes de fleurs en hommage au disparu. Pour les conservateurs du régime, c'était une provocation. Sur ordre des autorités municipales de Pékin, les fleurs avaient été enlevées dans la nuit, une sorte de réédition de ce qui s'était passé en 1976 après la mort de Zhou Enlai. Comme treize ans plus tôt, ce geste avait été considéré par les étudiants comme une insulte. Tandis que les protestataires occupaient la place, le « Quotidien du Peuple » publia le 26 avril, un éditorial qui mit le feu aux poudres. Le texte se voulait un véritable appel pour motiver l'armée à passer à l'action et à dégager la place. La loi martiale avait été proclamée six jours auparavant, mais avant qu'elle entre en vigueur, il fallait s'assurer que l'armée soutenait le pouvoir dans cette épreuve. Dans un message télévisé, le Premier Ministre indiquait que des troupes avaient été appelées de l'extérieur à Pékin, soit cent cinquante mille hommes, mais qu'elles avaient été bloquées par des résidents de la banlieue de la capitale. Cela ne signifiait pas que l'armée soit incapable de rentrer dans Pékin. Si elle s'était retirée affirmait Li Peng, c'était pour ne pas envenimer la situation...Ce n'est qu'un mois plus tard le 25 mai que l'armée afficha résolument son intention de soutenir le gouvernement ; dans un autre message télévisé, Li Peng précisait : L'armée doit choisir son camp ; il faut combattre le chaos et l'anarchie créés par les manifestations du

mouvement pour la démocratie. Les officiers demeuraient indécis sur la conduite à tenir. Ils refusaient de faire couler le sang de compatriotes chinois. Deux maréchaux vétérans de « La Longue Marche », Nie Rongzhen et Xu Xiangqian s'étaient prononcés contre la loi martiale et toute intervention militaire.

Côté étudiants, la situation avait empiré. Sans hygiène, souillé par les ordures et les excréments, manquant d'eau, le campement sur Tien Anmen devenait invivable. Une situation révolutionnaire susceptible de se retourner à tout moment contre le pouvoir était en train de se créer. Le Président de la République Populaire, Yang Shangkun, avait été obligé d'annuler un voyage officiel en Amérique Latine.

De nombreuses rumeurs circulaient sur l'éviction de Zhao Zhiang. Dans le même temps, tandis qu'on annonçait que Deng Xiaoping avait la haute main sur l'armée, on apprenait qu'il avait de nouveau ordonné le transfert à Pékin de nombreuses troupes de l'extérieur. Fin mai 89, plus de cinq cent mille hommes encerclaient la capitale.

Dans le secret de Zhongnanhai et au sein du bureau de l'Assemblée Nationale Populaire se livrait une lutte politique sournoise contre le Premier Ministre Li Peng. D'un côté, se dessinait un mouvement d'allégeance à Deng Xiaoping, tandis que de l'autre, Deng dénonçait Zhao Zhiang comme un traître sans toutefois faire de commentaire sur la situation.

ENCADRE

Extraits de l'éditorial du Quotidien du Peuple du 26 avril 1989

Alors que se déroulaient les cérémonies à la mémoire du camarade Hu Yaobang, la plupart des membres du Parti communiste chinois, des ouvriers, des paysans, des intellectuels, des cadres, des soldats et des jeunes étudiants ont exprimé de diverses manières leur chagrin, et leur décision de transformer l'affliction en force pour la réalisation des Quatre Modernisations et le redressement de la Chine.

Or, on a vu pourtant certains phénomènes anormaux : à Pékin, une petite poignée d'individus ont profité de cette occasion pour faire courir de faux

bruits contre les dirigeants du Parti et de l'Etat, et inciter les gens à essayer de pénétrer de force par la Porte de Xinhua, dans Zhongnanhai, siège du Comité central du Parti communiste et du Conseil des affaires de l'Etat, et certains ont même crié des slogans réactionnaires comme « A bas le Parti communiste ! ». Et à Xi'an et à Changsha, des émeutiers ont également profité de l'occasion pour se livrer aux coups, aux saccages, aux pillages et aux incendies dans les rues...

Le 22 avril, avant la cérémonie funèbre à la mémoire du camarade Hu Yaobang, au lieu de chasser les étudiants, qui étaient venus sur la place Tien Anmen, pour manifester comme d'habitude, on leur a demandé de respecter la discipline pour honorer ensemble la mémoire du camarade Hu Yaobang... Cependant, peu après la cérémonie, une poignée de gens ont continué, avec des desseins peu avouables, à profiter du chagrin des étudiants...ils ont mis sur pied des organisations illégales, arraché le pouvoir à l'Union des étudiants, occupé de force la station de radiodiffusion, et incité les étudiants et les professeurs à faire la grève, en empêchant les étudiants de reprendre les cours... Ceci est une conspiration organisée et une agitation qui, essentiellement, visent à rejeter la direction du Parti communiste chinois et le système socialiste... La Chine, pays actuellement plein de promesses et de perspectives d'avenir, deviendra un pays instable et sans espoir.

Les démonstrations étudiantes prenaient de jour en jour un caractère plus politique avec pour objectif de « déboulonner » Li Peng. Le bureau du Congrès demandait la convocation d'une session de l'assemblée pour examiner la situation de plus en plus inconfortable du gouvernement. Cette convocation s'avéra vite difficile à se matérialiser dans la mesure où le Président de l'Assemblée nationale Populaire avait interrompu sa visite officielle à Washington pour rentrer à Shanghai où il était hospitalisé pour une maladie que les mauvaises langues disaient « diplomatique ».

Le mouvement de protestation étudiant avait gagné les villes de province : Shanghai, la province de l'Anhui, le Gansu, le Guangdong, le Sichuan... Sur la place Tien Anmen, les détritrus s'amoncelaient ; la municipalité avait beau

envoyer des balayeurs et faire du nettoyage, la densité de la foule les empêchait de travailler efficacement. Des odeurs pestilentielles commençaient à s'élever de ce campus privé de toilettes et d'eau. Ce fut en vain que la Croix Rouge lança un appel aux étudiants ; on leur promettait, avec l'aval de la municipalité, que s'ils quittaient la place, une commission de liaison engagerait le dialogue au plus haut niveau. Le Premier Ministre Li Peng pensait tout haut qu'il y avait eu de la part des Américains et en particulier de la CIA, des encouragements apportés au Mouvement pour la démocratie et aux manifestations en cours. De plus, les débuts de l'occupation de Tien Anmen avaient coïncidé avec la visite officielle de Gorbatchev à Pékin. Dans une réunion au sommet de l'appareil communiste, tenue à Zhongnanhai après la disgrâce de Zhao, le Premier Ministre Li Peng avait fait part de ses préoccupations au Président Yang Shankun, au Président de l'Assemblée consultative politique, Li Xiannian ainsi qu'à Qiao Shi membre de la Commission permanente du bureau politique. Li Peng expliquait entre autre que l'éditorial du Quotidien du Peuple du 26 avril (Voir encadré plus haut) reflétait la réalité de la situation ; le Premier Ministre affirmait que le mouvement de protestation en cours était organisé, planifié, prémédité, en vue de créer un désordre politique et social... « Les troubles sociaux sont la conséquence du développement du libéralisme bourgeois pendant plusieurs années. C'est le résultat des idées occidentales de démocratie et de liberté inculquées aux manifestants. Nous avons demandé au camarade Zhao Ziyang d'inclure dans son discours pour l'anniversaire du 4 Mai 1919, un paragraphe sur l'importance du combat à mener contre le libéralisme bourgeois...Il a refusé. Les étudiants ont aussitôt réalisé la portée de ce refus...Qui représente la réforme ? Le camarade Deng Xiaoping ou le camarade Zhao Ziyang ? C'est bien le camarade Deng Xiaoping qui a levé le premier l'étendard de la réforme...» (Script de la réunion, obtenu et publié par le South China Morning Post le 29 mai 89).

Selon Yang Shangkun, Zhao Ziyang avait refusé la mise en œuvre de la loi martiale mais le camarade Deng et les plus anciens cadres du parti avaient décidé de l'imposer, du moins à Pékin et avaient décrété que Zhao était « à côté de ses pompes ». Yang Shangkun avait ajouté:« Les problèmes politiques

auxquels nous devons faire face trouvent leur origine au sein même du Parti...sinon nous n'aurions pas perdu la maîtrise de l'évènement...» et Yang Shangkun de mettre en cause l'Institut de recherche pour la réforme structurelle de l'économie, la société des jeunes économistes de Pékin, l'Institut pour le développement de l'agriculture, l'Institut des Relations Internationales de « China international Trust and Investment Corporation. » Le 26 mai, il apparaissait que le « sit-in » de Tien Amen avait déclenché une fracture au sein même des dirigeants du parti ; aux questions posées par les aspirations étudiantes à plus de démocratie, la réponse politique tournait à la lutte entre deux factions : les conservateurs partisans de réformes progressives ne remettant pas en cause la primauté du Parti communiste et les réformateurs qui souhaitaient voir le Parti se remettre en question mais pas à la manière de la révolution culturelle ; d'un côté, les partisans de la manière forte pour dégager la place, de l'autre, les avocats d'un dialogue avec les dirigeants étudiant afin dans un premier temps d'évacuer la place, puis d'engager un débat national dans le cadre d'instances appropriées. On retrouvait donc Deng Xiaoping, le Premier Ministre Li Peng et le Président Yang Shangkun dans le camp des gardiens de la légitimité du parti et en face, Zhao Ziyang, secrétaire général du PCC entouré de libéraux favorables à une évolution vers l'économie de marché et à un assouplissement politique permettant de faire évoluer la Chine vers un réel multipartisme. Dans cette fracture, le camp libéral avait perdu son atout majeur, Hu Yaobang, ancien secrétaire général du PCC, décédé quelques jours plus tôt.

Très vite on apprit par la presse de Hong Kong, par l'agence de presse japonaise Kyodo et par l'agence de presse yougoslave Tanjug, que pratiquement tous les libéraux avaient été purgés des cadres du Parti. A Pékin, la rumeur courait mais sans confirmation que Zhao Ziyang avait été démis de ses fonctions et placé en résidence surveillée à Zonghannai. Les dirigeants conservateurs avaient dressé une liste de cinq crimes « antiparti » dont il se serait rendu coupable. On associait ces « crimes » aux erreurs qui avaient été commises par Hu Yaobang quelques jours avant son décès le 15 avril 89. On accusait pêle-mêle Zhao d'avoir désobéi aux ordres du Comité Central qui lui demandait de prendre des mesures contre les intellectuels

dissidents ; d'avoir essayé de renvoyer la balle à Li Peng pour accomplir ces tâches : restaurer l'ordre, engager le dialogue, éviter le bain de sang ; d'avoir publié son discours pour l'anniversaire du 4 mai 1919 sans en avoir référé au Comité Central, de s'être adressé sans mandat du Comité Central, aux autorités de la banque Asiatique de Développement ; enfin, son « plus monstrueux crime », Zhao l'avait commis en dévoilant à Gorbatchev en visite officielle en Chine, un secret du Comité Central : les détails de sa visite aux étudiants en grève de la faim sur la Place Tien Amen le 17 mai précédent et à cette occasion, d'avoir fait des remarques incompatibles avec sa position officielle de secrétaire général du Parti. Trois ou quatre jours après les charges contre Zhao avait été réduites : D'appartenance à « la clique antiparti et contre révolutionnaire », il était qualifié de « diviseur du Comité Central. Devant la Commission Militaire centrale élargie, Yang Shangkun avait repris le refrain anti Zhao tandis que sur la place des slogans contre Deng Xiaoping et Li Peng commençaient à fuser. Un journal en chinois de Hong Kong, le Ming Pao, faisait remarquer le 29 mai que s'installait à Pékin une situation semblable à celle qui prévalait pendant la révolution culturelle. A l'intérieur des universités, les stations de radio éducatives étaient occupées, des affiches ornaient les murs. Les étudiants brisaient les vitres des locaux. La lutte pour le pouvoir s'intensifiait d'heure en heure, mais au neuvième jour, la loi martiale n'était toujours pas appliquée. Yang Shangkun avait lancé en direction de l'armée une menace claire : si la troupe n'obéissait pas aux ordres, les commandants d'unités seraient punis conformément aux dispositions de la loi martiale. Toutes les têtes d'affiche de la politique nationale et la vieille garde des compagnons de route de Mao donnaient leur avis ; ainsi Peng Zhen qui avait rejoint le parti communiste en 1923, maire de Pékin de 1951 à 1966, disparu pendant la révolution culturelle, avait été élu membre du Bureau Politique en 1979, puis président de l'Assemblée Nationale Populaire en 1983. Il avait été remplacé par Wan Li en 1988. Tout en défendant la décision de Deng Xiaoping d'imposer la loi martiale, il se dissociait de Deng et de Li Peng en affirmant que les objectifs de la majorité des étudiants étaient bons, purs et en un certain sens

constructifs. Peng Zhen réclamait l'instauration d'une dictature du peuple et non celle de la bourgeoisie.

Selon les experts, Peng poursuivait en réalité l'objectif de profiter de l'éviction de la faction Zhao pour installer ses propres hommes à un certain nombre de postes clés. La purge de Zhao Ziyang avait entraîné celle de ses partisans comme Hu Qili membre du comité permanent du bureau politique tandis que Wan Li président du comité permanent de l'Assemblée Nationale Populaire, de retour des USA, hospitalisé à Shanghai était demeuré indécis. Afin de lui forcer la main, il avait été arrêté jusqu'à ce qu'il approuve publiquement l'instauration de la loi martiale et apporte son soutien à Li Peng. Ce traitement lui avait été réservé afin de contrecarrer ceux qui comptaient sur lui pour porter tous les espoirs du clan des réformistes contre Deng et Li. (Adresse de Qiao Shi membre du comité permanent du bureau politique à la 18^{ème} réunion interne des présidents de la commission politique consultative, le 28 mai 1989.) Après un appel au consensus du président Li Xiannian, Qiao Shi expliquait à l'assemblée restreinte que l'armée ne faisait que son devoir, qu'elle n'avait qu'un rôle dissuasif et il ajoutait : « ...avec la déclaration de la loi martiale, personne ne souhaiterait que la situation dégénère en un conflit ouvert ou sur un incident sanglant... »

Sur le fond, toutes les précautions oratoires masquaient mal la gravité de l'affrontement politique entre les différentes factions du parti. Virtuellement les dés étaient jetés et les conservateurs n'attendaient que le moment propice pour arracher à Deng Xiaoping l'ordre aux forces de police et aux forces armées de passer à l'action. Le 30 mai, à Hong Kong, on avait appris la mise en détention du ministre de la Défense, le général Qin Jiwei, pour avoir demandé aux instances du PCC de ne pas utiliser la force contre les étudiants. A Pékin, l'atmosphère avait changé. Les intellectuels et les libéraux se cachaient, refusaient de rencontrer leurs amis étrangers. Des personnalités comme le professeur astrophysicien Fang Lizhi et sa femme, dissidente connue, avaient disparu. Cinq véhicules de l'armée de l'air, de retour d'une mission de maintenance avaient été bloqués par la foule et le

bruit avait couru qu'il s'agissait de gaz toxiques destinés à disperser les manifestants.

Malgré l'appel du Conseil d'Etat à stopper le mouvement, des milliers d'étudiants continuaient à arriver dans la capitale. Cependant, quelques jours plus tard, beaucoup quittaient Pékin pour porter la bonne parole en province. Ils étaient environ vingt mille à poursuivre l'occupation de la place Tien Anmen tandis que trois mille d'entre eux continuaient leur grève de la faim. Le 28 mai, dans un communiqué inattendu, les leaders étudiants annonçaient leur intention de quitter Tien Anmen ; il y avait dix jours que Li Peng avait instauré la loi martiale.

Le 30 mai, des dizaines de milliers de spectateurs entonnèrent l'Internationale au milieu des pétards et des applaudissements ; une réplique de la statue de la liberté avait été dressée au milieu de la place. L'énorme sculpture avait été baptisée « Déesse de la Démocratie et de la Liberté ». Venues de toute la Chine, des personnalités du PCC commencèrent à arriver dans la capitale, signe de la tenue d'une importante réunion des dirigeants du parti. Selon l'agence officielle de Presse Xinhua, chaque ministère prenait des mesures pour discuter et faire voter dans les entreprises des motions de soutien à la politique du Parti. On notait cependant çà et là des affiches appelant Li Peng et Yang Shangkun à la démission. En riposte, les deux responsables faisaient entrer l'armée dans les rues adjacentes à la place afin, disaient-ils, de prévenir un coup d'Etat possible. Concrètement les mouvements de troupe observés avaient pour but de surveiller les actions de la région militaire de Pékin suspectée de sympathie pour les étudiants.

A Tien Anmen, les conditions d'hygiène se dégradèrent encore d'heure en heure malgré les distributions de la Croix Rouge appelant par haut-parleur les étudiants à venir récupérer du papier toilette ainsi que les remèdes apportés par des volontaires.

En « sit-in » sur la place, les étudiants manquaient de tout sauf d'argent. Des sommes considérables en provenance du monde entier leur étaient remises presque chaque jour. De son côté, l'armée poursuivait l'occupation des stations centrales de la radio et de la télévision; des professionnels qui

avaient accepté de soumettre leurs textes aux censeurs militaires avant toute diffusion remplaçant ceux, journalistes et annonceurs, considérés comme peu fiables. La tension devenait telle que des organismes officiels comme la Banque mondiale avaient suspendu leurs négociations sur des prêts importants. Elles avaient fermé leur bureau de Pékin. Signe annonciateur d'une sérieuse crise économique, la plupart des hôtels étaient presque vides. Les haut-parleurs aboyaient le leitmotiv des revendications étudiantes, « abrogation de la loi martiale », tandis qu'un débat national remettait en cause l'ensemble des institutions de l'Etat au sein des écoles, lycées, universités et entreprises.

On réclamait, qui la révision de la Constitution, qui la libéralisation de l'économie ou encore la privatisation des entreprises. Le 1^{er} juin, la situation était pour le moins confuse. Des étudiants avaient fait l'objet de brutalités de la part de la police ; puis ce fut le tour des journalistes. La loi martiale interdisait notamment les photos et les films dans le périmètre urbain de la place: un journaliste japonais qui prenait des photos d'un voleur que les étudiants venaient d'arrêter, était giflé. La police s'excusait peu après car le japonais avait été pris pour un chinois. Toujours le 2 juin, un groupe de quatre intellectuels décidaient de se joindre aux étudiants en grève de la faim tandis que des dizaines de milliers de sympathisants convergeaient vers Tien Anmen pour les soutenir. Dans les rues et autour de la place, les militaires grouillaient un peu partout.

Le 3 juin à 11h. GMT, le quartier général des unités chargées de faire respecter la loi martiale émettait une circulaire qui laissait présager un assaut imminent contre les étudiants. Il était expliqué que les unités de l'Armée Populaire de Libération appelées à Pékin avaient reçu l'ordre d'en finir avec les trublions, que la situation à Pékin s'était aggravée, que des masses de hooligans avaient ouvertement insulté, rossé, battu des soldats et leur avaient pris leurs armes et munitions.

Dans ces conditions poursuivait la circulaire, il fallait faire preuve de vigilance ; il était donc interdit de circuler dans les rues avoisinantes et de se rendre sur la place désormais encerclée. Le 3 juin à 20h. GMT soit 3h. du matin du 4 juin, heure locale, il restait environ cent mille personnes à Tien

Anmen lorsque l'armée donna l'assaut. Les soldats tiraient dans tous les sens sur tout ce qui bougeait. Les chars avançaient et écrasaient sous leurs chenilles ceux qui n'avaient pas eu le temps de se retirer. Le bilan était très lourd : mille morts et des milliers de blessés. Profitant du désordre, les « voyous » qui avaient bloqué le centre névralgique du pouvoir et avaient fait irruption dans le hall de l'Assemblée Nationale Populaire, avaient détruit tout ce qui leur tombait sous la main, portes, fenêtres, lustres...et dans la rue, voitures...Un officier qui passait en jeep était arrêté, dépouillé de son uniforme et laissé quasiment nu sur le pavé...

Dans les jours qui suivirent, ce fut un véritable traumatisme qui s'abattit sur la Chine.

Retiré des affaires, Deng Xiaoping tirait encore les ficelles du pouvoir.

Dans toutes les grandes villes du pays, les démocrates faisaient l'objet d'une brutale répression. Le « printemps de Pékin » était terminé.

On s'attendait à ce que la Chine communiste retrouvât ses vieilles habitudes de mainmise de l'Etat sur tous les secteurs d'activité. Ce fut le contraire qui se produisit. Deng Xiaoping avait vu dans les événements une opportunité pour faire avancer ses réformes notamment économiques. Après avoir installé au secrétariat général du parti son fidèle Jiang Zemin, il faisait entériner par le bureau politique la mise en place de « l'économie socialiste de marché » et lançait la Chine dans une politique d'ouverture sans précédent.

Globalement, les dirigeants chinois avaient maintenu une ligne politique assez claire tendant à préserver coûte que coûte la suprématie du parti communiste et son contrôle des populations. La libéralisation de l'économie avait eu pour corollaire un renforcement de l'autorité centrale afin de prévenir le retour à de vieux démons historiques dont les « Seigneurs de la guerre », au début du 20ème siècle et jusqu' à la guerre avec le Japon, furent les derniers spécimens. Cependant, dans les régions les plus reculées de la Chine, le contrôle du parti connaissait des limites, les mêmes que celles que le Premier Ministre Zhou En lai constatait déjà pendant son magistère dans les années 60.

Lorsqu'on scrute l'histoire de la Chine communiste, une alternance entre idéologie et pragmatisme demeure la règle: les périodes du Grand bond en Avant, de la Révolution Culturelle, de la crise de Tien Anmen avaient été relayées par un pragmatisme à la faveur duquel les forces propres de la société chinoise s'étaient réveillées. La Chine n'avait pas cessé pour cela d'être communiste. A la suite de la Révolution Culturelle, le communisme chinois avait subi une série de transformations successives, de *liftings*, sous la pression de poussées nationalistes jamais vues au cours des dynasties impériales qui avaient précédé l'avènement de la République Populaire en 1949.

L'organisation idéologique du pouvoir communiste repose sur trois piliers : le Parti, le Gouvernement et l'Armée. Dans la pratique, le communisme chinois avait toujours imposée dans la société une distinction entre les « Rouges » et les « Experts ». A la lecture des pensées du « Grand Timonier », personne n'avait pu déceler la moindre indication pratique pour atteindre les objectifs qu'il fixait. Les succès techniques de la Chine, tel le lancement de sa bombe atomique, avaient fait appel, non à l'idéologie mais à l'expertise de ses mathématiciens et de ses physiciens comme dans les nations les plus industrialisées du monde occidental. En revanche, pendant la Révolution Culturelle, « l'Expert » s'était effacé devant « le Rouge ». Une similarité de situation pouvait être observée dans la lutte de pouvoir engagée par Mao contre le Parti pendant la Révolution Culturelle et celle engagée par Deng Xiaoping et son bras armé Li Peng. Le gouvernement avait pris pour cible les caciques du parti comme Hu Yaobang décédé prématurément et Zhao Ziyang, l'homme du dialogue dans l'affaire TienAnmen. L'opposition gouvernement – parti avait toujours été idéologique et l'armée s'était toujours présentée comme la force de recours au profit de l'une ou l'autre des composantes, exception faite pour le limogeage du Maréchal Peng Te-huai en 1959 : celui-ci s'opposait aux vues de Mao en réclamant une professionnalisation de l'armée au détriment sans doute des milices populaires. Dans cette affaire, l'armée n'était plus la force d'arbitrage mais était directement impliquée dans la lutte pour le pouvoir, alors que dans le bras de fer de Tien Anmen, les militaires étaient redevenus la force de recours,

mais dans des conditions différentes des périodes précédentes car divisée au sommet de sa hiérarchie. De plus, l'irruption de la société civile dans le débat, par le biais des étudiants ou d'organisations qualifiées souvent d'illégales, avait obligé le pouvoir à reconsidérer le champ d'intervention de l'idéologie. C'est ce travail de refonte qui avait profondément changé le visage de la Chine dont certains se demandaient si on pouvait encore l'appeler la Chine Communiste.

La Chine de Deng Xiaoping et celle de ses successeurs, Jiang Zemin et Hu Jintao s'est inscrite dans le droit fil des conséquences qui ont été tirées de la malheureuse crise de Tien Anmen : l'adoption d'un système de cohabitation entre « les Rouges » et « les Experts » par le renforcement d'une unité de commandement qui régit à la fois le Gouvernement, le Parti et l'Armée. L'unité de direction de la Commission militaire Centrale et de la Commission Militaire du parti permet au Président désigné, aujourd'hui Hu Jintao, de garder la haute main sur tous les rouages du pouvoir. La seule inconnue réside aujourd'hui dans les incertitudes et les fluctuations de la société civile.

La Politique du Gant de fer

Dés son élection, le Président Hu Jintao et les membres du comité central s'étaient préoccupés de rendre plus efficace leurs moyens de contrôle des populations. Certes, le gouvernement central sous la pression des circonstances avait été obligé d'alléger le dispositif de ce qui, à l'époque de Mao, équivalait à une assignation à résidence. Outre que les nouvelles dispositions prises pour permettre à des ruraux expulsés de leurs terres de résider à la périphérie des villes, étaient la plupart du temps ignorées par les autorités locales, le gouvernement de Pékin s'était vu dans l'obligation de pallier la défaillance ou les tricheries de certains potentats régionaux et de trouver des moyens de substitution aux méthodes d'un contrôle policier injuste ou relevant de pratiques maffieuses. En 2007, les nouvelles technologies de l'information arrivèrent à point nommé, non seulement pour renforcer le contrôle du pouvoir central sur les apparatchiks mais pour permettre une surveillance accrue et personnalisée des citoyens notamment

dans les zones urbaines. Le cas de la zone spéciale de Shenzhen au sud du pays, faisait déjà école. Tout au long des rues de cette ville, vingt mille caméras de surveillance avaient été installées. Contrôlées par un ordinateur super puissant fruit d'une coopération chinoise avec une firme américaine, le logiciel installé permet de reconnaître automatiquement les visages des suspects et de détecter toute forme d'activité inhabituelle. Toujours à Shenzhen, on avait commencé en août 2007, à distribuer des cartes d'identité munis de puces capables de donner les identités, adresses, filiation, mais en plus une foule d'autres renseignements comme le curriculum éducatif et professionnel, le casier judiciaire, la religion, l'ethnie d'origine, etc.. Le gouvernement central avait donné des instructions pour que tous les renseignements contenus sur cette carte puissent être exploités par la police. De telles mesures avaient pour objectif de combattre le crime mais aussi d'aider le Parti à renforcer sa mainmise sur le pays.

En tant que Président du parti et des plus hautes instances militaires, Hu Jintao n'était pas le super « Apparatchik » décrit lors de son accession au pouvoir. Un « gant de fer politique » recouvrait sa « main de velours » dans tous les domaines: témoin sa critique des médias chinois au 4ème Plenum du Comité central, le 19 septembre 2004. « ...Sous couvert de réformes politiques et institutionnelles, ils propagent des idées bourgeoises occidentales en matière de démocratie parlementaire, de droits de l'homme et de liberté de la presse... » Témoin encore l'organisation des obsèques de Zhao Ziyang etc. Son type de discours anti démocratie, exprimait bien la continuité de la ligne politique dure prônée par Deng, en particulier pour mater la révolte des étudiants en 1989 sur la place Tien Anmen et appliquée sur le terrain par le successeur de Jiang Zemin.

La première caractéristique du pouvoir des responsables est d'être fort, souvent sans limitation de domaine ou de temps : pendant la crise de Tien Anmen, c'était Deng Xiaoping, âgé de 85 ans, qui manoeuvrait en coulisses la machine gouvernementale.

Un supérieur est toujours autoritaire, souvent dominateur et intolérant. Le droit au sens occidental du terme n'existe pas. Pratiquement, aucun recours contre une autorité supérieure qui a abusé de son pouvoir ne peut être

envisagé. Dans tous les cas, l'usage veut qu'on ne fasse pas appel à un tribunal ; ceux qui passent outre sont presque systématiquement déboutés. Un expert étranger raconte que des étudiants d'une université de Pékin avaient été informés qu'ils devaient payer 3000 yuans pour prendre possession de leur diplôme de licence. Bien que la mesure fût illégale, les responsables universitaires arguèrent de la nécessité de remplir leurs caisses vides sous peine de cesser de fonctionner. Les étudiants qui avaient besoin de leur parchemin pour trouver du travail avaient payé sans rechigner. Un garçon et une jeune fille décidaient de se marier. Les parents de la jeune fille s'y opposaient. Le jeune couple majeur passa outre l'interdiction parentale. Mais la mère de la jeune mariée qui connaissait l'employé responsable du registre des mariages fit annuler l'union. Impossible de se marier ailleurs car leur permis de résidence était enregistré à cet endroit. Sous la pression de l'environnement social, ils finirent par se séparer.

En Chine, enfreindre les règles de la piété filiale est un acte grave et sévèrement jugé mais refuser de se plier aux injonctions de la hiérarchie, quelle qu'elle soit, devient un crime contre la société. Dans les unités de travail comme dans les cellules du Parti Communiste, les subordonnés ne doivent pas se poser de questions mais obéir aux ordres qu'ils ont reçus et rester à leur place ; hors les instances appropriées telles les séances d'autocritique organisées par le Parti, leur rôle est purement mécanique. Le soir et les jours de congé, la rémunération des heures supplémentaires n'est pas un droit, même dans les nouvelles zones économiques, à Shenzhen ou à Hong-Kong et Macao. En échange, si les relations sont bonnes et s'il n'y a pas trop de travail, le cadre pourra s'absenter en semaine. Dans certaines administrations, lorsqu'il n'y a que très peu de travail à fournir, impossible de faire du zèle et de se mettre en valeur. On essaye alors de se faire oublier. La meilleure façon de se faire mal noter consiste à se faire coller l'étiquette d'arriviste. L'objectif d'un employé modèle est de se faire bien voir de ses supérieurs. Aussi, qu'on soit ouvrier, employé ou cadre moyen, compliments, cadeaux, services, visites au chef en toutes circonstances familiales, mariages de enfants, décès d'un proche sont-ils la règle de la

société du travail. Les ambitieux savent que pour réussir il faut camoufler ses ambitions. Si malgré les efforts déployés, il arrive qu'on soit pris en grippe par un supérieur, il faut supporter sans broncher les vexations et les critiques. Dans la situation opposée, tout vous sourit : congés exceptionnels, promotions et autres avantages donnent la clé de l'ascenseur social. Le premier devoir du chef est de s'imposer à ses collaborateurs : parler peu et observer beaucoup. Lorsque le chef s'est imposé à ses collaborateurs par son autorité naturelle, il a de fortes chances de s'attirer une fidélité à toute épreuve de la part de ses subordonnés.

Le système hiérarchique forcené a pour corollaire « le donnant- donnant ». Dès qu'on observe le système relationnel entre collègues de même rang, on remarque qu'il débouche sur la formation de clans qui restent soudés même après le départ en retraite voire la mise à l'écart du chef. De ce point de vue, l'exemple de Deng Xiaoping est éloquent. Ces clans ne sont que l'expression du besoin des Chinois d'appartenir à un groupe. On retrouve ce système clanique dans toutes les sociétés confucéennes. Au Japon, dans la phase de décollage économique on constatait le même type de relations de chef à subordonné, de pratiques de cadeaux pour se faire bien voir, de parrainage professionnel pour gravir l'échelle hiérarchique.

Les relations du citoyen lambda à l'administration relèvent souvent soit du lèche-bottes, soit d'un jeu de triche qui peut coûter fort cher si on est pris la main dans le sac. Un expert occidental raconte que dans un grand immeuble abritant de nombreux restaurants, ceux-ci n'étaient pas aux normes. Les règles les plus élémentaires d'hygiène n'étaient pas respectées. Renseigné par un complice sur les jours et heures de passage des inspecteurs de la province, le directeur faisait alors fermer l'immeuble pour trois jours ce qui lui évitait une amende et une condamnation qui l'auraient obligé à faire des aménagements fort coûteux. Tout le monde le savait, y compris ses concurrents qui applaudissaient son habileté. Quant aux clients ils continuaient de consommer la cuisine qu'on leur servait moins chère qu'ailleurs. Cet accord tacite fonctionna bien jusqu'au jour où se déclara une épidémie de pneumopathie.

A l'approche des Jeux Olympiques, les contrôles avaient été renforcés non seulement en matière de sécurité alimentaire mais aussi pour vérifier la qualité de produits sensibles tels que les médicaments. Fin 2007, les autorités municipales de Pékin avaient procédé à la fermeture de tous les restaurants ouverts sans licence.

Il existe en Chine un système d'emprisonnement sans procès dans des centres de détention provisoire. Il s'agit d'une survivance de l'Etat policier imposé par Mao Dzedong. On peut être arrêté, souvent pour des prétextes bénins tels une bagarre ou parce qu'on se trouve au mauvais moment au mauvais endroit, et rester enfermé en isolement parfois plusieurs mois dans l'attente d'un jugement. Même aujourd'hui en 2008, il est difficile pour l'Etat chinois de se faire passer pour un état de droit. Le gouvernement discute depuis plusieurs mois de la possibilité de transformer les camps, (laogai,) en établissements de correction où la durée d'incarcération ne pourrait pas excéder dix huit mois. Régulièrement, le commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme, dénonce ces pratiques et espère voir la Chine abolir ces lois d'exception.

On peut se douter que l'approche des Jeux Olympiques n'est pas étrangère à la discussion engagée au plus haut niveau sur les droits civils et politiques. En effet, cette question divise le Parti aux échelons les plus élevés. La Chine est pratiquement le seul pays avec l'Arabie Saoudite qui ait jusqu'ici refusé de ratifier le Pacte des Nations Unies. Les opposants à ce texte argumentent à propos de l'influence qu'ils estiment pernicieuse des idées occidentales. Un autre argument est exploité par les cadres les plus radicaux du Parti. Ils ne se gênent pas pour montrer du doigt l'utilisation par les Etats-Unis de la détention extrajudiciaire notamment à Guantanamo et traiter le gouvernement américain d'hypocrite. La Chine a déjà procédé à une importante réforme judiciaire lorsqu'en 2007, la Cour Suprême du Peuple a reçu le pouvoir exclusif d'approuver ou de rejeter les condamnations à la peine capitale prononcées par les juridictions ad hoc. Les experts estiment que cette décision a fait reculer de vingt pour cent le nombre des exécutions capitales.

Il est évident que dans sa gouvernance, l'actuel président de la RPC doit tenir compte de ces dérapages de société. Le contexte dans lequel il exerce son pouvoir avec l'appui du Parti, du gouvernement et de l'armée peut, à tout moment, être modifié par l'intervention de la société civile comme force politique.

Pour le Parti, il est politiquement correct de dénoncer les dérapages et de les attribuer soit à des erreurs soit à des comportements asociaux en mettant l'accent sur leur caractère exceptionnel dans une société socialiste. Hu Jintao et le politburo, le Premier Ministre, le chef d'Etat-major général ont l'œil sur tout indice pouvant déboucher sur un débordement quel qu'il soit, de la part des étudiants, des ouvriers ou des paysans dans un contexte de plus en plus socialement tendu notamment dans les zones rurales.

Qui est Hu Jintao ?

Sa carrière de dirigeant à l'échelle nationale commença en 1992. Agé de 49 ans, Hu fut élu membre du comité permanent du bureau politique du Comité Central.

ENCADRE

HU JINTAO

Décembre 1942: Naissance à JIXI, Province d'Anhui

Avril 1964 : Ingénieur ; diplômé du département de Conservation de l'eau de l'Université de Qinghua, spécialiste de l'énergie hydro électrique.

1968 – 1982: Travail sur le terrain dans la Province de Gansu, membre du secrétariat de la Ligue de la Jeunesse Communiste, puis président de la Fédération de la jeunesse.

En 1985 : nommé successivement secrétaire du comité provincial du Parti pour la Province de Guizhou, puis pour la région autonome du Tibet.

De 1993 à fin 2002 : Président de l'Ecole du Comité Central du Parti.

1992-1993: Membre du Comité permanent du bureau politique et
Membre du secrétariat du Comité central.

Septembre 1997: au premier plenum du 15ème Comité central, Hu est réélu membre du Comité permanent du Comité Central

Mars 1998: Vice – Président de la Chine

Septembre 1999: Vice – Président de la Commission Militaire centrale.

Novembre 2002 : au 16^{ème} Congrès national du Parti, élu secrétaire général du Comité Central.

Mars 2003 : à la première session de la 10^{ème} Assemblée Nationale Populaire, élu Président de la Chine.

Septembre 2004: au quatrième plenum du 126^{ème} Comité Central, succède à Jiang Zemin comme Président de la Commission militaire centrale puis de la Commission militaire du Parti

Hu est marié à Liu Yongging, une de ses condisciples à l'université Qinghua dont il a un garçon et une fille.

Lorsque son élection était intervenue au premier plenum du 14^{ème} Comité Central, cette assemblée avait pris l'importante décision de faire évoluer la direction centrale en la rajeunissant, établissant ainsi les conditions d'une relève des générations. Hu Jintao fut élu président de la République Populaire de Chine le 15 mars 2003.

Comme Jiang Zemin avant lui, Hu s'était imposé à tous les niveaux d'instances du pouvoir. C'est sans doute à tort qu'il avait été qualifié de bureaucrate. En mars 2004, la deuxième session de l'Assemblée Populaire Nationale (APN) avait voté un projet d'amendement de la Constitution dans lequel l'empreinte de Hu Jintao était assez manifeste. Ce projet concernait 14 modifications dont on ne pouvait pas dire qu'elles fussent mineures : rôle directeur de la « triple représentativité », parti, gouvernement, armée, dans la vie politique et sociale, développement harmonieux de la civilisation matérielle, spirituelle et politique ; dans un autre registre, amélioration du système de réquisition des terrains. Parmi les projets d'amendements prioritaires figurait aussi la clarification de la politique d'Etat envers le secteur non public, la protection de la propriété privée et des Droits de l'Homme, une nouvelle organisation du système de sécurité sociale, la transformation de « l'état de siège » en « état d'urgence ». Ce dernier point pouvait revêtir une importance considérable dans le cas où il entraînait l'impossibilité pour un dirigeant de donner l'ordre de tirer pour dissiper une manifestation. Depuis sa première promulgation le 20 septembre 1949,

c'était la quatrième fois que la Constitution était modifiée. La question cependant demeure posée de savoir si Hu, comme naguère Deng, accepterait de donner à l'Armée l'ordre de tirer sur une foule désarmée ; autrement dit un nouveau 3 juin 1989 est-il possible ? Depuis 18 ans la Chine a profondément changé. Même si la répression demeure à l'ordre du jour comme on l'a vu pour les manifestations de la secte Falun gong ou lors des arrestations de manifestants venus porter leurs doléances à l'Assemblée du Peuple à Pékin, le bain de sang n'était plus possible.

En revanche les crimes de la pensée ou de l'écriture du politiquement incorrect demeurent des crimes sévèrement réprimés. La liberté de la presse n'existe pas: dans son rapport annuel, l'association « Reporters sans frontières » classe la Chine au 122ème rang sur 127 pays analysés. Les camps de travail, les « Laogai » sont remplis de délinquants qui dans les pays occidentaux ne feraient même pas

l'objet d'une information. Les travailleurs notamment ruraux sont tous des assignés à résidence car pour chaque chinois, il n'existe qu'un seul lieu de résidence autorisé. Cette réglementation contraignante a été la source de nombreux problèmes du fait de l'importance numérique des travailleurs migrants au nombre de plus de cent millions. Dans le Shandong on s'est résolu à supprimer les offices de contrôle de la population. A Shanghai, on a expérimenté un permis de transfert de résidence. Dans le Guangdong, il est possible de changer gratuitement de statut, de passer du statut de rural à celui de citoyen.

Ces avancées perceptibles depuis 2004, demeurent encore timides. On ne peut pas préjuger de l'évolution à moyen terme. Pour ce qui est du court terme, le Président désigné en 2003 par les instances du Parti, maintient autant qu'il le peut la fiction de la séparation entre l'« Economique » et le « Politique ». Déjà les tensions économiques qui se manifestent par une surchauffe que les dirigeants chinois s'efforcent de contenir tant bien que mal, montrent les limites de l'économie socialiste de marché et le grippage des mécanismes financiers, dès qu'il faut faire coexister un capitalisme majoritairement d'Etat avec les systèmes capitalistes tels qu'ils fonctionnent en Occident.

Mais le véritable défi à Hu Jintao et à son gouvernement est de caractère social. La corruption et les abus qu'elle a entraînés ont engendré un profond mécontentement des paysans dépossédés de leurs terres et de leurs maisons pour construire des golfs ou des parcs d'attraction, avec des compensations dérisoires. L'afflux du monde rural à la périphérie des villes pose aux responsables quels qu'ils soient, des problèmes insolubles de logement, de travail, ou simplement de contrôle des populations. Pour faire face à ces défis, le gouvernement chinois a mis en place un système répressif opaque qui débouche sur de nombreuses erreurs judiciaires du fait d'aveux extorqués sous la torture. Selon l'agence de presse Chine Nouvelle, l'un des procureurs de la Cour Suprême, a déclaré lors d'un colloque tenu fin 2006 sur l'île de Hainan, que « de nombreux interrogatoires illégaux avaient amené les tribunaux à émettre des jugements erronés. Officiellement, l'usage de la torture avait été interdit avec l'adoption en juillet 2006, d'un nouveau code de conduite de la police tandis que les interrogatoires devaient être filmés en vidéo. A l'approche des jeux olympiques, il était évident que les autorités chinoises souhaitaient accréditer l'idée d'un Etat de droit et améliorer ainsi l'image de la Chine à l'étranger, d'autant plus que l'élection de la Chine en mai 2006, au conseil des droits de l'homme de l'ONU, avait été vivement critiquée par les organisations de défense des libertés. En 2008, selon de nombreux témoignages, les arrestations d'opposants Tibétains ou Ouighours se sont déroulées dans des conditions expéditives et non conformes sur le terrain avec les principes définis par la Charte des Nations unies.

CHAPITRE 10 : SOCIETE CHERCHE SES REPERES

Malgré une répression sévère, colère et protestations rurales s'étaient multipliées. Ainsi, dans la province de Zhejiang, à Xinchang, dans la soirée et la nuit du 20 juillet 2005, quinze mille manifestants se dirigeaient vers un complexe pharmaceutique dont ils voulaient forcer la délocalisation. Après des heurts violents avec la police anti-émeutes, ils avaient défoncé les grilles de l'entreprise et renversé les voitures de police...Les plaintes contre le complexe pharmaceutique visaient l'explosion d'un conteneur rempli d'un

produit toxique ayant entraîné la mort d'un employé et la contamination d'une nappe phréatique. Dans la province du Gansu, au nord ouest du pays, l'envoyé spécial du journal « Le Monde » rapportait des cas de saturnisme. Dès qu'ils s'étaient aperçus de la responsabilité des émanations des fonderies de la société Gansu Luo Ba, les paysans en colère avaient détruit la route menant à l'usine de Xinsi à l'origine de ces empoisonnements au plomb.

Protestations et émeutes traduisaient un mécontentement grandissant des masses rurales ou des périphéries urbaines. Comme d'habitude, les responsables locaux du Parti faisaient obstacle aux investigations diligentées par le pouvoir central, minimisaient la gravité des faits et niaient leur responsabilité. On avait déjà enregistré soixante quatorze mille protestations en un an, contre environ dix mille les dix années précédentes.

Le Président Hu Jintao avait fait de la lutte contre la corruption une question de survie. Ainsi avait-il approuvé l'inculpation puis la condamnation à dix huit ans de prison de Chen Liangyu ancien premier secrétaire du Parti à Shanghai, démis de ses fonctions pour avoir détourné plus de trois milliards d'euros au détriment des caisses de retraite. De nombreux observateurs avaient vu dans le verdict du tribunal une clémence inhabituelle. Au contraire, d'autres avaient rattaché cette condamnation à un objectif politique du clan Hu Jintao : l'élimination progressive de la clique de Shanghai, soutien de Jiang Zemin prédécesseur de l'actuel chef de l'Etat. Incident après incident, les motifs étaient divers mais la colère accumulée minait les fondements du régime : à l'origine des révoltes, un système politique souvent paralysé pour répondre à des doléances légitimes et faire face à la méfiance des populations envers les autorités locales accusées de corruption. La pollution était devenue préoccupante dans tous les secteurs industriels comme celui de l'automobile : dans des villes comme Shanghai, où existait d'ores et déjà une culture du quatre roues, la voiture avait gagné toutes les couches sociales et n'était plus l'apanage des nouveaux riches. Pour la zone urbaine de Shanghai, les prévisionnistes avaient annoncé deux millions de voitures en 2020 ; ce chiffre avait déjà été dépassé en novembre 2004. Shanghai n'avait pas lésiné sur la dépense en matière

d'infrastructures. Dans cette métropole de l'Est, du fait des performances économiques exceptionnelles de la province, les autorités n'avaient pas encore maîtrisé le défi d'une surchauffe, alimentée par des habitudes de consommation, après un siècle de privations et de nivellement par le bas. Tout le monde voulait avoir sa voiture d'autant plus que le domicile s'éloignait de plus en plus des lieux de travail et que les lignes de métro n'avaient pas été prolongées au même rythme que l'habitat de banlieue. Le dynamisme ne ralentissait pas et contribuait à exacerber les mécontentements des classes paysannes et ouvrières défavorisées.

Le cri des ouvriers et des paysans

Au mois de mai de l'an 2007, les esprits s'étaient de nouveau échauffés dans plusieurs districts de la province du Guangxi au sud ouest du pays. Bureaux gouvernementaux ou municipaux saccagés, voitures de l'administration incendiées, confrontations violentes avec les forces de l'ordre, avaient causé quelques pertes humaines et des dégradations se chiffrant par dizaines de milliers de dollars. Dans plusieurs villages, la révolte avait commencé à la suite d'injonctions à payer leurs amendes aux contrevenants à la loi de l'enfant unique. En réalité, la corruption des fonctionnaires locaux, les saisies de terres et les expropriations de maisons mal compensées, les salaires impayés, la pollution de l'air et des eaux, suscitaient en permanence des incidents plus ou moins graves. Un paysan faisait état de gangsters à la solde des potentats locaux qui avaient utilisé des marteaux et des haches pour détruire les biens des récalcitrants, en leur promettant de revenir avec un bulldozer.

En l'an 2000, l'agriculture employait environ 45% de la main d'œuvre chinoise mais ne représentait que 16% du Produit Intérieur Brut. La surpopulation paysanne était illustrée en même temps, par le nombre des actifs soit 330 millions d'individus et par l'exiguïté des exploitations familiales. Selon les recensements effectués en l'an 2000, la moyenne des terres disponibles par travailleur rural avoisinait un demi hectare. Comment faire vivre plus de deux ruraux par ferme sur une aussi petite surface ? Il

était évident que le gouvernement chinois se trouvait devant un problème de sous emploi de la main d'œuvre agricole.

Les phénomènes des migrations rurales étaient connus depuis le milieu des années 80. En période de disette, les « ouvriers paysans » (en chinois mingong) dont le nombre avoisine aujourd'hui deux cent millions venaient nombreux en ville offrir leur force de travail pour les travaux les plus pénibles et les moins rémunérés. Au cours des années 1990, ce phénomène avait provoqué une remise en cause du système d'inscription obligatoire sur les registres de l'état-civil de la résidence. Cette obligation faite aux populations discriminait ruraux et urbains. Le malaise était surtout sensible en milieu rural et à la périphérie des villes dans la mesure où l'emploi se détériorait en fonction d'une conjoncture marquée par les privatisations, l'urbanisation et la mondialisation. La réforme des entreprises d'Etat et les accords pris pour se plier aux règles de l'OMC avaient créé de fortes tensions sur le marché du travail. Les procédures appliquées en matière de licenciement dans le secteur public n'étaient pas un modèle de transparence. Selon des projections à moyen terme (Cinq ans), emploi et salaires devraient demeurer sous pression comme l'indiquait la mission commerciale française à Pékin.

La population en âge de travailler, se situe aux environs de neuf cent millions d'individus. D'ici à 2015, elle est appelée à croître jusqu'à un milliard, puis à entamer une régression aux alentours de 2020. C'est l'importance de la population rurale qui explique le chiffre relativement élevé de la population active.

Depuis 1990, il avait été créé environ 86 millions d'emplois dont 73 millions en zone urbaine. L'essor des industries légères dans les petites villes avait été favorisé par cette répartition des créations d'emplois et par l'augmentation du nombre d'entreprises privées de taille petite ou moyenne. Cependant l'essentiel d'une main d'œuvre sans qualification autre que rurale avait provoqué des exodes massifs vers les centres urbains dynamisés par les réformes et par l'émergence d'un secteur privé important. Depuis 1994, l'emploi à vie avait été abandonné ainsi que les services sociaux qui s'y rattachaient. Cependant, jusqu'à leur réinsertion dans le monde du travail et

au maximum pendant trois ans, les travailleurs licenciés continuaient de relever de l'entreprise à laquelle ils étaient rattachés. Depuis 2002, ils ne recevaient plus que des indemnités de chômage ; On leur avait supprimé leurs avantages sociaux, ainsi que tout ou partie du remboursement de leurs frais médicaux ou pharmaceutiques.

Globalement, la nation s'était enrichie mais dans le même temps, les inégalités sociales s'étaient creusées au point que les protestations des plus défavorisés étaient devenues une arme politique contre le régime. On ne pouvait pas parler de recul de la pauvreté. Une trentaine de millions d'individus vivait avec un revenu annuel inférieur à cent dollars. La crise de l'économie rurale avait pris des proportions sans précédent : au cours des cinq dernières années, trente cinq millions d'agriculteurs avaient été expropriés de leur terre tandis que l'Etat se désengageait des services publics. En 2006, le gouvernement chinois n'avait pas encore réussi à mettre en œuvre une politique de redistribution des richesses.

Il ne faudrait pas sous estimer les efforts faits par le gouvernement central pour les cinq régions autonomes, lanternes rouges du développement. Le directeur adjoint de la Commission d'Etat pour les Affaires des nationalités estimait qu'en 2006, l'économie locale avait franchi un nouveau cap. On avait attribué le développement économique des cinq régions autonomes, à la mise en application en l'an 2000, de l'exploitation stratégique des régions de l'Ouest : il s'agit d'une zone qui couvre les cinq régions autonomes, vingt sept départements et quatre vingt trois districts autonomes. L'agence Xinhua avait également précisé que l'Etat avait mis en chantier les travaux de construction de soixante projets clés dont les investissements s'étaient élevés à huit cent cinquante milliards de yuans dans les régions de l'ouest : le chemin de fer Qinghai-Tibet avait été mis en service fin novembre 2006 ; le transport du gaz naturel et de l'électricité d'ouest en est, ainsi que des travaux hydrauliques de grande ampleur étaient achevés ou en voie d'achèvement.

Ainsi, dans la province du Xinjiang, riche en pétrole et en gaz naturel, l'industrie pétrochimique avait connu un développement rapide. La valeur ajoutée de ce secteur représente environ 20% du PIB de la province. A

Kuche, les travaux de construction d'une zone industrielle chimique avaient mobilisé une trentaine d'entreprises chinoises et des investissements de cinq milliards de yuans pour construire des projets de transformation de pétrole et de gaz naturel.

En terme de développement, ces régions demeurent cependant loin derrière les régions de l'est du pays.

Le rapport des revenus entre citadins et ruraux varie de un à trois mais l'écart entre les deux catégories de citoyens est en réalité plus important du fait que les services dont jouissent les citadins ne sont pas pris en compte. Le pouvoir d'attraction des villes s'est accru d'autant plus rapidement, qu'avant l'arrivée de Deng au pouvoir, les paysans étaient assignés à résidence dans leur commune populaire d'origine. Il existait un monopole d'état pour la vente des produits agricoles avec la fixation de quotas de livraison de la production : thé, céréales...L'exode rural n'avait pu débiter qu'à partir de l'abolition des communes populaires et de la libéralisation du commerce des productions agricoles de base.

A partir de 1984, les paysans eurent la possibilité d'aller travailler dans les bourgs voisins et de se ravitailler au marché libre et non dans les boutiques d'Etat. Au cours des années 90, le phénomène d'exode rural s'était amplifié à travers des réseaux de parenté ou de proximité géographique d'origine. Il existait également, un phénomène de migration inverse : le retour au village des migrants âgés devenus moins compétitifs et que la pénibilité des travaux incitait à rentrer. De toutes façons, empêchés d'emmener avec eux leurs familles, ils étaient tous tenus de revenir un jour ou l'autre.

Cette population constitue le socle social des oubliés de la croissance. Arrivée à un point de saturation dangereux pour la stabilité du corps social, ses principales revendications concernent les abus des administrations locales, la corruption, la pollution des rivières, la diminution ou la suppression des services sociaux autrefois à la charge de l'Etat. Ainsi, LI Xin, un ex-vice-maire de Jining (Shandong), avait été condamné à la prison à vie pour avoir accepté entre 1991 et 2004, plus de 4,5 millions de yuan (400.000 euros) en pots-de-vin. Dans la Région autonome du Guangxi, un ex-vice-président de la Cour populaire régionale, YANG Guoming, avait été

inculpé pour avoir exigé de l'argent de la Compagnie de transport par voies ferrées de Liuzhou. Les cas de corruption demeurent nombreux mais le gouvernement central s'est montré intraitable et a engagé une lutte sans merci contre les fonctionnaires corrompus.

Dans le journal Xinjingbao du 22 juillet 2005, un journaliste parlait du mercantilisme de la fonction publique. Il donnait l'exemple du péage sur l'autoroute de Tianjin. Après sa suppression officielle, il était resté en service, on pouvait deviner au profit de qui. Le même journal accusait certains fonctionnaires d'imposer des taxes ou de distribuer des amendes en vertu de textes qui n'existaient pas. L'Etat aurait laissé s'installer ainsi des situations de marchandage entre les services publics et les citoyens. De plus, face à la pollution industrielle qui gagnait les campagnes, à la pollution des cours d'eau par les rejets d'ordures ménagères et des eaux usagées, à la contamination des sols, le Quotidien des Travailleurs des 23-24 juillet 2005 manifestait son inquiétude : les maux dont souffre le petit peuple chinois seraient la conséquence de la restauration de l'ordre capitaliste et les observateurs de citer encore l'exemple de Daqing où une mobilisation ouvrière avait débuté en mars 2002. La protestation impliquait environ cinquante mille ouvriers réclamant au bureau de l'administration des pétroles le rétablissement des primes de chauffage et la suppression des augmentations des cotisations obligatoires de retraite. Les ouvriers de Liaoyang avaient suivi ceux de Daqing. Licenciés des entreprises d'Etat, leur cahier de doléances demandait du travail pour tous et le paiement des allocations chômage; Ils stigmatisaient la corruption des dirigeants des entreprises d'Etat et de la ville. Au cours d'une nouvelle manifestation, les délégués des ouvriers licenciés étaient reçus par les autorités, maires adjoints, représentants du PCC, le procureur général et des membres de la direction de la police et de la Justice. Malgré la promesse faite aux ouvriers de ne pas arrêter les manifestants, quelques jours après la réunion, des policiers en civil appréhendaient dans la rue un représentant syndical. Le 18 mars 2002, trente mille licenciés de plusieurs entreprises d'Etat de Liaoyang s'étaient rassemblés pour exiger la démission du président du parlement local : A son retour d'une session de l'Assemblée Nationale

Populaire il leur avait déclaré que dans sa ville, il n'y avait pas de chômage. Deux jours plus tard, dix mille manifestants se rendaient à l'hôtel de ville : intervention des forces de l'ordre, arrestations... Dans leur immense majorité, ces ouvriers se référaient paradoxalement à Mao. Leurs critiques visaient ce qu'ils considéraient comme une restauration du capitalisme et un abus de pouvoir de la bureaucratie. Selon la revue de gauche CPS, il s'agissait du « mouvement social le plus important ayant agité la Chine depuis Tien Anmen 1989. »

Les exemples de Daqing et de Liaoyang sont certes dépassés, car ces villes ont connu depuis une reprise spectaculaire. Toutefois le fléau endémique du chômage sévit partout où l'Etat s'est désengagé avant que les structures économiques privées de remplacement n'aient été mises en place.

En l'absence de statistiques fiables, la moyenne nationale de chômage des actifs ouvriers représente plus de 15% de la population. Pour les ouvriers comme pour les paysans, les conditions de vie se sont plutôt aggravées. Réforme des entreprises d'Etat, signifie privatisations : le Parti communiste ne les a pas remises en cause. La nouvelle version de la loi de 1998 sur les entreprises serait localement plutôt ignorée, car de nombreux ouvriers qui pourraient prétendre recevoir un salaire pendant trois ans, ne sont simplement pas payés. Quant aux syndicats, ils doivent « adhérer à la voie socialiste, soutenir la dictature démocratique populaire, se soumettre à la direction du Parti communiste chinois, adhérer au marxisme-léninisme, à la pensée Mao Zedong et à la théorie de Deng Xiaoping, persister dans la voie de la réforme et de l'ouverture[...]» Selon CPS, la nouvelle loi stipule que « la Fédération nationale des syndicats chinois (FNCS, fédération qui est en fait un organe de l'appareil bureaucratique et non une organisation ouvrière) doit considérer comme prioritaire la tâche consistant à inciter les ouvriers à reprendre le travail et à rattraper la production en cas de cessation du travail ou de grève du zèle.»

Les éléments de l'extrême gauche européenne sont unanimes pour stigmatiser la Chine d'Hu Jintao en tant qu'héritière de celle de Deng Xiaoping. De Mao, ils retiennent les acquis sociaux qui selon eux, auraient permis la formation d'une classe ouvrière mais parlent aussi des

« catastrophes produites par la bureaucratie maoïste ». Or la bureaucratie de l'époque était personnalisée par Zhou En-lai dont Deng Xiaoping n'avait fait que reprendre les méthodes d'organisation et de contrôle par l'intermédiaire des cadres du PCC. Pour cette extrême gauche européenne rejointe par les communistes de tradition soviétique, Hu Jintao arriverait au bout du processus initié par Deng en 1978.

Le niveau de vie des Chinois serait en recul du fait d'une restauration déguisée du capitalisme. Ce constat portait des dégâts causés par la disparition des usines et sociétés étatiques qui avaient entraîné des licenciements et un chômage souvent sans indemnités significatives. Le nouveau système de sécurité sociale généralisée supposé bénéficier à toutes les couches de la société, était encore loin d'être opérationnel, alors que l'ancien qui ne concernait que les fonctionnaires et la classe ouvrière, n'existait plus.

Accablées par une dictature politique, les masses chinoises ne doivent pas être confondues avec les deux mille Chinois accusés chaque année de corruption, de délinquance, d'appartenance à des gangs maffieux condamnés et exécutés par la justice chinoise.

C'est le XVI^e congrès du PCC en novembre 2002, qui avait approuvé la traduction politique de la nouvelle situation économique et sociale. Les patrons d'entreprises n'étaient plus désormais considérés comme des ennemis de classe et le parti avait décidé d'englober les dirigeants et les cadres d'entreprises afin d'adapter l'appareil d'Etat aux nouveaux rapports sociaux. En octobre 2003, conformément aux décisions du XVI^e congrès, la troisième session du Comité Central avait décidé de faire amender la Constitution pour faire garantir la propriété privée. En mars 2004, l'Assemblée Nationale Populaire adoptait ce projet dont les décrets d'application ne furent votés qu'en mars 2007. En réalité, les textes adoptés ont fait tomber des pans entiers de la bureaucratie : suppression de nombreux ministères, de cadres gouvernementaux, de postes de l'administration centrale...

Dès 2003, sous l'impulsion de Jiang Zemin, un véritable ménage était en cours. Lors d'une conférence de presse de la Commission de Supervision et

d'Administration des Biens d'Etat, son président affirmait qu'il était nécessaire de fermer les entreprises non rentables et de contrôler jusqu'au bout de la chaîne, c'est à dire dans les provinces, les ventes de propriétés d'Etat à des intérêts privés. Au début des années 2000, les responsables locaux avaient en effet pris tous les pouvoirs dans leur région et le gouvernement central commença à se donner les moyens d'imposer ses limites aux régions au besoin en « frappant fort » comme y incitait une campagne nationale du PCC. Le maire de Shenyang en Mandchourie et ses collaborateurs furent arrêtés et condamnés à mort. La lutte anti-corrruption, justifiée dans la plupart des cas, fut aussi un prétexte pour éliminer certains potentats locaux qui faisaient obstacle au pouvoir central. En juin 2001, le Parti avait déjà annoncé que depuis Tien Anmen, quatre cent soixante treize mille (473000) de ses membres avaient été expulsés. Une adaptation du Parti lui-même était réclamée de l'intérieur, parallèlement à celle de l'appareil d'Etat. Certes le Parti unique et le contrôle du Parti sur les rouages de l'Etat n'étaient pas remis en question. Favorable à une réforme du parti, le Président Hu Jintao se heurtait à de nombreuses résistances. Sa proposition visait à obliger le Politburo à présenter un rapport de ses activités au Comité central. Le rapport présidentiel dont le but était d'élargir la base sur laquelle s'appuyait l'exécutif, n'avait été suivi ni d'un débat ni d'un vote. L'élection de Hu avait été acquise contre une autre faction de l'appareil bureaucratique appelée le « Groupe de Shanghai » soutien principal de Jiang Zemin. Les changements notoires induits par le XVIe Congrès, notamment le départ de Li Peng de la présidence de l'Assemblée Nationale Populaire, la non réélection du Premier Ministre Zhu Rongji au Comité central mais surtout le départ de Jiang Zemin, également non réélu au Comité Central avaient préparé la voie de l'arrivée de Hu au pouvoir. Bien entendu, toutes ces factions s'affrontaient mais sur le fond, c'est-à-dire sur l'option de l'économie socialiste de marché et sur les privatisations, il n'existait entre elles aucune divergence de principe. Dès ce moment, le clivage conservateur réformiste n'avait plus lieu d'être. A l'approche du 17ème congrès d'octobre 2007, une vague de remaniements avait affecté les principaux dirigeants des sept provinces et municipalités autonomes.

Les observateurs étaient particulièrement attentifs aux changements de responsables de la municipalité de Shanghai, de loin les plus significatifs. Hu Jintao avait réussi à placer ses hommes aux postes clés parmi lesquels le secrétaire du Parti de la Province du Liaoning au Nord Est du pays, Li Keqiang. Des rumeurs avaient donné cette personnalité comme le successeur possible de Hu au 17ème congrès. La situation n'était pas aussi fluide en ce qui concernait Shanghai. Hu s'était fermement opposé à la nomination dans la plus importante municipalité autonome de Chine d'un féal de Zeng Qinghong, un shanghaien, membre du Comité permanent du bureau politique, chef d'une faction opposée à Hu. Après six mois de palabres et d'accrochages sévères au sein du politburo, un compromis avait été trouvé avec la nomination de Xi Jinping, secrétaire du Parti de la province du Zhejiang, propulsé secrétaire du parti à Shanghai, ce qui devrait logiquement le faire élire dans les plus hautes instances de l'Etat. C'est de justesse que le Président Hu Jintao avait évité la reconstitution du clan des Shanghaiens. Le poste de secrétaire du Parti de la municipalité de Shanghai donnait à son titulaire la haute main sur le développement de tout le delta du Yangze. Dans la perspective de l'exposition internationale de 2010, prévue à Shanghai, ce poste clé détenu par Xi Jinping avait fait de ce dernier la charnière entre les deux tendances opposées du Comité Central du PCC.

Face à ces manœuvres politiciennes, la contestation paysanne et ouvrière était devenue un phénomène endémique. Sur le terrain, la riposte des forces de police qui recevaient leurs instructions des autorités locales, avait parfois tourné au bain de sang comme à Dongzhou dans la province du Guangdong. Selon l'agence de presse « Chine Nouvelle », cent soixante dix villageois avaient occupé la centrale électrique, armés de couteaux et de cocktails molotov et avaient été repoussés par la Police armée Populaire, la PaP qui avait tiré à la mitrailleuse dans la foule. A Meichu, dans la province du Zhejiang, les villageois se sont battus avec succès contre un projet d'installation d'une zone industrielle. Après avoir démis leur chef de village, son successeur s'est aperçu en allant consulter les dossiers à Pékin que les indemnités prévues en compensation des terres réquisitionnées, étaient six fois supérieures à celles qui leur étaient offertes localement. Dans de

nombreux villages et petites villes, à travers tout le pays, le mécontentement était alimenté par la nouvelle diffusée par la presse et par internet que des centaines d'enfants avaient été réduits en esclavage et travaillaient sans paye et peu nourris. C'était notamment le cas dans des usines de briques dans la province du Shanxi. Quelques parents d'enfants s'étaient lancés dans une chasse à l'homme de l'un des kidnappeurs.

La situation d'affrontements à Meichu avait inquiété le pouvoir central au point que dans ce cas, il avait ordonné l'arrestation du responsable politique local qui avait donné l'ordre à la PaP (Police armée Populaire) de tirer sur la foule. Les soixante quatorze mille actions violentes recensées en 2004 trouvaient leurs racines dans l'expulsion forcée de nombreux paysans hors de leurs terres, avec des indemnités dérisoires pour construire des hôtels, des golfs, des immeubles de bureau voire des villas pour Chinois enrichis. Il s'en était suivi une migration vers la périphérie des grandes métropoles où ces nouveaux prolétaires sans travail ni logement survivent dans des bidonvilles insalubres. En 2007 et 2008, les expropriations se poursuivaient malgré les avertissements du gouvernement central ; les manifestations de colère, également, souvent réprimées avec violences de part et d'autre. La corruption de nombreuses autorités locales créait çà et là des situations révolutionnaires inquiétantes pour le pouvoir communiste au plus haut niveau. A Shenyang, dans la province du Liaoning, une photographie de l'agence France-Presse montrait un protestataire en train de jeter de son toit des bombes à essence en direction des autorités pour empêcher la destruction de sa maison.

L'envoyé spécial du New York Herald Tribune citait le cas du village rural de Taishi à la bordure sud de Guangzhou. (Canton) La plupart de ses 2000 résidents naguère fermiers, cultivateurs de riz et de légumes, étaient devenus ouvriers dans des usines et vivent aujourd'hui dans des immeubles de deux ou trois étages. Pendant plusieurs mois, ils avaient tenu tête à la police et aux cadres du Parti afin de protester contre la saisie de leurs champs en arguant que les profits de ces ventes finissaient dans les poches des officiels locaux. La confrontation avait pris une violente tournure lorsque la police avait arrêté plusieurs villageois, les avait battus y compris, selon

les dires de certains habitants, une vieille femme et un adolescent. Incidents et heurts entre citoyens et officiels du Parti sont de plus en plus fréquents : scandale de la Caisse de Sécurité sociale de Shanghai, détournements d'emprunts immobiliers destinés au système de santé... On rapporte d'autres protestations similaires dans le Nord et l'Est de la Chine ; les incidents éclatent souvent dans des régions connues pour leur prospérité et non dans les plus pauvres. Un avocat de Pékin précisait à l'envoyé du New York Herald que les protestataires étaient aujourd'hui capables de franchir les frontières géographiques et sociales et de mener des actions de plus en plus sophistiquées en liaison avec des avocats et des manifestants professionnels. Les raisons de la colère sont liées à la corruption de nombreux fonctionnaires et cadres du PCC. A l'occasion de nombreuses protestations à Taishi et dans d'autres villes, résidents et supporters ont utilisé Internet pour distribuer des séquences vidéo, des photos montrant la police en train d'encercler les manifestants. Le ministre chinois de la police avait lui-même fait état d'un accroissement de ces incidents. Pour contrer de telles révoltes, le gouvernement central avait aussitôt annoncé des mesures: restrictions concernant les pétitions et les possibilités de se rendre dans les centres municipaux ; interdiction aux militaires de participer à quelque manifestation que ce soit...

Le réseau Internet qui compte approximativement cent cinquante millions d'utilisateurs est devenu le catalyseur de tous les mécontentements. Dans l'incapacité de s'exprimer, l'opinion publique est tout à coup devenue grâce à la toile, un organe de supervision voire de contrôle auquel ni le Président Hu Jintao, ni son Premier Ministre Wen Jiabao ne sont indifférents. Dans certains milieux proches du pouvoir, on assure qu'ils se connectent personnellement tous les jours. Ce développement inattendu d'une société civile ne touche pour le moment que les étudiants et une classe bourgeoise mais pas obligatoirement fortunée. On citait le cas de ce jeune de Senzhen dont la campagne sur son site Internet, avait pour objectif d'empêcher les achats de maisons aux promoteurs immobiliers indécents. Il expliquait comment ces promoteurs avaient récupéré des terrains au détriment des paysans, avec le plus souvent, la complicité des autorités locales. Les

« blogs » individuels constituent en Chine une véritable révolution de la communication. Sont dénoncés pèle mèle, les catéchismes de la nomenklatura communiste, les nouveaux riches ou encore les travers moraux de la société de consommation. Comme tout mouvement important, ce phénomène de société connaît des dérapages: violations de la vie privée, attaques personnelles, vengeances, insultes...Ce sont souvent le reflet des frustrations accumulées sur deux ou trois générations. Tout est critiqué ou critiquable, la politique de l'enfant unique, l'économie de marché, le nationalisme japonais ou la présence américaine dans le Pacifique. En réalité, ces attitudes exprimées sur le Net participent à la formation d'une opposition plus ou moins organisée au Parti Communiste Chinois. Ce n'est pas pour autant qu'on peut y voir la naissance d'une nouvelle idéologie. En revanche, les dirigeants chinois seraient avisés d'y déceler les embryons d'une société civile dont l'opinion, tôt ou tard devra être prise en compte.

Regain des tensions ethniques et religieuses

Dans les régions dites sensibles, Pékin mène une politique de colonisation par l'intermédiaire de l'ethnie dominante des Hans. Les provinces du centre de la Chine (Anhui, Guizhou, Hubei, Hénan, Hunan, Jiangxi, Shaanxi, Shanxi, Sichuan) qui représentent 20,6 % du territoire sont occupées par environ 44% de la population ; 13 % seulement résident en Chine occidentale qui couvre pourtant 61,4% du territoire. (Gansu, Guangxi, Mongolie-Intérieure, Ningxia, Qinghai, Tibet, Xinjiang, Yunnan)

Le peuplement de la Chine demeure essentiellement concentré dans ce qu'on appelle les 19 provinces historiques. L'ethnie des Hans s'entasse littéralement dans les plaines du Nord, dans le bas Yangze et sur la bande côtière de l'Est où prospèrent des métropoles comme Shanghai. La densité de population de ces régions contraste avec celle des îlots montagneux de l'Ouest qui sont restés longtemps le domaine des minorités ethniques.

Le déséquilibre existant entre les « deux Chine », celle de l'Est et celle de l'Ouest a toujours été l'un des soucis majeurs du gouvernement. Pour y remédier, les Chinois ont développé depuis 1949, une politique de colonisation des « fronts pionniers » dans les provinces les plus déshéritées.

(Heilongjiang, Xinjiang, Mongolie-Intérieure, Qinghai, Tibet) De nombreux Hans ont émigré vers ces provinces avec les encouragements financiers de l'Etat. De même, a été encouragée une émigration vers de nombreux pays dans le monde. On estime ainsi à environ cinquante millions, le nombre de Chinois qui ont émigré vers l'Asie du Sud Est, Hong Kong et Macao, Singapour ainsi qu'en Amérique du Nord et en Europe. Cette émigration constitue l'un des leviers de rayonnement de la puissance chinoise.

Les migrations internes relèvent, elles, d'une politique générale d'assimilation des minorités, contrairement aux soviétiques qui ont toujours pratiqué une politique de séparation. Mais la conception que le centralisme démocratique de Pékin a appliquée aux minorités, a été systématiquement marquée par une connotation raciale de la supériorité des Hans surtout au début de la prise de pouvoir par Mao. De nombreux textes du Parti, à l'époque, parlent des « nationalités arriérées qui doivent apprendre de la nationalité avancée des Hans. »

Le parti communiste avait toujours mis en avant le fait que la Chine ait toujours été administrée comme un Etat multinational centralisé. Les nationalités étaient considérées comme unies dans la lutte anti impérialiste ; toute tentative sécessionniste devenait un crime. Le « chauvinisme grand Han » n'avait pas attendu l'arrivée des communistes au pouvoir pour s'exprimer. Le parti de Chiang Kai-shek, le Guomintang recommandait l'utilisation du mandarin dans toutes les écoles afin de propager les idéaux Han et de « mélanger les cinq races », Hans, Mongols, Mandchous, Tibétains et Hui musulmans. Le parti communiste avait toujours mis en avant la mission civilisatrice des Hans. La politique de la République populaire encourageait l'expansion de la culture et de la politique Han traditionnelles. Les tensions ethniques permanentes qui en étaient le résultat et auxquelles le gouvernement communiste devait faire face, constituaient l'une des contradictions les plus visibles de la République Populaire.

La répartition des nationalités sur le territoire chinois montre leur importance stratégique: soixante sept millions de personne représentant à peine six pour cent de la population totale occupent pratiquement toutes les frontières terrestres du Nord et de l'Ouest. Or, culturellement, ces minorités

franchissent la frontière : On les retrouve au Tadjikistan pour les Tadjiks, au Kirghistan pour les Kirghises au Kazakhstan pour les Ouïghours. Les populations du Guangxi ont des liens avec leurs voisins vietnamiens. Celles du Yunnan sont liées avec le Laos et la Birmanie. Les nationalités de ces deux provinces ont directement souffert de la guerre du Vietnam. Accroché à sa culture bouddhiste, le Tibet forme un monde à part dans l'univers chinois tandis que le Xinjiang, autrefois passage obligé de la Route de la soie, continue d'être partagé entre l'attraction de Pékin et les influences extérieures. La Mongolie intérieure subit plutôt l'attrait de la République populaire de Mongolie, état indépendant dans l'orbite soviétique à l'époque du pouvoir communiste à Moscou. Les liens qui unissent des ethnies de nationalité différente posent d'épineux problèmes politiques au gouvernement central de Pékin. Paradoxalement, Coréens et Russes bénéficient du statut des nationalités alors que les Vietnamiens – Chinois ne sont pas reconnus comme un groupe national distinct. Les Hans n'occupent, quant à eux, qu'une seule région frontalière, celle qui borde les fleuves Amour et Oussouri. Avant et après les incidents de frontières survenus en 1972 dans cette région entre l'Union Soviétique et la Chine, les Chinois ont apporté sans publicité, des modifications au tracé des frontières de plusieurs provinces et régions autonomes. Ainsi, le territoire du Heilongjiang peuplé d'une majorité Han fut étendu vers l'Ouest jusqu' à la frontière de la république Populaire de Mongolie afin que le contrôle administratif et militaire de la frontière soit entre les mains des Hans. D'autres modifications auraient apparemment réduit les territoires des régions autonomes du Ningxia peuplée par des Hui (musulmans) et du Xinjiang peuplé par les Ouïghours également musulmans. Depuis 1969, la population Han du Gansu s'est considérablement accrue. Mais les incidents frontaliers avaient entraîné la plus spectaculaire des migrations internes en Mongolie Intérieure où plus d'un million de Hans auraient été transférés de 1969 à 1971. L'immigration des Hans a été favorisée par le gouvernement central, même vers les provinces de l'Ouest qui sont plutôt des régions désertiques. En 20 ans, les capitales du Tibet, Lhassa et du Xinjiang, Urumchi, se sont peuplées en majorité de Chinois Hans. La modernisation des villes et une politique de

grands travaux comme le gazoduc du Xinjiang représentent des efforts, dictés certes par une volonté de progrès et par le souci d'assimilation des Tibétains, des Ouighours et des Mongols, mais également par des raisons stratégiques. Ainsi le Gansu, le Xinjiang et le Tibet abritent les principales bases de fusées et d'armement atomique. Sur les plateaux glacés du Qinghai, la route bitumée qui mène au Gansu est entretenue par des milliers d'hommes et de femmes représentatifs d'une Chine pauvre et défavorisée qui vivent sous la tente sur leur lieu de travail. Un peu plus loin, dans le sud du Gansu, la région montagneuse abrite les Hui qui par opposition aux Hans sont des musulmans chinois. On les reconnaît à leur coiffe blanche à laquelle les femmes ajoutent un petit voile noir.

A côté d'actions constructives, les communistes mènent dans ces régions une politique répressive contre ce que les plus hautes autorités du parti appellent les trois forces du mal : les séparatistes, les terroristes et les extrémistes religieux. Ces trois maux recouvrent en général un éventail d'activités qui vont de la simple expression d'une opposition politique aux autorités locales à l'exercice de leur religion musulmane lorsqu'il s'agit parfois des Hui, le plus souvent des Ouighours.

Depuis les attentats du 11 septembre, « la situation dans la région s'est encore dégradée en matière de droits de l'Homme, » expliquait Amnesty International. La même source indiquait que des milliers de Ouighours, non seulement seraient victimes de violations systématiques de leurs droits civiques mais seraient chassés de leur terre ou de leur maison par des promoteurs immobiliers Hans. Des dizaines de milliers de livres en langue Ouighour auraient été brûlés ou interdits.

Selon Amnesty, la langue ouighour aurait en outre été officiellement privée de son statut de langue d'enseignement pour la plupart des cours dispensés à l'Université du Xinjiang. De plus en plus écartée du marché du travail par l'arrivée massive d'immigrants Hans, la population Ouighour connaît un chômage très élevé.

Vue de Pékin, des considérations stratégiques et de sécurité nationale justifient la situation des minorités qui se répartissent sur les zones dites sensibles du territoire, essentiellement les régions frontalières.

ENCADRE**Article 4 de la Constitution de 1982**

1) Toutes les nationalités de la République populaire de Chine sont égales. L'État protège les droits juridiques et les intérêts des nationalités minoritaires, et appuie et développe des relations d'égalité, d'unité et d'aide mutuelle entre les nationalités de Chine. La discrimination et l'oppression à l'égard d'une nationalité quelle qu'elle soit sont prohibées...

2) L'État aide les régions où habitent les nationalités minoritaires à accélérer le développement de leur économie et de leur culture en accord avec leurs particularités et leurs besoins.

3) L'autonomie régionale règne dans les régions où les populations des nationalités minoritaires vivent dans des communautés homogènes... Toutes les régions nationales autonomes font partie intégrante de la République populaire de Chine.

4) Les personnes de toutes les nationalités sont libres d'utiliser et de développer leur propre langue parlée et écrite ainsi que de préserver ou réformer leurs propres us et coutumes.

Toutes les minorités sont des non Hans dont la langue coutumière n'est pas le chinois. Juridiquement, une place à part leur est donc faite dans l'arsenal législatif.

Les Chinois exhibent trois documents principaux : la Constitution de 1982, la loi sur la langue et l'écriture communes nationales de 2001 et la loi sur l'autonomie des régions ethniques du 31 mai 1984.

La Constitution de 1982 proclame l'égalité de toutes les nationalités, interdit toute discrimination et reconnaît aux minorités le droit de conserver leur langue. La loi sur la langue et l'écriture communes nationales de 2001 permet aux groupes ethniques d'utiliser et de développer leur langue et leur écriture, c'est-à-dire de recourir aux dispositions prévues dans la Constitution et la Loi sur l'autonomie des régions ethniques. Dans les régions, préfectures, cantons ou districts autonomes à forte concentration ethnique, la langue et l'écriture communes nationales peuvent être utilisées simultanément avec les langues et écritures locales.

ENCADRE

Article 8 sur la langue et l'écriture communes nationales

- 1) Tout groupe ethnique possède la liberté d'utiliser et de développer propre langue et sa propre écriture.
- 2) L'utilisation des langues et écritures des minorités ethniques s'appuie sur les stipulations en la matière qui sont inscrites dans la Constitution, dans la Loi sur l'autonomie des régions ethniques et dans d'autres textes législatifs.

La loi chinoise la plus importante qui garantit de façon concrète l'exercice de l'autonomie des régions abritant des minorités nationales est la loi sur l'autonomie des régions ethniques de 1984. Adoptée le 31 mai 1984, lors de la deuxième session de la VI^e Assemblée populaire nationale, elle est entrée en vigueur le 1^{er} octobre de la même année. Divisée en sept chapitres, elle compte 67 articles. Les articles 1 à 18 traitent de l'organisation des régions autonomes. En vertu de l'article 2, l'autonomie régionale s'applique aux régions où s'agglomère la population de chaque minorité nationale; une zone d'autonomie nationale peut être une région autonome, un département autonome ou un district autonome; toutes les zones d'autonomie nationale font partie intégrante de la République populaire de Chine. Les organismes supérieurs de l'État et les institutions des régions autonomes sauvegardent et développent les rapports des nationalités socialistes dans l'égalité, la solidarité et l'assistance mutuelle (art. 9). Le mépris ou l'oppression d'une nationalité quelconque, la suppression de la solidarité des nationalités et la désunion des nationalités sont strictement interdites.

L'article 10 stipule que les organismes des régions autonomes doivent protéger leurs nationalités et développer la langue propre à chacune d'elles. L'application des lois sur le terrain n'est pas forcément évidente d'autant que les possibilités de contrôle du Parti communiste chinois sont de plus en plus réduites, lorsqu'il s'agit d'être informé sur ce qui se passe réellement à la base.

Confortée par plus de dix ans de croissance, la Chine a adopté une stratégie à double visée : régionale et internationale. Pour mener à bien ses ambitions régionales, les Chinois se servent d'une poussée nationaliste qu'ils estiment

seule capable de maintenir l'unité du pays et la domination politique du PCC y compris sur les provinces des marches de l'Ouest. Mais la stabilité de la Chine n'est plus celle des années 80. Le risque social qui gagne les villes et les campagnes introduit un élément d'incertitude tout à fait perceptible. La stratégie officielle au niveau de la région rejoint celle qui a été mise en place sur le plan international avec comme priorité la lutte contre le terrorisme. Autrement dit, la menace terroriste rapproche la Chine des autres grandes puissances qui ont également adopté cette priorité. Elle regagne sans doute en stabilité extérieure celle qu'elle perd à l'intérieur. Cette précarité représente en elle-même à long ou moyen terme une menace de conflit, soit une révolte qui pourrait déstabiliser le PCC, soit un affrontement avec les Etats-Unis et le Japon. Le scénario d'une guerre ouverte est pour le moins improbable. En revanche, il ne faudrait pas exclure à l'intérieur, l'hypothèse d'une révolte contre la dictature du Parti et, à l'extérieur, la résurgence d'une guerre froide.

Les tensions religieuses s'expriment souvent en corrélation avec les révoltes ethniques. Dans leurs revendications, de nombreuses minorités exigent du pouvoir communiste la reconnaissance du droit de pratiquer la religion de leur choix. Garanti par la loi, dans la pratique, ce droit se trouve dans l'impossibilité de s'exercer, soit parce que la religion est assimilé au séparatisme, soit, dans le cas des chrétiens, parce qu'elle est considérée comme l'expression d'un gouvernement étranger.

Il existe en Chine cinq religions officielles, c'est-à-dire autorisées par l'Etat : Le Bouddhisme, le Taoïsme, l'Islam, le Protestantisme et le Catholicisme. Elles représentent environ cent millions de fidèles encadrés par 180.000 prêtres, cadres religieux ou associatifs.

Des organisations religieuses dites patriotiques aident à appliquer la politique religieuse du gouvernement en encourageant le patriotisme et le socialisme parmi les croyants. Elles sont au nombre de cinq correspondant au nombre de religions autorisées. Les missions Etrangères de Paris les relèvent ainsi :

- Association des Chinois Bouddhistes, établie en 1953. -
- Association des Chinois Taoistes établie en 1957.

- Association des Chinois Musulmans établie en 1953. –
- Association patriotique des Chinois Catholiques établie en 1957. –
- Mouvement autonome patriotique des Chinois Protestants établi en 1951.

Dans la pratique populaire, les traditions bouddhistes, Taoïstes et Confucéennes sont mêlées à un fonds socio - religieux traditionnel basé sur le culte des ancêtres. La nouvelle tolérance de la politique religieuse gouvernementale avait été mise à profit par les religions pour se développer et échapper aux restrictions du parti. Une course aux gains matériels avait coïncidé avec la fin des persécutions et favorisé la corruption des cadres. Il en était résulté « un grand vide spirituel ». Toutes les religions en avaient profité pour reprendre des contacts avec les fidèles de Chine, notamment protestants et catholiques qui avaient multiplié les missions pour soutenir les activités religieuses dans tout le pays. Les communistes avaient parfois réagi d'une manière abrupte. Ainsi, avaient-ils refusé à l'envoyé du Pape, le Cardinal Etchegaray et à son conseil, l'historien et académicien français René Rémond, de rouvrir l'université jésuite Aurore à Shanghai qui avait formé nombre d'élites chinoises avant le deuxième conflit mondial. Toutefois, le 28 juin 2005, en la cathédrale Saint Ignace de Shanghai, Mgr. Xing Wenzhi avait été nommé évêque auxiliaire de Shanghai, nomination qui en soi n'aurait rien d'exceptionnel si pour la première fois, la désignation du nouvel évêque n'avait été acquise qu'après un accord entre le Vatican et le gouvernement chinois. La consécration officielle du nouveau prélat était le prélude à une réforme des affaires religieuses dont les nouvelles règles avaient été adoptées le 7 juillet 2004 par le Comité permanent du Conseil d'Etat; elles étaient entrées en vigueur le 1^{er} mars 2005. L'article 426 du décret précise les conditions d'activité des corps religieux dans la société chinoise ainsi que les devoirs des organismes publics chargés de superviser leur gestion. Quelques mois plus tard, le gouvernement chinois s'emportait contre le Vatican et refusait à quatre évêques l'autorisation de répondre à une invitation du Pape de se rendre à Rome pour participer à une conférence épiscopale en septembre 2005. A cette occasion, Pékin réitérait sa demande au Vatican de rompre ses relations avec Taiwan. En fin d'année, une détente s'était esquissée entre le Vatican et le Parti communiste chinois suivie d'un

nouveau refroidissement après les ordinations de deux nouveaux évêques sans l'accord de Rome. Pour le Vatican, une normalisation des relations avec Pékin présenterait l'avantage de réunir l'Eglise officielle à l'Eglise clandestine. Benoît XVI a fait de cette fusion une des priorités de son pontificat. Cette réunion ne sera possible qu'avec le transfert à Pékin de la nonciature (Ambassade du Vatican) et l'acceptation par Pékin du maintien d'un bureau de liaison à Taiwan. En 2007, les relations entre le Vatican et Pékin connaissaient de nouveau une phase de réchauffement même si les négociations butaient sur la position du Pape à l'égard des chrétiens Taiwanais et le maintien d'une nonciature à Taiwan.

La religion la plus surveillée aujourd'hui est sans aucun doute la religion musulmane. L'Islam compte officiellement vingt millions d'adeptes. Installé en Chine depuis le septième siècle, il s'y est introduit par l'intermédiaire de commerçants arrivés jusqu'à Canton par mer et par la Rivière des Perles ou par voie terrestre sur la route de la soie. Plus tard, les Empereurs Chinois, surtout à partir du 12ème siècle et sous la dynastie Mongole, recrutèrent des soldats musulmans qui restèrent en Chine après leur temps de service et y firent souche par le mariage. Aujourd'hui, bien qu'autorisés à suivre leurs coutumes et soumis à un régime juridique particulier en matière de droit civil, ils font l'objet de discriminations notamment dans les régions du Nord Ouest et du Sud. Beaucoup sont assimilés à des séparatistes et de ce fait pourchassés souvent d'une manière impitoyable. En fait, on distingue deux catégories de musulmans : ceux que l'on appelle les Hui, citoyens chinois d'origine chinoise considérés officiellement comme assimilés aux Hans ; ceux qui appartiennent aux minorités ethniques comme les Ouighours, les Kazakhs ou les Tadjiks. Le gouvernement chinois tient ces derniers pour dangereux du fait de leur perméabilité aux mouvements extrémistes du Moyen Orient.

Pour leur part, les Hui sont dispersés à travers plusieurs régions du Xinjiang et de la région autonome du Ningxia. Ils représentent dix millions d'individus. Leurs ancêtres sont ces marchands qui, à compter du 7ème siècle, s'étaient lancés sur la route de la soie, à l'époque de la dynastie des Tang. Ils vivaient en Asie Centrale et occidentale où ils pratiquaient la

religion musulmane, exerçaient le métier des armes ou des professions artisanales. Ils parlent et écrivent la langue chinoise tout en utilisant un vocabulaire limité de mots arabes et persans. C'est au treizième siècle que le plus grand nombre s'était établi en Chine après avoir été regroupés par l'armée Mongole dans un corps d'armée appelé « Hui – Hui.» En 1273, l'Empereur Shizu de la dynastie des Yuan ordonnait leur intégration dans la population locale afin d'assurer le défrichement des terres. A partir du milieu du 18ème siècle, ces premiers Hui furent rejoints par d'autres membres de la même ethnie qui vivaient dans la Chine centrale.

Aujourd'hui les Huis du Xinjiang et du Ningxia sont essentiellement agriculteurs, artisans ou commerçants; leur nourriture à base de farine de blé comprend par exemple « des nouilles, de petits pains roulés cuits à la vapeur, des soupes au vermicelle, de la viande également cuite à la vapeur des pâtes frites en filaments... ». Ces habitudes diététiques sont éloignées de celles des Chinois Hans dont l'essentiel de la nourriture est à base de riz. Quant à l'habillement, il est plutôt simple: chemise blanche et gilet noir pour les hommes avec un bonnet blanc en guise de coiffure ; les femmes sont coiffées d'un turban ou d'un chapeau à bords serrés, agrémenté parfois d'une voilette transparente noire. Elles aiment bijoux et parures. Les Huis pratiquent la monogamie. Le régime n'exerce pas sur eux une contrainte aussi sévère que celle qu'il applique aux Ouighours. Au cours de ces dernières années, les Huis ont reçu des dotations de l'Arabie Saoudite et de « l'Islam Development Bank » s'élevant à plusieurs millions de dollars, ce qui a permis la rénovation de l'université islamique de Yinchuan et la création de nombreuses écoles en langue arabe. Toutefois, la police surveille les prêches dans les mosquées et le Parti dispense des cours de patriotisme et d'histoire de la Chine à une population considérée comme sinisée au contraire des Ouighours dont une majorité revendique l'indépendance. Autrefois partie intégrante de l'Empire Ottoman, les Ouighours souvent pasteurs et nomades ne se sont jamais complètement assimilés. Ils considèrent les Hans émigrés de Chine centrale notamment comme des colonisateurs. De nombreuses associations pour la défense des Droits de l'Homme ont pris fait et cause pour eux et accusent Pékin et les autorités chinoises locales de persécutions

injustifiées, de justice partielle, et de vexations individuelles. Tantôt considérés comme une minorité nationale, tantôt comme adeptes d'une religion dangereuse pour l'unité de la nation, victimes de ce que l'on appelle le « chauvinisme Grand Han. » les Musulmans sont encore pris pour des arriérés ayant le devoir « d'apprendre des autres » c'est-à-dire des Hans émigrés dans les provinces frontalières où ils affichent leur supériorité. Malgré la Constitution, dans la pratique, ils ont imposé la langue Mandarin de Pékin, du moins dans l'enseignement supérieur et dans tous les actes officiels.

CHAPITRE 11 : LES MENACES A L'UNITE

La République Populaire de Chine reconnaît officiellement sur son territoire 56 nationalités, parmi lesquelles les chinois Han forment la majorité soit plus de 92 % de la population. Naguère on pouvait dresser une carte précise de la répartition de ces nationalités. Conscients de la difficulté de cohabitation entre elles et devant la majorité écrasante des Hans, les communistes avaient décidé de reprendre à leur compte l'ancienne politique d'assimilation des dynasties. Non seulement, les Hans ont été encouragés à aller s'installer dans les provinces surtout frontalières pour y former un noyau ethniquement homogène, mais l'Etat communiste a organisé une véritable colonisation de ses régions de minorités. Les Hans ont essaimé partout où le régime de Pékin pouvait avoir des raisons de douter de la fidélité des autochtones. C'est le cas du Tibet, du Xinjiang et autres...

Les menées séparatistes

Fréquemment soulevée par le gouvernement central, la question des séparatismes est liée aux minorités nationales non – Han. Des barrières culturelles les séparent de la Chine, rendant leur assimilation impossible.

Juridiquement, Pékin a traduit dans les textes les dispositions qui garantissent aux nationalités une large autonomie. Mais dans les faits, les représentants du gouvernement et du Parti suscitent plutôt la méfiance des populations locales. Les plus hautes autorités communistes sont souvent mal informées sur ce qui se passe réellement sur le terrain. L'information descend mais ne remonte pas toujours; si elle revient à Pékin, c'est souvent dénaturée, transformée par le jeu d'intérêts personnels ou selon des estimations divergentes de la politique à appliquer localement. Les potentats locaux commettent nombre d'abus qui ne sont que trop rarement relayés au sommet : dans les régions dites sensibles comme le Xinjiang, la conduite à tenir est laissée à l'appréciation des militaires au contact du terrain, les impératifs de sécurité primant sur toute autre considération. Dans les faits, les méthodes de contrôle retenues ressemblent à un gruyère. Dès 1949, le système de double contrôle, économique et politique, copié du modèle soviétique, avait été instauré en Chine sous l'autorité d'un « Ministère du contrôle d'Etat ». Le contrôle économique visait les performances professionnelles tandis que le contrôle politique consistait en une surveillance de l'homme, de ses pensées de sa conduite personnelle. Dix ans plus tard le Ministère du contrôle d'Etat était supprimé ; le système du règne des bureaucraties parallèles, modèle soviétique, devenait un système intégré dominé par le Parti. Ce changement signifiait qu'on passait de contrôles de l'extérieur à un contrôle interne pour donner la priorité à la surveillance politique. Depuis lors, le Parti Communiste Chinois avait toujours privilégié un contrôle de l'homme plutôt qu'un contrôle de ses performances. Il n'empêche cependant que les deux systèmes ont été intimement liés surtout depuis l'économie socialiste de marché et les privatisations. Autrefois, un système centralisé de contrôle indépendant, dit système « de Harbin » du nom de la capitale des « Chemins de fer de Mandchourie avaient été expérimenté pour la première fois dans les années 50, mais il avait montré ses limites du fait de pratiques comme la délation organisée que le Parti avait toujours encouragée. Dans les régions de minorités nationales, la répression de toute activité politique était désormais présentée par Pékin comme partie intégrante de « la lutte contre le terrorisme. » Qu'il s'agisse

d'une opposition politique ou religieuse, cet argument justifiait une série de procédures répressives qui allaient de la détention ou de l'emprisonnement pour « opinions incorrectes » à la restriction de libertés religieuses, peines qui, selon un rapport d'Amnesty international, allaient « bien au-delà de la lutte contre la violence ou le terrorisme... » Amnesty évoquait par exemple le cas de Rebiya Kadeer condamnée à huit ans d'emprisonnement ; peine diminuée d'un an en mars 2004. Motif : elle avait communiqué des informations secrètes à des étrangers. Il s'agissait de journaux locaux que l'on pouvait se procurer librement en Chine et qu'elle avait fait parvenir à son mari , ancien prisonnier politique exilé aux Etats-Unis.

Imposant des restrictions toujours plus rigoureuses au droit à la liberté religieuse des Ouighours musulmans, le gouvernement avait fermé des mosquées et mis hors la loi plusieurs écoles religieuses. Le rapport d'Amnesty affirmait qu'« au terme d'un procès, la plupart du temps inéquitable, et d'une détention accompagnée de tortures durant une longue période sans inculpation ni jugement, sans pouvoir consulter un avocat ni rencontrer les membres de leur famille », la restriction des droits religieux, culturels et sociaux des Ouighours « séparatistes, terroristes ou extrémistes religieux » présumés, leur faisait courir le risque d'une condamnation à mort ou d'une peine d'emprisonnement.

Un grand nombre de Ouighours ont choisi de s'exiler dans les pays voisins, au Kirghizistan, au Kazakhstan, au Népal ou au Pakistan. Mais, les autorités chinoises font pression sur ces pays pour qu'ils rapatrient de force les demandeurs d'asile. De retour en Chine, « ils sont en butte à de graves violations de leurs droits fondamentaux et courent le risque d'être torturés, jugés ou même exécutés. » Un militant Ouighour, Shaheer Ali, a été exécuté par les Chinois après avoir été renvoyé en Chine par les autorités du Népal où il avait trouvé refuge. Même les Américains qui retenaient 22 militants islamistes ouighours sur la base de Guantanamo hésitaient à les renvoyer en Chine. En décembre 2001, le Far Eastern Economic Review, ancien hebdomadaire basé à Hong Kong, soulignait que la Chine avait réagi très rapidement aux attaques du 11 septembre à New York pour justifier la campagne menée contre les Ouighours culturellement apparentés au monde

Turc et à l'ancien empire Ottoman. Naguère, le Xingjiang était connu sous l'appellation de Turkestan chinois. Le Far Eastern faisait également remarquer que les autorités chinoises ne dissociaient pas les Ouighours du terrorisme international et du mouvement de Ben Laden, Al Quaeda. Cette position ne permettait pas de désamorcer les tensions ethniques entre les Hans et les Ouighours. La recherche par les militants Ouighours d'une identité islamique avait favorisé les sentiments séparatistes dans la province, ce qui n'était pas fait pour inciter Pékin à engager un dialogue.

En matière de sécurité, Pékin avait pris les devants pour prévenir une insurrection dont la probabilité avait diminué depuis la création de l'O C S (Organisation de Coopération de Shanghai). Fondée le 15 juin 2001, l'O C S compte aujourd'hui six pays membres, qui sont la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. L'agence de presse officielle chinoise, Xinhua, définit ainsi l'O C S : « Il s'agit d'une organisation régionale de coopération multilatérale, créée sur la base d'un mécanisme de concertations entre les chefs d'Etat des « Cinq pays réunis à Shanghai » (six aujourd'hui). Elle prône en effet une nouvelle vision de sécurité, un nouveau modèle de coopération régionale et un nouveau type de rapports entre les Etats. Les pays membres ont renforcé leur confiance et leur coopération sur le plan militaire et intensifié leur collaboration dans la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme, parvenant ainsi à un consensus sur un soutien mutuel en vue de prévenir et de résoudre pacifiquement les conflits d'ordre international. » Le fait que les quatre républiques d'Asie Centrale fussent des Etats musulmans qui avaient accepté de signer des accords de coopération contre les guérillas ethniques et religieuses, était une garantie que Pékin entendait faire jouer si une insurrection de moins en moins probable venait à éclater dans cette région. L'insurrection est en fait venue de là où on ne l'attendait pas. Le 6 juillet 2005, le Dalaï Lama avait célébré son soixante dixième anniversaire. Le chef de la communauté tibétaine en exil n'avait pas encore réussi à trouver un terrain d'entente avec le gouvernement de Pékin, afin de rendre possible l'ouverture d'un dialogue.

On pouvait croire que le problème du séparatisme sur lequel les communistes demeuraient intransigeants, était au centre des préoccupations des deux parties. En réalité, l'intransigeance de Pékin était liée à la conception communiste d'un centralisme identitaire qui s'opposait à tous les particularismes. Au Tibet, il ne s'agissait pas seulement d'une identité religieuse mais également d'un attachement à une souveraineté politique de droit religieux. Dans ce cas, pour les communistes, cette confusion du pouvoir et du sacré représentait le pire ennemi. Au sein d'une société qu'ils veulent athée, leur objectif d'élimination de toute forme de sacré dans les responsabilités de gouvernance avait fait échouer les tentatives de dialogue sérieux initiées par le Dalaï Lama, avant et après 1989. L'année 1989 avait été une année charnière pour les relations entre la Chine et le Tibet : les événements de TienAnmen, le 3 juin, avaient renforcé le pouvoir des ultra- conservateurs, mais en revanche éloigné toute perspective de négociations.

Hu Yaobang, le secrétaire général du Parti avait eu une rencontre prometteuse avec les Tibétains en exil et avait ouvert quelques portes. Son décès avait mis fin aux espoirs mis en lui. De toutes les façons, le dialogue était mort-né, dans la mesure où s'il avait vécu, Hu yaobang aurait été écarté du pouvoir comme le fut Zhao Ziang. L'année 1989, fut également l'année où le Dalaï Lama avait reçu la consécration du prix Nobel de la paix. Lors de son escale à Paris en route pour Oslo, le chef du bouddhisme tibétain m'avait reçu pendant plusieurs heures. La tribune qui lui avait été offerte à cette occasion lui aurait permis d'exprimer ses griefs. Au contraire, il n'avait cessé d'appeler les autorités chinoises au dialogue, affirmant qu'il ne recherchait pas une séparation avec la Chine mais une association. Il allait jusqu'à affirmer qu'il ne reniait pas l'appartenance du Tibet à la Chine. Malgré tout, après plusieurs rencontres infructueuses avec les représentants de Pékin, les contacts avaient été rompus en 1993. Ils ne purent reprendre qu'en 2002. Selon le communiqué officiel, « les envoyés du Dalaï-Lama, Kelsang Gyaltsen et Lody Gyari, avaient notamment visité Pékin et Shanghai. A Lhassa, capitale du Tibet, ils avaient pu se rendre au Potala et au Jokhang et y prier et par ailleurs avaient été autorisés à visiter Ganden,

Tashi Lumpo, Gyantse et Shigatse. De retour fin septembre, ils avaient reçu pour mission de rétablir un contact direct avec les autorités chinoises, de leur expliquer « la voie du Milieu », une approche conciliante et non violente pour une coexistence pacifique entre deux peuples et deux cultures. Le gouvernement Tibétain en exil à Darhamsala soulignait à propos de ce voyage que « ...les deux envoyés ont avoué avoir été impressionnés par le développement économique au Tibet. Ils ont cependant souligné à leurs interlocuteurs chinois combien important était aux yeux du gouvernement tibétain en exil, la préservation de la culture tibétaine (langue, religion...) et de l'environnement naturel au Tibet. » Les deux émissaires avaient aussi souligné le caractère ouvert des échanges avec leurs interlocuteurs chinois, dont certains de haut rang. Malgré des entretiens prometteurs, le Président Hu Jintao qui avait exercé au cours de sa carrière les fonctions de gouverneur du Tibet, s'était engagé dans la poursuite d'une politique de répression. L'étiquette de séparatistes avait semble-t-il, été appliquée à ses anciens administrés. Plusieurs organes de presse avaient dénoncé « une répression brutale qui privait des millions de Tibétains de leur droit à être informé et à s'exprimer... » Arrêtés le 16 janvier 2005 et inculpés une vingtaine de jours plus tard, Tashi Gyaltzen, Lobsang Dhargay, Thoe Samden, Tsultrim Phelgay et Jampel Gyatso du monastère de Drakar Trezong purgent actuellement des peines de plusieurs années de rééducation par le travail, dans un camp du Qinghai, près de Xining (centre - nord de la Chine). Les autorités leur reprochaient la publication d'un journal contenant des poèmes et des articles à teneur politique. Depuis, le secrétaire du Parti communiste au Tibet avait durci sa campagne de dénigrement du Dalaï Lama. Le 10 mars 2008, jour anniversaire du soulèvement de 1959, les moines descendaient dans les rues et le 14 mars les manifestations tournaient à l'émeute faisant de nombreux morts et blessés et provoquaient des centaines d'arrestations. Un grand nombre de localités de la région autonome du Tibet suivaient l'exemple de Lhassa ainsi que des zones tibétaines du Qinghai, du Gansu et du Sichuan. Les étudiants tibétains organisaient des sit-in à Lanzhou et à Pékin. Ces manifestations et leur répression n'étaient pas sans rappeler la révolte des moines birmans en

septembre 2007. Leur porte-parole leur avait d'ailleurs envoyé un message de soutien.

La main de fer que Pékin maintient sur cette région s'explique par l'importance militaire et stratégique du Tibet où se trouve concentré un armement nucléaire et qui, de plus, sert d'entrepôt aux déchets nucléaires. Pour les communistes, l'objectif essentiel demeure la sinisation complète du Tibet. L'arrivée massive de Hans à Lhassa fait des Tibétains une minorité dans leur pays. Ils accusent les immigrants de l'ethnie Han, de condescendance à leur égard, voire de mépris.

Quant au gouvernement en exil du Dalaï Lama, il qualifie la politique de Pékin, de « colonisation économique du Tibet par les dirigeants Han.. »

Il n'en demeure pas moins que les investissements chinois de Pékin ou de Shanghai, publics ou privés, ont globalement contribué à l'élévation du niveau de vie. Le gouvernement central a investi dans les infrastructures, ponts, routes, centrales électriques, réseaux téléphoniques ; cependant, des investissements en provenance de gouvernements provinciaux sont l'objet de critiques pour des raisons morales et d'incompatibilité avec la culture Tibétaine traditionnelle. On cite le cas de Shigatse, la ville du Panchen Lama, la plus élevée de l'Himalaya où Shanghai a fait construire un grand magasin en forme de navire transatlantique semblable à un immeuble construit à Tokyo, près de la célèbre avenue de Ginza. La province de Shandong y a rajouté un hôtel cinq étoiles de dix étages. A Lhassa, des fonds en provenance de l'île de Hainan, ont servi à construire une rue de casinos et de bordels. Il est évident que ce type de développement contribue à alimenter les tensions ethniques. Lors d'une fête religieuse à l'extérieur du monastère de Tashi Lumpo, des témoins rapportent qu'une société avait placé un baril de bière en plastique sous un parasol de plage. La gérante, Nuo, essayait, en vain, d'attirer les pèlerins de passage avec des tasses de bière foncée. « Le gouvernement nous accueille bien, mais les gens d'ici ont un niveau culturel très bas » dit-elle pour justifier le manque d'intérêt. Elle ajoutait : « ...évidemment, leur façon de penser est beaucoup moins élaborée que la nôtre ».

La position géographique du Tibet, l'altitude élevée des plateaux, l'absence de voies de communications, l'enclavement, avaient jusqu'ici limité les invasions extérieures et l'arrivée massive de colons chinois Hans. En juillet 2006, l'inauguration de la ligne de chemin de fer la plus haute du monde, de Golmud à Lhassa et l'ouverture du poste frontière de Nathu-La entre l'Inde et le Tibet constituaient sans doute une étape décisive de l'ouverture de la région mais faisaient courir au Tibet le risque d'éclatement d'une culture unique. En avril 2008, les Etats-Unis prenaient ouvertement fait et cause en faveur du guide spirituel du Tibet en visite à Washington et dans quelques villes américaines. La Chambre des représentants avait adopté à l'unanimité moins une voix une résolution demandant à la Chine de mettre fin à la répression et d'engager un dialogue sans conditions préalables avec le Dalaï Lama. Dans la foulée G.W. Bush annonçait qu'il serait à Pékin le 8 août à l'ouverture des Jeux bien que la recommandation du Parlement américain n'ait pas été suivie d'effets, à l'exception de la libération de plus de mille détenus tibétains dans un geste d'apaisement de la part de Pékin. Dans le même temps, le gouvernement communiste et le Parti tempêtaient contre les chancelleries européennes qui, durant l'été 2008, avaient facilité des déplacements du Dalaï Lama dans leurs différentes capitales.

La Question de Taiwan

L'acharnement avec lequel le gouvernement de Pékin avait exigé des pays désireux de nouer des relations diplomatiques avec la Chine continentale, d'adhérer à la thèse d'une seule Chine, avait montré aux grandes puissances que Pékin considérait l'île de Taiwan comme partie intégrante du territoire chinois. A contrecœur sans doute, Américains et Japonais en 1972, étaient passés sous les fourches caudines des communistes chinois. Dans les Etats-majors occidentaux, on se demandait pourquoi les Chinois faisaient de l'île un casus belli. Neuf ans après la fuite de Chiang Kai-shek à Taipei, la tension la plus aiguë régnait dans le détroit de Formose où les îles de Quemoy et Matsu, postes avancés de ce qui restait de l'armée de Chiang, vivaient sous le bombardement quotidien des batteries côtières d'artillerie lourde de l'armée populaire de libération. Américains et Japonais se

perdaient en conjectures sur l'imminence d'une attaque chinoise contre Taiwan. Mao allait-il régler le problème des nationalistes chinois par la force ? Côté chinois, deux raisons essentielles motivaient la situation de crise dans le détroit :

- Mao Dzedong et les dirigeants communistes pensaient que leur victoire était inachevée tant qu'ils ne tiendraient pas celui qu'ils considéraient comme un dangereux ennemi et dont ils connaissaient l'esprit retors.
- L'objectif primordial des communistes était de reconstituer territorialement la grande Chine impériale dont, malgré les vicissitudes de l'Histoire, Taiwan demeurait partie intégrante, au même titre que Hong Kong et Macao.

Mais en face, ni les Américains, ni les Japonais ne tenaient à voir le détroit stratégique de Formose tomber entre les mains des communistes chinois. La septième flotte américaine surveillait en permanence ce passage vital pour les approvisionnements en pétrole des deux alliés de l'Amérique, le Japon et la Corée du Sud. Pendant la guerre du Vietnam, le détroit constituait un verrou possible pour barrer la route du Pacifique sud aux unités soviétiques et aux sous-marins nucléaires engagés dans la logistique communiste du conflit vietnamien. Depuis l'arrivée de Mao à Pékin, la question de fond qui était posée était celle de l'appartenance de l'île au continent chinois. Le continent la revendiquait et si l'on s'en tenait à l'histoire depuis le début du siècle, cette appartenance paraissait incontestable. Le règlement du deuxième conflit mondial comme celui du premier s'était effectué au détriment de la Chine. Taiwan qui avait été soustraite à l'autorité chinoise par les Japonais, aurait du lui revenir en 1945. En 1949, la défaite nationaliste qui reléguait Chiang Kai-shek, ne changeait pas le fond du problème. La revendication de Pékin n'avait donc rien de surprenant. Périodiquement, dès que le rattachement de l'île au continent était contesté, un climat de crise s'installait. Depuis l'arrivée au pouvoir du président Hu Jintao, les déclarations officielles de militaires ou de personnalités gouvernementales chinoises avaient mis le feu aux poudres notamment lorsque plusieurs hautes personnalités du régime avaient fait comprendre sans ambages, que Taiwan pourrait être soumise au besoin par la force. Les analystes stratégiques avaient aussitôt évoqué un scénario catastrophe de

conflit dans le détroit auquel Américains et Japonais pourraient être entraînés. Cette hypothèse venait après une période d'accalmie dans les relations entre l'île et le continent. L'importance des investissements de Taiwan en Chine avait abouti à la création de liaisons aériennes directes, de part et d'autre du détroit. Lors du Nouvel An chinois 2005, 48 vols nolisés avaient transporté chez eux, dix mille sept cent soixante sept hommes d'affaires Taiwanais travaillant sur le continent et les avaient ramenés. C'était la première liaison aérienne directe entre la Chine et Taiwan. D'autres avaient suivi et en 2008, Taiwan était directement reliée à plusieurs villes de Chine populaire.

La ratification par la dixième Assemblée nationale Populaire de la loi anti sécession en mars 2005 semblait tout remettre en question malgré le résultat des élections législatives taiwanaises de décembre 2004 : la majorité indépendantiste du Président Chen Sui-Bian au pouvoir, s'était inclinée devant la victoire du Guomintang, l'ancien parti de Chiang Kai-shek. Ce résultat avait plutôt réjoui Pékin qui s'était empressé de recevoir avec le tapis rouge une délégation de ce parti anciennement « frère ennemi. » Dans le même temps, les autorités communistes commentaient avec plus d'aménité, la loi anti sécession. Le Président du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), Jia Qinglin, se voulait rassurant en déclarant : « La Loi anti sécession respectera le principe de base de la réunification pacifique et celui d' « un pays, deux systèmes »; codifiera les politiques élaborées depuis les vingt dernières années par notre Parti et notre gouvernement et orientées vers une solution pacifique de la question de Taiwan; elle incarnera la position constante de la Chine voulant exprimer la plus grande sincérité possible dans ses efforts tous azimuts en vue d' une réunification pacifique. » Mais les tentatives de Pékin pour séduire Taipei s'étaient heurtées en 2006 à un durcissement; le parti démocratique progressiste du Président Chen Shui-bian entendait marquer la souveraineté de l'île face aux prétentions d'annexion de Pékin, alors que le parti d'opposition Taiwanais, le Guomintang, reçu à bras ouverts par les communistes, poussait à une conciliation. D'un côté les indépendantistes de Shen Shui-bian refusaient la politique du Panda en

demandant à Pékin de garder dans leur réserve du Sichuan les deux ours offerts l'année précédente au gouvernement de Taïpeh. De l'autre, les nationalistes de l'ancien parti de Chiang Kai-shek qui avaient reçu le cadeau, lors de leur visite historique sur le continent en mai 2005, marquaient leur désaccord.

L'amélioration des relations entre Pékin et Taïpeh demeurait à l'ordre du jour, conséquence directe du développement économique rapide de la partie continentale. Ces dernières années, le commerce indirect et le volume global du commerce entre les deux rives du détroit, avaient connu un développement rapide. Les organismes spécialisés estimaient que sa croissance continue avait dépassé cinq milliards \$US en 1990, dix milliards en 1992, vingt milliards en 1995 et trente milliards en 2000. Selon des statistiques de l'Académie des sciences sociales de Chine, en 2003, le trafic du détroit avait excédé cinquante milliards \$US et avait atteint en 2004, soixante dix huit milliards trois cent millions, ce qui équivalait au volume total du commerce entre Taiwan et l'Europe, et représentait un cinquième de plus que le total du volume du commerce extérieur de Taiwan. En 2008, les échanges se montaient à plus de cent milliards \$US. C'était au total, une balance commerciale favorable de cinquante milliards \$US que Taiwan avait retirée de la partie continentale. Depuis 2001, la Chine continentale était devenue la plus importante destination des exportations de Taiwan, devant les Etats-Unis. L'imbrication économique qui s'était construite entre l'île et le continent était-elle suffisante pour prévenir un conflit ? Aucune des deux parties n'a ni l'intérêt ni l'envie de se lancer dans une confrontation dont personne ne pourrait prévoir l'issue. Dans son rapport annuel sur la puissance militaire chinoise, le Pentagone s'inquiétait à propos de Taiwan, de la modernisation de l'appareil militaire chinois, destinée à « combattre et gagner des conflits de courte durée mais de grande intensité. » Les crédits militaires affectés à la modernisation s'étaient accrus depuis 1995 à un rythme de croissance à deux chiffres et paraissaient concentrés pour prévenir une éventuelle indépendance de Taiwan et l'obliger à négocier un règlement aux termes dictés par Pékin. Cette pression politique et militaire, affirmait le rapport, pouvait jouer à l'encontre des intérêts de la sécurité

nationale américaine. Mais, ajoutaient les militaires américains, la Chine n'avait pas encore atteint une puissance militaire suffisante, pour être sûre que, concernant Taiwan, elle avait la possibilité de réaliser ses objectifs politiques. Les forces militaires de Pékin n'étaient pas, jusqu'ici, en mesure de menacer le territoire américain, car la puissance militaire conventionnelle chinoise avait des capacités réduites de projection au-delà de sa périphérie. Le rapport du Pentagone prévenait cependant que la modernisation et l'extension de son arsenal de missiles nucléaires donneraient à la Chine la capacité d'atteindre le territoire américain. Le rapport poursuivait : « Les Etats-Unis souhaitent une Chine prospère et pacifique, intégrée comme un membre constructif de la communauté internationale... » Considéré comme sensible au sein de l'administration Bush, il avait été publié quelques jours avant la reprise des négociations multilatérales avec la Corée du Nord, dont la Chine était l'organisateur. Conscient de l'importance de peser ses mots en cette circonstance, le Président américain faisait remarquer la complexité de traiter avec un pays qui était à la fois un partenaire et un rival. « ...De nombreux fermiers américains dépendent de leurs ventes de produits à la Chine et l'économie américaine a bénéficié de la croissance chinoise, mais nous devons rester vigilants lorsque nous touchons aux questions concernant notre système de valeurs... » L'administration Bush soulignait que de plus en plus, les Taiwanais utilisaient leurs relations avec les Etats-Unis comme un bouclier pour contrer le développement de la puissance militaire du continent. Elle constatait également l'opacité du budget militaire chinois qui aurait dépassé depuis 2005, quatre vingt dix milliards de dollars, et même les cent milliards en 2008, alors que les Chinois s'en tenaient à un montant de 25 milliards.

Le budget chinois de la Défense était devenu le troisième budget militaire du monde après celui des Etats-Unis et celui de la Russie. La secrétaire d'Etat, Condoleezza Rice avait fait remarquer aux dirigeants chinois, qu'une plus grande transparence des activités militaires de la Chine était indispensable, y compris concernant les exercices militaires conjoints menés avec la Russie. Le Président chinois aurait rassuré son hôte dont il savait que le rapport

influencerait la position de George W. Bush lors de son voyage à Pékin prévu en septembre 2005, puis reporté à 2006, à cause du cyclone Katrina. Qui fallait-il croire ? Le général Zhu Chenghu doyen de l'université militaire de Pékin ou Tang Jiaxuan ancien ministre des Affaires Etrangères et Conseiller d'Etat venu à Washington à la fin de juillet 2005 pour sonder les intentions américaines avant le voyage de G.W. Bush à Pékin ? D'un côté, on avait entendu le général Zhu Chenghu déclarer que le gouvernement chinois se trouvait sous une pression interne d'avoir à modifier sa politique de « non emploi en première frappe de la force atomique » et d'utiliser les armes les plus puissantes à sa disposition pour défendre sa revendication sur Taiwan : « La logique de guerre impose au plus faible d'utiliser tous les moyens dont il dispose pour battre un adversaire plus fort que lui...Nous n'avons pas la capacité suffisante pour soutenir un conflit conventionnel contre les Etats-Unis ; nous ne pouvons pas gagner ce type de conflit...Si les Américains veulent interférer, nous sommes déterminés à répondre...Nous, Chinois, sommes prêts à supporter la destruction de toutes nos villes à l'Est de Xian. Bien entendu, les Américains doivent s'attendre à voir des centaines de leurs villes détruites par les Chinois... »

De l'autre, Tang Jiaxuan, avait fait remarquer que l'intérêt commun des Etats-Unis et de la Chine était de contenir les forces indépendantistes. Pour sa part, il se déclarait, en accord avec les Américains, favorable au maintien du statu quo à Taiwan. En réponse, la secrétaire d'Etat avait simplement affirmé que les Etats-Unis « continueraient d'appliquer la politique d'une seule Chine. »

Il n'y a pas si longtemps, le langage des communistes chinois sur Taiwan était beaucoup plus violent et stigmatisait les ingérences américaines dans une affaire intérieure à la Chine. Certains observateurs mettaient en avant le système communiste qui exclut toute déclaration personnelle non approuvée à ce niveau par le Comité Central. Comme à l'accoutumée, le gouvernement et le Parti communiste chinois s'aventuraient dans un double langage, l'un destiné à impressionner l'opinion publique, l'autre à faire avancer le « schmilblick » diplomatique. En mars 2008, le candidat du parti nationaliste

Kuomintang, Ma Ying-jeou, prônait un rapprochement avec Pékin. Opposé à Frank Hsieh du Parti démocrate progressiste, parti du président sortant Chen Shui-bian, il avait remporté l'élection présidentielle. Les relations entre l'île et le continent s'étaient donc réchauffées. Les craintes de Pékin de voir Taiwan s'engager dans un processus d'indépendance s'étaient apaisées. Quant à l'invasion de l'île par les communistes, le gouvernement de Taiwan oubliait momentanément ce scénario et s'efforçait de convaincre les Américains de faire de même.